



**UNIVERSITE FRANCOIS-RABELAIS TOURS**

**MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE**

**MASTER Sciences de l'Homme et de la Société**  
**Mention sciences sociales : villes et territoires**

**MAGISTERE d'aménagement**

**La faible contribution des bureaux des temps au  
développement d'un aménagement intégrant  
temps et espace**



**Mélanie ROY**

**Mémoire de Master 2<sup>ème</sup> Année et de Magistère 3<sup>ème</sup> année**

**Sous la direction de Denis MARTOUZET**

**Septembre 2005**

UNIV. TOURS EPU DA CESA



D 251 003475 3

1. The first part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

The second part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

***« Le temps est le bien le plus rare parce que c'est le seul bien qu'on  
ne puise ni produire, ni donner, ni échanger, ni vendre »***

Jacques Attali,  
2004, *La voie humaine*, Fayard, Paris.

***« Le réel exil commence lorsque le présent est confisqué. Quand on  
est condamné à rêver le temps d'avant et attendre l'avenir »***

Chawki Abdelamir,  
Poète d'origine irakienne né en 1949.



# Sommaire

Introduction	7
<hr/>	
<b>Partie 1</b>	
<b>Les politiques temporelles françaises : initiative nationale, mise en œuvre et diffusion locale</b>	<b>15</b>
<hr/>	
<b>Chapitre 1 :</b>	
<b>L'émergence des politiques temporelles : une impulsion nationale pour une approche intégrant temps et espace</b>	<b>17</b>
I. Les évolutions à l'origine des transformations des temporalités de la vie quotidienne	18
1.1 Des évolutions de long terme	18
1.1 Des tendances plus récentes	23
1.2 Les Dynamiques territoriales, arrière-plan des politiques temporelles	25
1.3 Le temps, facteur discriminant	29
II. Le temps : une lacune des politiques territoriales/ urbaines françaises	31
2.1 Un oubli des politiques territoriales/urbaines	31
2.2 La faiblesse de la recherche et de ses liens avec l'action	31
2.3 Les prémisses des politiques temporelles françaises	33
III. Une initiative nationale pour une approche intégrant temps et espace	35
3.1 Les raisons du « retard » français	35
3.2 La mise sur agenda politique	36
3.3 Pour une démarche conjuguant dimension temporelle et dimension spatiale	38
IV. La diversité des « modèles » étrangers	41
4.1 L'approche intégrée des villes italiennes	41
4.2 L'approche peu intégrée des Pays-Bas	43
4.2 L'approche intégrée et le bureau des temps : des modèles pour la France	45
<b>Chapitre 2 :</b>	
<b>La diffusion des politiques temporelles au niveau local</b>	<b>49</b>
I. Le déclin du niveau national	50
1.1 Le changement de gouvernement : la fin du soutien national ?	50
1.2 Conséquences pour les politiques locales	51
II. Le dynamisme des politiques temporelles	53
2.1 Les politiques temporelles pérennisées	53
2.2 La diffusion de la démarche temporelle	54
<hr/>	
<b>PARTIE 2</b>	
<b>Les bureaux des temps : faiblesse de l'intégration spatio-temporelle et des relations avec les aménageurs</b>	<b>59</b>
<hr/>	
Le Choix de l'échantillon d'étude	61
Une méthodologie souple, adaptée au terrain	63

<b>Chapitre 3 :</b>	
<b>Les politiques temporelles : une démarche peu intégrée</b>	<b>65</b>
I. Domaines d'intervention variés et spécialisation des territoires	66
1.1 La variété des domaines d'intervention des bureaux des temps	66
1.2 Une spécialisation de chaque territoire	68
II. Des politiques de ciblage	76
2.1 Un ciblage sur le secteur public	76
2.2 Un ciblage spatio-temporel	78
2.3 Des objectifs sociaux OU spatiaux	79
III. Une démarche innovante faiblement territorialisée	82
3.1 Innovation et expérimentation	82
3.2 Des actions ponctuelles	84
<b>Chapitre 4 :</b>	
<b>Le manque de collaboration entre bureaux des temps et aménageurs.</b>	
<b><i>Un frein au développement d'un aménagement intégré</i></b>	<b>87</b>
I. Des démarches transversales au sein d'un jeu d'acteurs complexe	88
1.1 Le temps et l'espace : des approches transversales au sein des collectivités territoriales	89
1.2 Conséquence pour la démarche temporelle	90
II. Deux influences possibles pour le bureau des temps au sein de la collectivité	92
2.1 diffuser la problématique dans chaque domaine	92
2.2 diffuser la problématique via les projets d'aménagement et les documents de planification	93
III. Limites de la contribution des bureaux des temps et déficit de relations avec les aménageurs	106
3.1 Les limites de la contribution des bureaux des temps	106
3.2 La difficulté des relations entre bureaux des temps et aménageurs	106
<b>Chapitre 5 :</b>	
<b>Les pistes de progrès pour une démarche plus intégrée</b>	<b>109</b>
I. L'appui sur des partenaires extérieurs à la collectivité	110
1.1 Le système associatif, relais entre le bureau des temps et le territoire	110
1.2 Agefos-Pme en Rhône-Alpes, relais entre collectivité territoriale, entreprises et salariés	111
1.3 Des liens avec les chercheurs et les étudiants	111
II. L'intégration du temps et de l'espace par la construction d'un dialogue territorial	113
2.1 La construction d'un dialogue social territorial	113
2.2 L'organisation tripartite de nombreux projets	114
III. Bureau des temps et structure associative	116
3.1 Contre-exemples	116
3.2 Les spécificités de la Maison du Temps et de la Mobilité (MTM) et leurs conséquences sur la démarche conduite	117
3.3 Vers un modèle intégré associatif ?	118
<b>Conclusion</b>	<b>121</b>

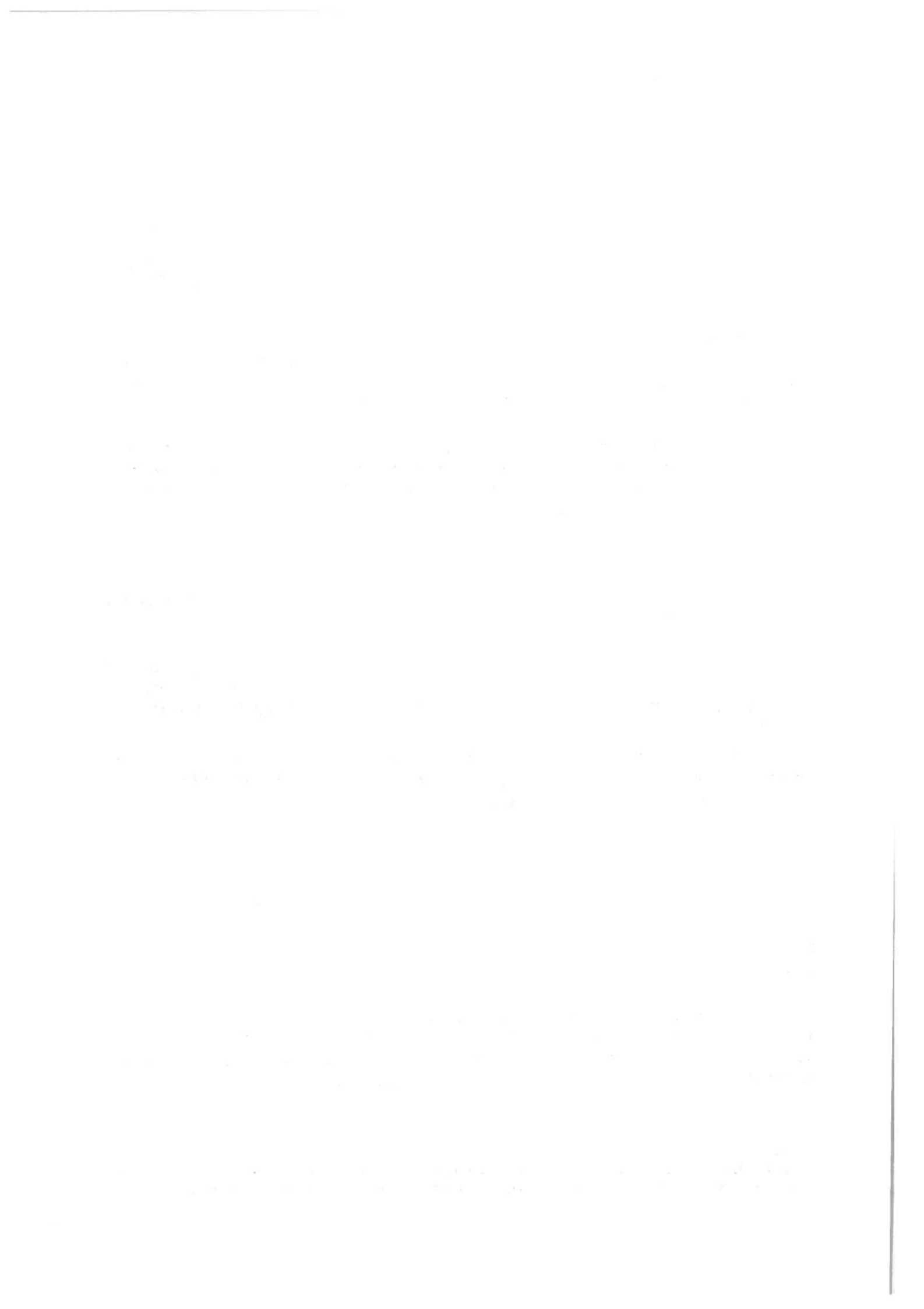
## Remerciements

Cette recherche n'aurait pas été possible sans le soutien de mon directeur de recherche, Monsieur Denis Martouzet, que je remercie pour son attention portée à mon travail tout au long de l'année, pour ses nombreuses relectures ainsi que ses conseils. Merci également à Jean-Paul Carrière et Serge Thibault pour leurs recommandations.

Ce travail n'aurait pu aboutir sans les entretiens que m'ont accordés les acteurs oeuvrant pour le développement de la démarche temporelle ainsi que les personnes ayant pris le temps de compléter mon questionnaire : Géraldine Delmotte, Christine Delplanque, Julien Gannard, Alain Guez, Luc Gwiazdzinski, Véronique Jeannin, Mad Joubert, Anne-Marie Monomakhoff, Joëlle Nicolas, Evelyne Reeves-Coutand, Danièle Touchard, Vanessa Thomas, Patrick Vassallo et Lucie Verchere-Tortel.

Toute ma reconnaissance va à l'ensemble des membres de l'association *Tempo Territorial* qui ont considérablement contribué à l'enrichissement de cette recherche.

Un grand merci enfin à ma famille et mes amis toujours là pour me soutenir...



# Introduction

« C'est un fait de pure expérience qu'il n'y a pas d'espace sans temps ni de temps sans espace. »

Daisetz Téitaro Suzuki,  
Penseur bouddhiste japonais, 1870-1966.

Réfléchir à la fois dans l'espace et dans le temps a, semble t-il, toujours été difficile. Bien que ces deux supports de notre vie sociale soient intimement liés dans les faits, les deux concepts ont souvent fait l'objet d'acceptions distinctes que Norbert ELIAS<sup>1</sup> propose de définir de la manière suivante :

- ce que nous appelons « espace » se rapporte à des relations positionnelles entre des événements mobiles que l'on cherche à déterminer en faisant abstraction de leurs mouvements et changements effectifs ;
- Le « temps » au contraire, se rapporte à des relations positionnelles à l'intérieur d'un continuum évolutif que l'on cherche à déterminer sans faire abstraction de leurs mouvements et changements continuels.

La tradition planificatrice française a développé un aménagement du territoire essentiellement axé sur la **dimension spatiale**, où le temps fait défaut quand il n'est pas nié par le postulat de l'invariance. Or, l'imbrication du temps et de l'espace implique que toute action sur un espace engendre des modifications temporelles, et inversement, toute modification sur le temps a sa traduction dans l'espace. On peut dès lors s'interroger sur l'opportunité d'aménager l'espace sans aménager le temps.

## I. Problématique et hypothèses

Outre la faible prise en compte du temps par les aménageurs, la phase exploratoire de ce travail de recherche a mis en évidence le développement de ce que l'on appelle les « politiques temporelles » ou la « démarche temporelle » et la création, en France, de « **bureaux des temps** » sur différents territoires locaux.

A la fin des années 90, l'initiative émane du niveau national. Les principaux acteurs - des chercheurs, la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR) et des politiques se fixent alors pour objectif de mettre en œuvre **une démarche intégrée en termes de temps et d'espace**.

---

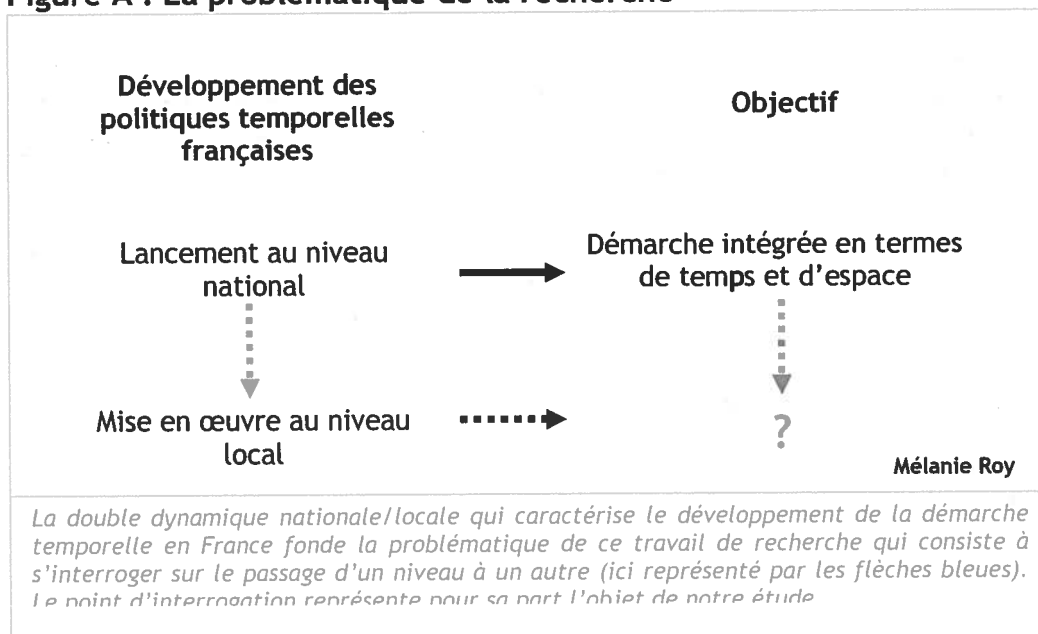
<sup>1</sup> ELIAS N., 1996, *Du temps*, Fayard, Paris, p.67. Cité par GWIAZDZINSKI Luc, 2002, *La nuit dimension oubliée de la ville : entre animation et insécurité. L'exemple de Strasbourg*, Thèse, Université Louis Pasteur de Strasbourg, p.195.

## 1.1 Problématique

Dans le contexte que nous venons de rappeler brièvement, le fil conducteur de la recherche peut s'énoncer de la manière suivante :

**Dans quelle mesure les bureaux des temps concourent au développement d'un aménagement du territoire intégré en termes de temps et d'espace ?**

**Figure A : La problématique de la recherche**



Pour répondre à cette question, nous avons focalisé l'analyse sur deux principaux points :

- la démarche mise en œuvre par les bureaux des temps : est-elle intégrée en termes de temps et d'espace ?
- les relations entre les bureaux des temps et les aménageurs : ces relations sont-elles suffisamment développées pour participer à la mise en œuvre d'une démarche intégrée ?

## 1.2 Hypothèses

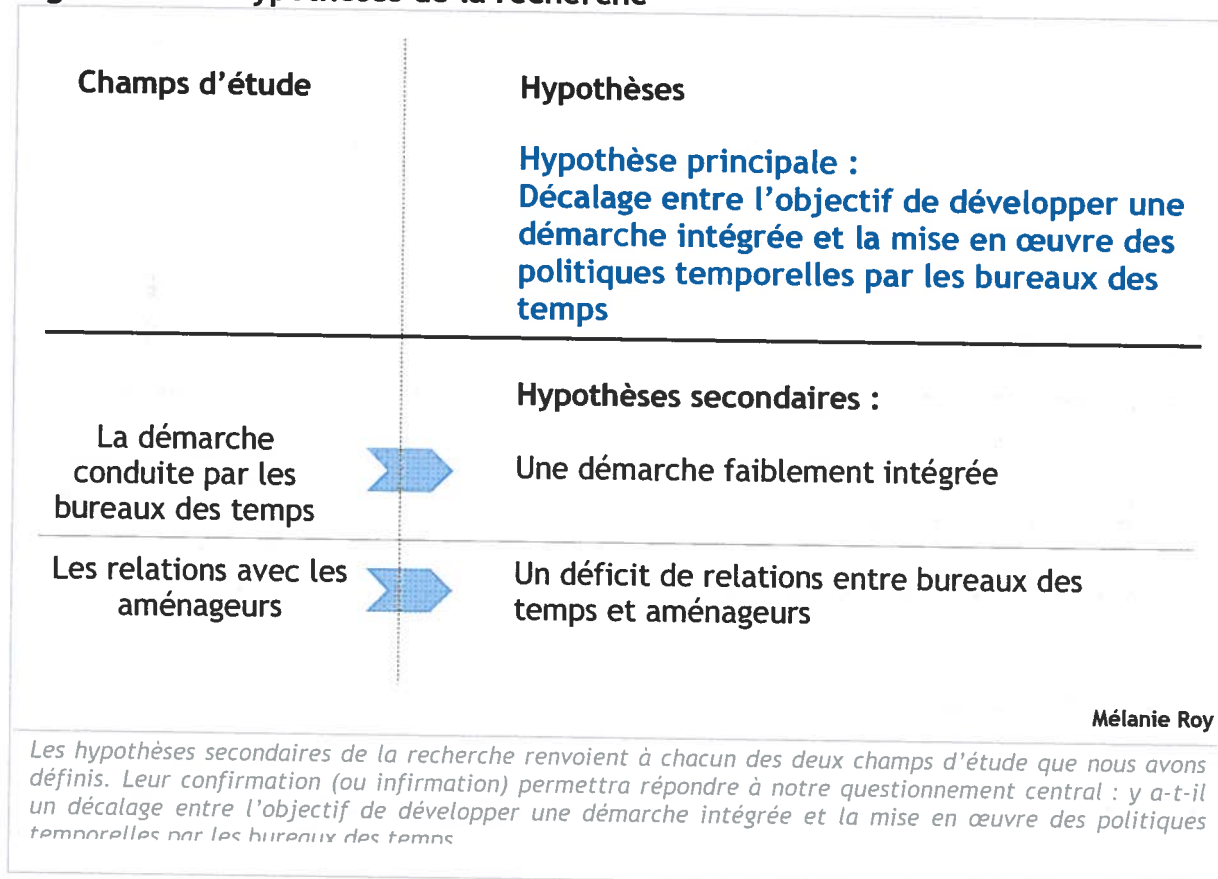
Notre hypothèse principale est celle d'un décalage entre la volonté, exprimée par les initiateurs des politiques temporelles françaises, de construire une démarche spatio-temporelle et la mise en œuvre effective de ces politiques par les bureaux des temps.

Cette hypothèse résulte de plusieurs observations faites durant les premiers travaux de recherche. En premier lieu, malgré la volonté affichée de conduire une démarche intégrée, le terme « espace » a disparu dès les premiers discours tenus par les initiateurs des politiques temporelles. Sans entrer dans les détails, rappelons les principales expressions employées : « temps des ville », lancement

d'une politique temporelle et de projets temporels au sein de bureaux des temps. Il est également intéressant de souligner que les politiques temporelles ont d'emblée été pensées au sein de structures spécifiques, les bureaux des temps. On peut se demander si leur intégration directe par les aménageurs, au sein de structures préexistantes (les services d'urbanisme par exemple), n'aurait pas *a priori* favorisé une meilleure « intégration » des deux dimensions spatiale et temporelle. Selon cette hypothèse, la démarche temporelle se serait développée au sein des bureaux des temps, de manière déconnectée de l'aménagement du territoire entendu dans sa dimension à dominante spatiale.

Nous présumons en outre un déficit de relations entre les bureaux des temps et les aménageurs. Le poids de la tradition planificatrice française très axée sur la dimension spatiale pourrait expliquer une certaine réticence de la part des aménageurs. De surcroît, a été envisagée l'hypothèse d'une forme de compétition entre les deux « disciplines », amenées à travailler avec les même acteurs dans la mesure où, toutes deux transversales, elles se croisent sur nombre de domaines. Si l'hypothèse d'un déficit de relations était confirmée, cela constituerait un frein à une potentielle démarche intégrée en termes de temps et d'espace.

**Figure B : Les hypothèses de la recherche**

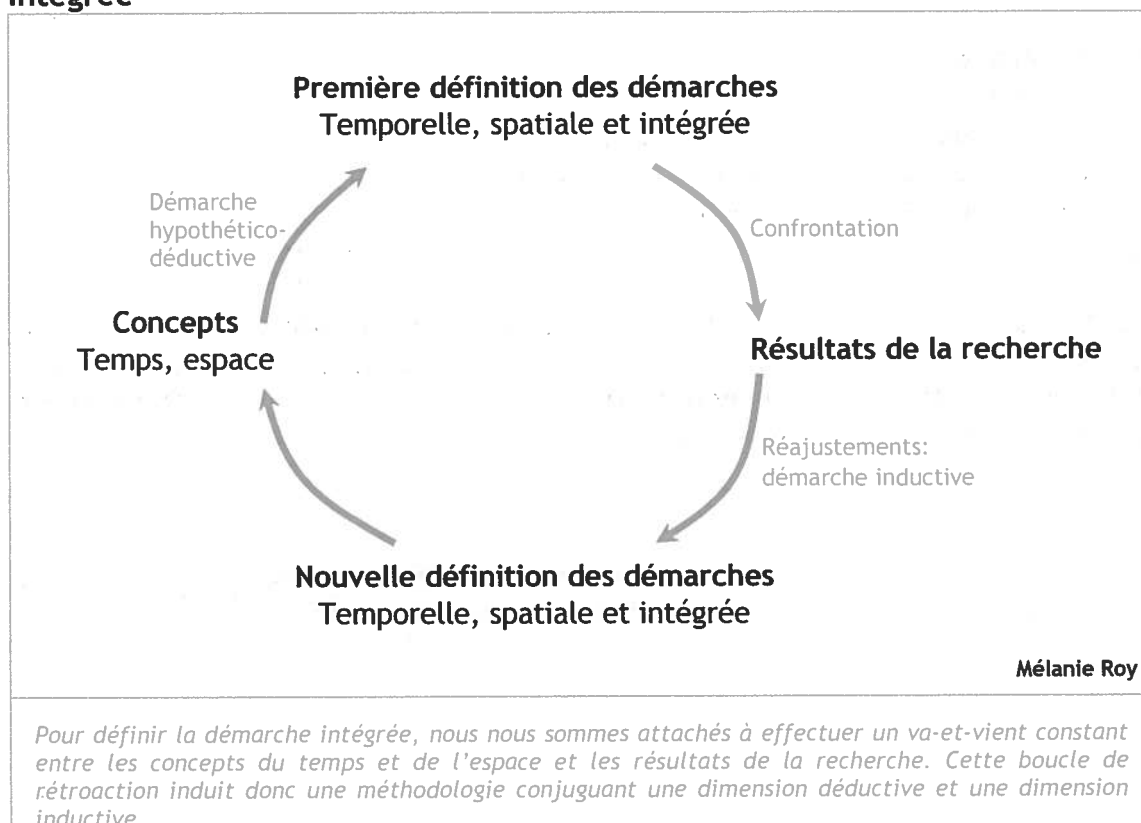


Appréhender les implications concrètes des notions abstraites du temps et de l'espace nécessite au préalable un retour sur quelques définitions qui ont balisé la recherche.

## II. Éléments-cadres de définitions

Les définitions retenues ont résulté d'un va-et-vient constant entre des concepts et leur confrontation aux résultats obtenus au fur et à mesure de l'avancée du travail de terrain. Celui-ci a donc en permanence nourri la réflexion. Le schéma suivant représente cette boucle de rétroaction qui a guidé la recherche.

**Figure C : Des concepts du temps et de l'espace à la définition de la démarche intégrée**



Les définitions présentées ci-après renvoient aux deux champs d'analyse que nous avons précédemment évoqués :

- définition en termes de démarche conduite par les bureaux des temps ;
- définition au regard des relations entre bureaux des temps et aménageurs.

### 2.1 Démarche spatiale, démarche temporelle, démarche intégrée

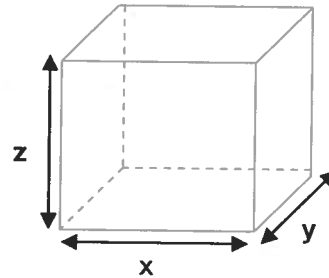
Pour définir la « démarche intégrée », il a d'abord été nécessaire de définir de manière distincte la « démarche spatiale » et la « démarche temporelle ».

## ➤ La démarche spatiale

Dans le Petit Larousse<sup>1</sup>, l'« espace » est défini comme une « étendue indéfinie qui contient et entoure tous les objets ». L'espacement est entendu comme « la distance entre deux choses ou deux êtres. » *Les Mots de la Géographie* insiste sur l'étymologie du mot qui inclut l'idée de pas. L'espace ainsi entendu en son sens primitif est écart, distance.

Dans la démarche spatiale qui est celle traditionnellement privilégiée par les aménageurs, le territoire est considéré comme une entité à trois dimensions :

- « x » : la latitude,
- « y » : la longitude,
- et « z » qui peut renvoyer à différentes réalités selon l'objet d'étude : l'altitude, la hauteur, l'épaisseur, la densité, la concentration, etc.



Les mesures correspondant à cette acception du territoire s'expriment en termes de localisation, de distance, de densité ou encore de répartition des fonctions sur le territoire. La démarche spatiale fait abstraction des mouvements et changements qui affectent le territoire.

## ➤ La démarche temporelle

Définir *à priori* la démarche temporelle a nécessité au préalable d'éclaircir les acceptions que recouvre le terme polysémique « temps ».

### *Du temps aux temps*

La conception dominante du temps rejoint celle de l'histoire. Les deux termes sont souvent synonymes. La première définition du Petit Larousse illustre cette acception : « notion fondamentale conçue comme un milieu infini dans lequel se succèdent les événements et souvent ressentie comme une force agissante sur le monde, les êtres. ». Selon cette première acception, le temps peut-être représenté au moyen d'une flèche orientée.

Soulignons que le Petit Larousse lie d'emblée « le temps et l'espace » dans les expressions qui illustre l'utilisation du mot. Le temps est ainsi un « simple déroulement chronologique, succession de phases, de périodes, qui mènent « nécessairement » à la configuration spatiale actuelle. »<sup>2</sup>

Le tryptique passé-présent-futur s'inscrit dans cette conception dominante du temps. Si les aménageurs ont peu pris en compte le « temps », il faut cependant noter que cette première acception a toujours été présente, par exemple dans les actions conduites dans le domaine du patrimoine, et plus généralement à travers la dimension planificatrice, anticipative et plus récemment prospective de l'aménagement du territoire.



<sup>1</sup> Le Petit Larousse illustré 2005, Paris.

<sup>2</sup> LEVY J., LUSSAULT M. (dir), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, p.900-904.

Le temps est ici conçu comme un cadre auquel on ne peut se soustraire.

« Le temps n'est pas seulement le seul véritable ennemi de l'homme, c'est également et surtout son ennemi le plus sournois, le plus lâche. Et, bien sûr, le seul que l'on n'ait pas la moindre chance de vaincre. »

Jacques Sternberg

1977, *Vivre en survivant*, éd. Tchou, Paris, 233p.

Cette définition minimise la dimension construite du temps, produit par les sociétés. Or, le temps des sociétés est multiple et l'emploi du singulier devient délicat : temps de la logistique de la société, du politique, de l'économie, de la religion, de la nature, etc. Ces multiples temps coexistent et interagissent entre eux souvent de manière conflictuelle. Ils sont souvent appelés « temps sociaux ». Le temps est une dimension de la vie sociale mais aussi de la vie individuelle. Au sein des sociétés, chaque individu use et jouit différemment de temporalités spécifiques. Pour distinguer le temps linéaire (première acception) et les temps de la société et de l'individu, de nombreux auteurs usent du terme « temporalité » qui regroupe « l'ensemble des usages et des expressions dans une existence des métriques du temps (ou un phénomène social quelconque) »<sup>1</sup>. De la simple conception linéaire du temps aux temps, temporalités et rythmes complexes des sociétés et des individus, les enjeux d'un supposé aménagement du temps sont multiples et s'expriment d'abord en termes de conciliation. Conciliation entre les temps sociaux, entre les temporalités des individus, mais aussi entre temps de la société et ceux de l'individu, ou autrement dit entre temps des territoires. Appréhender le temps nécessite également de distinguer la mesure du temps et sa valeur.

#### *Mesures et valeurs des temps*

Les temps sont des métriques qui permettent de mesurer de façon spécifique la durée d'événements. La mesure du temps est entendue dans un sens large : il s'agit de « toute technologie qui assure du pouvoir à partir d'un étalonnage socialement accepté. » Tout phénomène peut de cette manière être « découpé » en différentes unités et sous-unités. Il est ainsi possible de calculer des échelles temporelles (durée de la vie humaine, d'un trajet, d'un mandat électoral), des horizons temporels (échéances/délais). Ajoutons que les temps peuvent être cycliques : séculaires, pluriannuels, saisonniers, mensuels, hebdomadaires ou encore quotidiens, impliquant des jeux d'alternance. Néanmoins, la notion de cycle suppose étymologiquement le retour à une situation antérieure qui nie l'historicité. En sciences humaines et sociales, on lui préférera donc celle de « rythme » qui a des « périodes marquées [se répétant] à intervalles réguliers sans avoir toutefois le bouclage récurrent du cycle. »<sup>2</sup> Le rythme peut donc être ainsi entendu comme la « scansion interne d'un temps »<sup>3</sup>.

Malgré les technologies développées pour mesurer les temps, il faut tenir compte de son caractère subjectif. La valeur d'un temps change ainsi d'une société à une autre, d'un individu à un autre. L'appréciation d'un temps (temps de travail, de loisir, de repos, d'un trajet, etc.) est fonction de la valeur qu'attribue la société ou l'individu à l'activité elle-même. La perception d'une durée est relative. Il faut donc distinguer la mesure du temps de sa valeur.

La démarche temporelle appréhende le temps dans la seconde conception que nous venons de rappeler qui englobe l'ensemble des temps ou temporalités de la société, des individus et donc des territoires<sup>4</sup>. La dimension linéaire du temps (passé-présent-futur) est parfois prise en considération mais elle n'est pas au centre de la démarche.

<sup>1</sup> LEVY J., LUSSAULT M. (dir), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, p.900-904.

<sup>2</sup> Brunet R., FERRAS R., THERY H., 2001, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Reclus, Montpellier-Paris, 520p. (3<sup>ème</sup> édition).

<sup>3</sup> LEVY J., LUSSAULT M. (dir), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, p.900-904.

<sup>4</sup> Nous n'avons pas trouvé de représentation graphique satisfaisante de ces multiples temporalités qui coexistent dans une société.

Sur cette base, la définition de la démarche temporelle s'est essentiellement faite de manière empirique et inductive, à partir du travail de terrain (questionnaire et entretiens). Il ressort ainsi deux principaux types de démarche, ou plus justement de « mesure temporelle » :

- l'adaptation des horaires d'ouverture des activités à la demande,
- la résolution de problèmes temporels relatifs à des catégories de population.

Dans le premier cas, la démarche temporelle vient d'une certaine manière corriger un ou plusieurs défauts de l'espace. Dans le second, il s'agit d'une « approche sociale » dans la mesure où elle cible certains problèmes temporels relatifs à des catégories de populations.

#### ➤ La démarche intégrée

La démarche intégrée croise les deux dimensions, le temps et l'espace. Elle renvoie ainsi à une conception du territoire à quatre dimensions, sachant que le temps (t) est en interrelation avec l'espace (x, y, z). La dimension temporelle ne doit donc pas simplement venir s'ajouter à la dimension spatiale.

La démarche intégrée, que l'on pourrait également appeler « démarche spatio-temporelle », devrait de ce fait tenir compte, dès la phase de diagnostic d'un projet, de la structuration du territoire à la fois par le temps et par l'espace.

#### ➤ Les objectifs poursuivis par les bureaux des temps

Toutes les mesures mises en œuvre par les bureaux des temps ont des effets spatiaux (plus ou moins importants), mais ceux-ci ne constituent pas nécessairement un objectif. Dans le cadre de l'analyse portant sur la démarche conduite par les bureaux des temps, nous nous sommes penchés sur les objectifs poursuivis par ces derniers. Des objectifs spatiaux sont-ils explicitement affichés ? S'inscrit-on dans une démarche intégrée par la seule présence d'objectifs spatiaux ? Les bureaux des temps partagent-ils des objectifs communs avec les aménageurs ? Si tel était le cas, ces objectifs communs favorisent-ils le développement d'une démarche intégrée ?

## 2.2 L'intégration par la relation entre bureaux des temps et aménageurs

En complément de l'analyse de la démarche conduite par les bureaux des temps, il nous a paru opportun d'étudier les éventuelles relations entre les bureaux des temps et les acteurs traditionnels de l'aménagement du territoire. On peut en effet envisager la réalisation de l'intégration spatio-temporelle par la collaboration entre « aménageurs du temps » et « aménageurs de l'espace ».

D'une part, il s'agissait d'étudier les jeux d'acteurs en focalisant sur la présence (ou non) de liens entre les bureaux des temps et les aménageurs, leur nature, la qualité des relations. Nous avons analysé d'autre part la contribution des bureaux des temps aux projets d'aménagement et documents de planification.

### III. Méthodologie

En début de seconde partie, nous revenons sur les détails de la méthodologie choisie pour cette recherche. C'est pourquoi les points qui suivent sont très synthétiques.

#### ➤ ***Les premières sources***

Les premiers travaux ont consisté en une recherche bibliographique classique et des entretiens exploratoires destinés à définir le sujet de la recherche.

#### ➤ ***Le terrain d'étude***

L'échantillon d'étude retenu est composé de neuf bureaux des temps, oeuvrant sur différents territoires locaux en France.

#### ➤ ***Une méthodologie souple, fondée sur un questionnaire et des entretiens***

Les résultats sont de type qualitatif. Pour vérifier les hypothèses de ce travail de recherche, le choix a été fait d'une méthodologie souple, fondée sur deux types d'enquête : un questionnaire et des entretiens (annexes 1, 2, 3 et 4).

### IV. Plan du mémoire

Dans une première partie, nous rappelons le contexte de développement des politiques temporelles françaises : les évolutions à l'origine des transformations des temporalités de la vie quotidienne, l'impulsion donnée au niveau national (chapitre 1) et la diffusion de la démarche temporelle au niveau local par le biais des bureaux des temps (chapitre 2).

La seconde partie porte sur les résultats de la recherche à proprement parler. Nous vérifions nos hypothèse en deux principaux temps relatifs à la démarche conduite par les bureaux des temps (chapitre 3) et aux relations entre ces derniers et les aménageurs (chapitre 4). Enfin, le dernier chapitre présente les pistes de progrès entrevues pour le développement d'un aménagement intégré (chapitre 5).

## Partie 1

Les politiques temporelles françaises :  
initiative nationale,  
mise en œuvre et diffusion locale



## Chapitre 1

### L'émergence des politiques temporelles : une impulsion nationale pour une approche intégrant temps et espace

- I. Les évolutions à l'origine des transformations des temporalités de la vie quotidienne
- II. Le temps : une lacune des politiques urbaines françaises
- III. Une initiative nationale pour une approche intégrant temps et espace
- IV. La diversité des « modèles » étrangers

## I. Les évolutions à l'origine des transformations des temporalités de la vie quotidienne

*Cette première partie est une mise en contexte nécessaire pour bien appréhender l'objet de cette recherche : les politiques temporelles. Elle rappelle ainsi un faisceau d'évolutions à l'origine des transformations des temporalités quotidiennes. Nous avons distingué deux types de tendances : d'une part celles inscrites depuis plusieurs siècles dans notre société, d'autre part des tendances plus récentes, émergentes.*

### 1.1 Des évolutions de long terme

#### 1.1.1 L'individualisation du mode de vie des personnes

Processus initié au 18<sup>ème</sup> siècle, l'individualisation du mode de vie tend à placer la personne au centre de la conception de la société, marquant le passage de valeurs « traditionalistes » (qui reposent sur un principe de transcendance : « *le lien social était fondé sur l'obéissance aux figures indiscutables de l'autorité, Dieu et le Père* ») à des valeurs individualistes (qui s'enracinent dans les consciences individuelles). De surcroît, la notion même d'individualisme a profondément évolué : de l'individu quasi « interchangeable » (en particulier pour les institutions : l'école, l'armée, l'administration) à un individu qui se définit de plus en plus par opposition à l'Autre et par reconnaissance dans un ou plusieurs microgroupes (la famille, un club, une association...). « *Le lien dans les sociétés individualisées s'inscrit dans une logique élective. Les individus ont [en effet] le « droit de rompre », de se placer dans une dynamique positive de désaffiliation.* »<sup>1</sup>

Or, l'individualisation est chargée de valeurs antithétiques : négatives lorsque l'on considère que cette tendance met en cause le dénominateur commun fondateur du lien social, en s'efforçant de satisfaire les multiples souhaits individuels ; positives lorsqu'elle témoigne de l'autonomie de la personne. Dans les pays industrialisés, ce processus s'est accéléré dans les dernières décennies. L'individu se montre aujourd'hui de plus en plus soucieux (pour ne pas dire revendicateur) de maîtriser l'ensemble de ses choix de vie parmi lesquels ses choix temporels. Cette évolution a engendré des transformations significatives portant sur les mœurs, les relations entre les sexes et les générations, et par là même, sur les temps individuels et familiaux.

---

<sup>1</sup> Citations en italique de ce paragraphe : SINGLY F. (de), 2003, *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*, A. COLIN, Paris, 267p.

### 1.1.2 La transformation du travail dans l'économie de service

#### ➤ La réduction et la flexibilisation du temps de travail

Comme l'individualisation des modes de vie, la réduction de la durée du travail constitue en Europe une tendance de long terme. Au 19<sup>ème</sup> siècle on travaillait en moyenne 4000 heures par an, aujourd'hui 1500 heures. Cela représente une réduction de 50% à 14% de la vie éveillée d'un Français<sup>1</sup>. Le 19 janvier 2000, la loi sur la réduction du temps de travail (RTT), dite « loi Aubry II », confortait cette évolution en reportant le temps de travail hebdomadaire de 39 à 35 heures.

Avec la mondialisation de l'économie, un « temps global » émerge. Du point de vue des entreprises, il s'agit de travailler en flux tendus. La recherche de la flexibilité s'explique également par la tertiarisation de l'économie. Comme le soulignent Jean-Yves BOULIN et Ulrich MUCKENBERGER<sup>2</sup>, la consommation de services se traduit par une consommation directe du temps de travail des salariés des prestataires de ces services. Cette organisation en continu de l'entreprise s'oppose parfois aux souhaits des salariés, et quoi qu'il en soit à leurs rythmes biologiques. De surcroît, ces salariés sont eux-mêmes consommateurs et ont besoin d'accéder à d'autres services (publics comme privés). Dans ce cadre, la désynchronisation des systèmes horaires (remise en cause de l'organisation industrielle du temps) permet d'améliorer l'accessibilité des services pour tous. A terme, on se dirige ainsi vers la ville ouverte 24 heures sur 24 qui suscite d'ores et déjà de nombreuses controverses<sup>3</sup>.

Les emplois en horaires atypiques sont de fait en nombre croissant. Selon une enquête menée en 2001, ils concernent la moitié des personnes interrogées (tableau 1.1).

**Tableau 1.1 : horaires de travail classiques, horaires décalés**

*Diriez-vous de vos horaires de travail qu'ils sont :*

Classiques : vous travaillez de 8 ou 9 heures le matin jusqu'à 17 ou 18 heures le soir	44
Décalés : vous commencez plus tôt et/ou vous finissez plus tard	50
Autre situation	6

Source : mai 2001, sondage SOFRES « Les Français et le temps dans la ville », fiche technique<sup>4</sup>. (Question posée aux personnes qui travaillent : 46% de l'échantillon)

Le gain de temps, issu de la réduction du temps de travail, prendra généralement la forme d'une demi-journée par semaine ou d'une journée tous les 15 jours. Le plus souvent ce jour est le lundi, le mercredi ou le vendredi. Il sera également accolé de manière privilégiée aux congés.

<sup>1</sup> BOISSONNAT J., 2001, *la fin du chômage*, Calman Lévy, Paris, 188p. Cité par HERVE E., Rapport sur le « Temps des Villes », remis le 19 juin 2001

<http://www.ville.gouv.fr/pdf/dossiers.temps.rapport.pdf>

<sup>2</sup> BOULIN J.-Y., MUCKENBERGER U., 2002, *La ville à mille temps*, éditions de l'Aube DATAR, Paris, 222 p.

<sup>3</sup> Voir les articles : Martinet M.-P., « Reconquérir le temps » et GWIAZDZINSKI L., AGHINA B., « Utopie pour une ville ouverte 24 heures sur 24 », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, Paris, 52 p.

<sup>4</sup> Enquête réalisée les 17 et 26 mai 2001 pour le Ministère de la Ville auprès d'un échantillon de 1 145 personnes habitant dans des agglomérations de plus de 20 000 habitants, extrait d'un échantillon national de 2 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. Méthode des quotas sexe, âge, profession du chef de famille, CSP et stratification par région et catégorie d'agglomération.

**Tableau 1.2 : répartition hebdomadaire des jours de travail***En dehors des périodes de congés et de vacances travaillez-vous habituellement :*

	Le lundi	Le mardi	Le mercredi	Le jeudi	Le vendredi	Le samedi	Le dimanche
Oui	92	96	89	95	93	48	23
Non	8	4	11	5	7	52	77

Source : mai 2001, sondage SOFRES « Les Français et le temps dans la ville », fiche technique. (Question posée aux personnes qui travaillent : 46% de l'échantillon)

Si le temps de travail diminue, le travail se développe toutefois de manière croissante le week-end (tableau 1.2). Ainsi, seulement 51% des personnes interrogées conservent leurs samedi et dimanche de libres, tandis que plus d'un cinquième de l'échantillon travaille ces deux jours (tableau 1.3).

**Tableau 1.3 : le travail le week-end***Les personnes interrogées :*

Ont le samedi et le dimanche libres	51
N'ont que le samedi libre	1
N'ont que le dimanche libre	26
N'ont ni le samedi ni le dimanche libre	22

Source : mai 2001, sondage SOFRES « Les Français et le temps dans la ville », fiche technique. (Question posée aux personnes qui travaillent : 46% de l'échantillon)

A la flexibilité quotidienne s'ajoute donc une flexibilité hebdomadaire, voire annuelle. Les horaires de travail varient d'un jour à l'autre, d'une semaine à l'autre ou encore selon les périodes de l'année (tableau 1.4). Le processus de flexibilisation, engagé dès les années 80, a été accentué par la loi sur la réduction du temps de travail.

**Tableau 1.4 : variabilité annuelle du temps de travail***Votre temps de travail est-il fixe ou variable ?*

Fixe, c'est-à-dire que vous faites presque la même chose toutes les semaines	55
Variable, vos jours et horaires de travail peuvent varier selon les périodes de l'année	45

Source : mai 2001, sondage SOFRES « Les Français et le temps dans la ville », fiche technique. (Question posée aux personnes qui travaillent : 46% de l'échantillon)

Enfin, outre la variabilité du temps de travail, le développement des emplois à temps partiels, des emplois intérimaires, des contrats à durée déterminée et de la dérégularisation des horaires contribuent aussi à la flexibilisation du temps de travail.

### ➤ L'intensification du travail

Les effets des accords des 35 heures ont été appréhendés à travers différentes enquêtes portant sur la satisfaction des salariés<sup>1</sup>. Dans l'ensemble ceux-ci ressentent une dégradation de leurs conditions de travail. En effet, celui-ci s'est intensifié dans la mesure où l'on accorde désormais moins de temps pour accomplir une même tâche. Les négociations relatives à la RTT ont souvent remis en cause certaines pauses quotidiennes, nouvelle source de fatigue et de stress pour les salariés, en particulier ceux qui se trouvent en contact quotidien avec une clientèle.

<sup>1</sup> D'après : SILVERA R., BUSEYNE N., DONLEVY-GOMES V., 2004, "Articuler vie professionnelle et vie personnelle. Les expériences des projets Equal français 2001-2004", Les Cahiers Racine, 170 p.

Néanmoins les situations ne sont pas égales et dépendent de l'organisation du travail initiale (avant la mise en place des 35 heures) ainsi que des marges de manœuvre dont disposent les salariés dans le choix des modalités de la RTT. Plus celles-ci sont limitées, plus l'insatisfaction est grande. On observe en outre une corrélation positive entre catégorie professionnelle, marges de manœuvre et satisfaction. Les femmes non qualifiées paraissent comme les grandes perdantes des 35 heures. Elles évoquent plus que les autres les problèmes de flexibilité et d'imprévisibilité des horaires, disposant de surcroît d'une très faible marge de manœuvre dans la gestion de leurs horaires de travail. La nouvelle économie de services impose enfin aux salariés de faire preuve de plus de polyvalence, ce qui contribue à la densification du travail.

### ➤ *La dématérialisation du travail*

Aujourd'hui 60 à 70% des emplois se situent dans les activités de services. Le secteur industriel a donc perdu sa prééminence. Dans cette nouvelle économie tertiaire, le contenu du travail devient de plus en plus « immatériel », de telle sorte que les capacités cognitives du travailleur sont mobilisées de manière croissante. Quitter son poste de travail ne signifie pas être immédiatement en dehors du travail. On constate ainsi un phénomène grandissant d'hystérésis entre le travail et le hors travail, poussé à son paroxysme dans le cas du télétravail. Selon une enquête de l'Institut Chronopost, 18% des Français actifs en emploi travaillent parfois à domicile pendant leurs horaires de travail, pratique officielle pour 8% d'entre eux et informelle pour les autres. L'utilisation grandissante des technologies de l'information et de la communication participe à l'« intrusion du travail à la maison ». 81% des actifs dotés d'un ordinateur portable professionnel déclarent utiliser cet outil en dehors de leurs horaires contractuels pour des motifs professionnels. Si la sphère du travail conquiert celle du temps libre, il faut néanmoins souligner que le privé s'introduit aussi au travail. 37% des actifs reconnaissent ainsi effectuer des tâches personnelles sur leur lieu de travail<sup>1</sup>.

#### 1.1.3 Le temps libre, temps structurant ?

Conséquence de la réduction du temps de travail, le temps disponible hors travail a plus que triplé depuis la seconde guerre mondiale, passant de 45 000 heures au cours d'une vie en 1945 à 170 000 heures en 2000<sup>2</sup>. Cette croissance s'explique aussi par l'allongement de la durée de la vie. Ce constat est le fondement de la thèse de certains chercheurs comme Jean VIARD qui s'accordent à penser que la société est désormais tout autant structurée par le temps libre que par le travail. Cette interprétation n'est cependant pas partagée par tous. Nous reprendrons donc les deux courants qui semblent s'opposer de manière tranchée sur cette question.

<sup>1</sup> Enquête Institut Chronopost/Institut Ipsos mai 2004, in « Temps sociaux. Les TIC changent-elles la donne ? », 2005, *Tempos*, n°3.

<sup>2</sup> Selon les estimations de BOISSONNAT J., 2001, *la fin du chômage*, Calman Lévy, Paris, 188p.

### ➤ *La thèse de la société du temps libre*

Pour cette partie, nous utilisons notamment les conclusions du groupe de travail de la DATAR « Temps libres et dynamique spatiales »<sup>1</sup>. Néanmoins, nous n'avons pu accéder aux bases de données (notamment quantitatives).

Ce groupe de travail a mis en évidence le fait qu'une part croissante de la population se localise d'abord en fonction d'une logique résidentielle : qualité du logement, cadre de vie, proximité de l'aire urbaine de référence, aires d'éducation et de santé, vie culturelle deviennent les critères de localisation. Les régions de vacances sont de plus en plus attractives pour y habiter ou y travailler. De nombreuses résidences secondaires sont aussi transformées en résidences principales. Nous aboutissons aujourd'hui à la situation paradoxale selon laquelle les critères résidentiels deviennent primordiaux pour l'implantation d'activités, en particuliers celles caractérisées par une forte proportion de cadres ou de métiers rares.

Les pratiques de temps libre (sportives, culturelles, liées à la bi-résidentialité ou aux vacances) induisent de nouveaux modèles migratoires quotidiens, hebdomadaires, saisonniers et annuels. Les nouveaux pôles d'attraction territoriaux sont de plus en plus liés au temps hors travail. Les pics journaliers de congestion du trafic ne correspondent donc plus aux seuls trajets domicile-travail.

On constate également :

- un développement des loisirs du quotidien qui s'inscrivent dans l'espace local ;
- des migrations de week-end marquées par les promenades, le shopping, les contacts affectifs, la ville de référence polarisant fortement ces migrations ;
- les migrations de courts séjours (qui s'allongent notamment grâce à la RTT) sont le plus souvent des voyages de proximité, ancrés régionalement, à la différence des vacances.

L'intégration des activités du temps libre élargit la représentation traditionnelle des territoires. Celle-ci dépasse celles des services et des relations domicile-travail pour dessiner une France fortement régionalisée, et mettre en évidence la spécificité du modèle parisien. En outre cette régionalisation dépasse parfois les frontières : dans le nord où les déplacements entre la France et la Belgique sont en nombre croissant ou encore à l'est (Allemagne, Suisse).

Dans une perspective similaire, la sociologie des loisirs analyse que les valeurs centrales de la société se sont déplacées du monde du travail à celui des loisirs.

### ➤ *La thèse de l'omniprésence du travail dans la vie quotidienne*

Contrairement à la sociologie des loisirs, Dominique Méda souligne que les femmes, récemment entrées en masse sur le marché du travail, travaillent de plus

<sup>1</sup> Synthèse et évaluation « territoires 2020 », <http://www.datar.gouv.fr>

en plus. En outre, les hommes restent « structurés de manière quasi exclusive par le travail ». D'autres recherches soulignent l'intrusion du travail dans la vie quotidienne. Comme nous l'avons précédemment évoqué, la dématérialisation du travail ainsi que le développement des NTIC entraîne un phénomène de porosité accrue entre le travail et le hors-travail. Une étude portant sur les salariés des entreprises américaines<sup>1</sup> va jusqu'à affirmer que la logique de l'entreprise a complètement envahie celle de l'organisation de la famille.

De ces interprétations qui semblent contradictoires, on peut toutefois retenir des éléments compatibles :

- le territoire est de plus en plus structuré par le temps libre en termes de mobilité ;
- la sphère du travail, de plus en plus immatérielle, a tendance à conquérir celle du temps libre et notamment celle de la famille, et ce malgré la réduction du temps de travail.

Les deux thèses renvoient à des niveaux d'études différents. La première porte sur une analyse à l'échelle du territoire (la mobilité est de plus en plus structurée par les activités hors travail), la seconde sur une analyse au niveau de la vie quotidienne de l'individu (la sphère du hors-travail étant envahie par celle du travail). Elles peuvent donc être considérées comme compatibles.

**L'individualisation des modes de vie, la tertiarisation de l'économie et la place croissante du temps libre dans notre société ont pour conséquence une importante transformation des temporalités de la vie quotidienne. Ces tendances de long terme sont accompagnées depuis peu, de nouvelles tendances.**

## 1.2 Des tendances plus récentes

### 1.2.1. Le développement d'une « mobilité zigzagante »

Le développement des technologies de l'information et de la communication transforme les modes de vie et les pratiques temporelles. Permettant à chacun une maîtrise accrue dans la gestion de son espace-temps personnel, les types de mobilité se diversifient, remettant en cause le modèle hérité de la société industrielle avec ses pointes de trafic journalières ponctuelles. Les déplacements quotidiens ne sont plus structurés par les seules navettes domicile-travail. Cette évolution s'explique certes par le développement des NTIC mais également par la diversification des finalités des déplacements, elle-même due au processus d'individualisation et à l'augmentation du temps hors-travail (déplacement multifonctionnel).

---

<sup>1</sup> Etude de HOCHSCHILD, citée par Francis GODARD qui a conduit une mission aux Etats-Unis en juillet 2003, dans le cadre du groupe de prospective « temps et territoires » de la DATAR : GODARD F., 2004, « Temps, territoires et nouveaux services en Amérique du Nord », CD-ROM « Temps et territoires » - DATAR, Paris.

Parmi les tendances récentes, nous soulignons aussi des changements de nature socioculturelle : la féminisation du travail et les transformations affectant les structures familiales.

### 1.2.2 L'entrée massive des femmes dans le salariat

Le taux d'activité des femmes de 25 à 49 ans est passé de 41,5% en 1962 à environ 80% aujourd'hui. Or, les femmes sont particulièrement touchées par des problèmes relatifs à la gestion de leur emploi du temps quotidien car, parallèlement à leur entrée dans la vie active, elles continuent, dans une large mesure, à assumer la plupart des fonctions parentales et domestiques.

Comme le souligne Dominique MÉDA<sup>1</sup>, l'émancipation des femmes des fonctions domestiques ne s'accompagne que très faiblement d'une émancipation des hommes du travail. Des tendances récentes allant dans ce sens sont toutefois à considérer : la création du congé paternité et la demande explicitement formulée par des jeunes hommes d'un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée.

Outre la faiblesse de l'implication des hommes dans les activités domestiques, les services de garde des enfants sont insuffisants. Leurs horaires sont souvent mal adaptés à ceux du travail des parents. Au-delà, leur coût est inaccessible à certaines familles. Dans certains cas, l'un des parents (le plus souvent la femme) aura plus intérêt à s'occuper des enfants qu'à exercer un travail rémunéré<sup>2</sup>.

### 1.2.3 L'évolution des structures familiales

Les structures familiales françaises ont profondément évolué dans les dernières décennies. Le modèle familial traditionnel laisse la place à des familles monoparentales ou recomposées pour ne citer qu'elles, produits de l'augmentation du taux de divorce.

Sous l'effet de ces deux évolutions (l'entrée massive des femmes dans le salariat et l'évolution des structures familiales), la présence d'enfants au sein du foyer est un important générateur de problèmes temporels pour les familles. Selon un sondage SOFRES sur les Français et le temps des villes<sup>3</sup>, les parents ont moins de temps que les autres adultes. 47% des individus qui vivent en couple et qui n'ont pas d'enfants, et 61% des individus qui sont parents éprouvent un important manque de temps. Ce phénomène s'explique aussi par le développement

<sup>1</sup> MÉDA Dominique, « La révolution reste à faire », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, Paris, p.33-36.

<sup>2</sup> Et ce, bien que la loi ouvre droit, sur justifications, à une diminution d'impôt (avant imputation de l'avis fiscal, des crédits d'impôt et prélèvements ou retenues non libératoires) concernant les frais de garde des jeunes enfants de moins de 7 ans. Sur les revenus de l'année 2003, le taux de réduction d'impôts était de 25% (avec un plafond des dépenses de 2 300 € par enfant).

<sup>3</sup> GODARD Francis, SINGLY François (de), juin 2001, « Les Français et le temps dans la ville. Commentaire du sondage SOFRES », in <http://www.ville.gouv.fr/pdf/dossiers/temps/sondage.pdf>

d'activités spécifiquement destinées aux enfants dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport.

Ajoutées aux évolutions de long terme, les tendances apparues dans la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle contribuent à complexifier les temporalités de la vie quotidienne, et par là même, l'organisation et le fonctionnement des territoires.

### 1.3 Les dynamiques territoriales, arrière-plan des politiques temporelles

#### 1.3.1 L'héritage de l'organisation industrielle du temps<sup>1</sup>

La société industrielle a induit une modification des représentations du temps et un processus de remodelage de l'espace et de l'environnement. Avec l'industrialisation, la sphère du travail est ainsi devenue l'élément à partir duquel l'ensemble de la vie sociale et des lieux de vie s'organisaient. Le concept des cités ouvrières est le symbole de ce processus. Chaque activité (professionnelle, familiale, sportive, culturelle...) se voyait assignée des temps et des lieux qui lui étaient spécifiquement destinés. L'organisation taylorienne du travail consistait dans une discipline stricte des temps, l'enchaînement des activités et la division sociale des tâches entre les genres.

Du point de vue des aménageurs, l'agglomération était considérée comme une entité fonctionnelle et utile. La planification mettait en œuvre la spécialisation fonctionnelle de l'espace urbain.

Cette organisation perdure aujourd'hui. Elle est observable sur le marché du travail (dépendance des rythmes sociaux des citoyens au regard des horaires de travail) et dans les modes de vie (homogénéité des comportements dans le travail et le hors travail malgré le processus d'individualisation). Elle engendre des dysfonctionnements sociaux dont certains ont une traduction spatio-temporelle directe : mobilité (embouteillage), loisirs (surfréquentation de sites pendant le week-end et les vacances), vie quotidienne (files d'attente).

Toutefois, cet héritage tend à s'amoinrir. Il est ainsi remis en question par de nouvelles façons d'agir, notamment liées à la possibilité d'effectuer plusieurs activités simultanément (se déplacer et travailler par exemple). L'apparition de nouvelles dynamiques territoriales contrecarre également l'organisation industrielle du temps.

#### 1.3.2 Logiques temporelles des dynamiques territoriales

En premier lieu, un certain nombre de macro-tendances communes aux pays européens constituent un arrière-plan des politiques temporelles. Parmi celles-ci, le développement urbain consiste dans les phénomènes de la ville diffuse, de la

---

<sup>1</sup> BOULIN Jean-Yves, MÜCKENBERGER U., 2002, *La ville à mille temps*, éditions de l'aube DATAR, Paris, 222 p.

désurbanisation et de la sururbanisation. Plus de 80% de la population française est urbaine et le développement urbain se traduit dans l'espace, touchant de plus en plus de territoires. La distinction urbain/rural est de plus en plus difficile à cerner. Dans *la ville à mille temps*, le « décentrage de la ville » résulte de l'étalement urbain, des liaisons supra-urbaines et de la scission croissante entre les populations (habitants) et les citoyens (navetteurs, immigrants, touristes). L'hypothèse est faite d'une « accélération du processus de dilution des marquages temporels et spatiaux ».

De même, selon Christel ALVERGNE<sup>1</sup> les articulations entre temps et territoires sont en profonde transformation. Au-delà de la métropolisation qui marque les années 1980, la structuration des territoires se complexifie et de nouvelles polarisations apparaissent. Celles-ci sont particulièrement liées à la localisation des ménages, à la bi-résidentialité et à la redistribution d'une partie du revenu national. Les modifications concernent la nature de l'attractivité (passage d'une polarisation par le travail à une polarisation par le lieu de résidence), les logiques de mobilité et le lien au territoire.

Enfin, les questions sur le temps sont liées au développement des nouvelles technologies qui induisent une transformation de plus en plus importante des territoires en support de réseaux électroniques et non plus seulement routiers et ferroviaires.

---

<sup>1</sup> ALVERGNE Christel - DATAR, « Vers l'aménagement temporel du territoire ? » in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, Paris, 52 p.

### 1.3.3 Problèmes temporels, problèmes spatiaux

L'héritage de l'organisation industrielle du temps engendre des dysfonctionnements au sein des territoires.



[http://www.marais.biz/rues/rue\\_de\\_bretagne/rue\\_de\\_bretagne\\_250.jpg](http://www.marais.biz/rues/rue_de_bretagne/rue_de_bretagne_250.jpg)

Certains problèmes sont caractérisés par leur occurrence spatio-temporelle : ils apparaissent dans certains lieux et à certains moments de la journée, de la semaine ou de l'année. Les problèmes de congestion du trafic routier sont nés avec le développement du système automobile dans la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, lui-même soutenu par les investissements publics massifs consacrés aux infrastructures routières et autoroutières.

Ces encombrements sont quotidiens (notamment liés aux navettes domicile-travail), hebdomadaires (liés aux départs en week-end) et saisonniers (aux moments des départs en vacances). Au sein des espaces urbains, l'héritage de l'organisation industrielle du temps a pour traduction spatiale des inégalités de type centre-périphérie. Les phénomènes de congestion ne concernent cependant pas uniquement la route.



<http://transnord.schilick.free.fr/bus/images/l50a-2k0914c.JPG>

Ils touchent aussi différentes activités : les services publics comme privés, les loisirs, les lieux touristiques, les gares. Ils se concrétisent alors par des files d'attente.

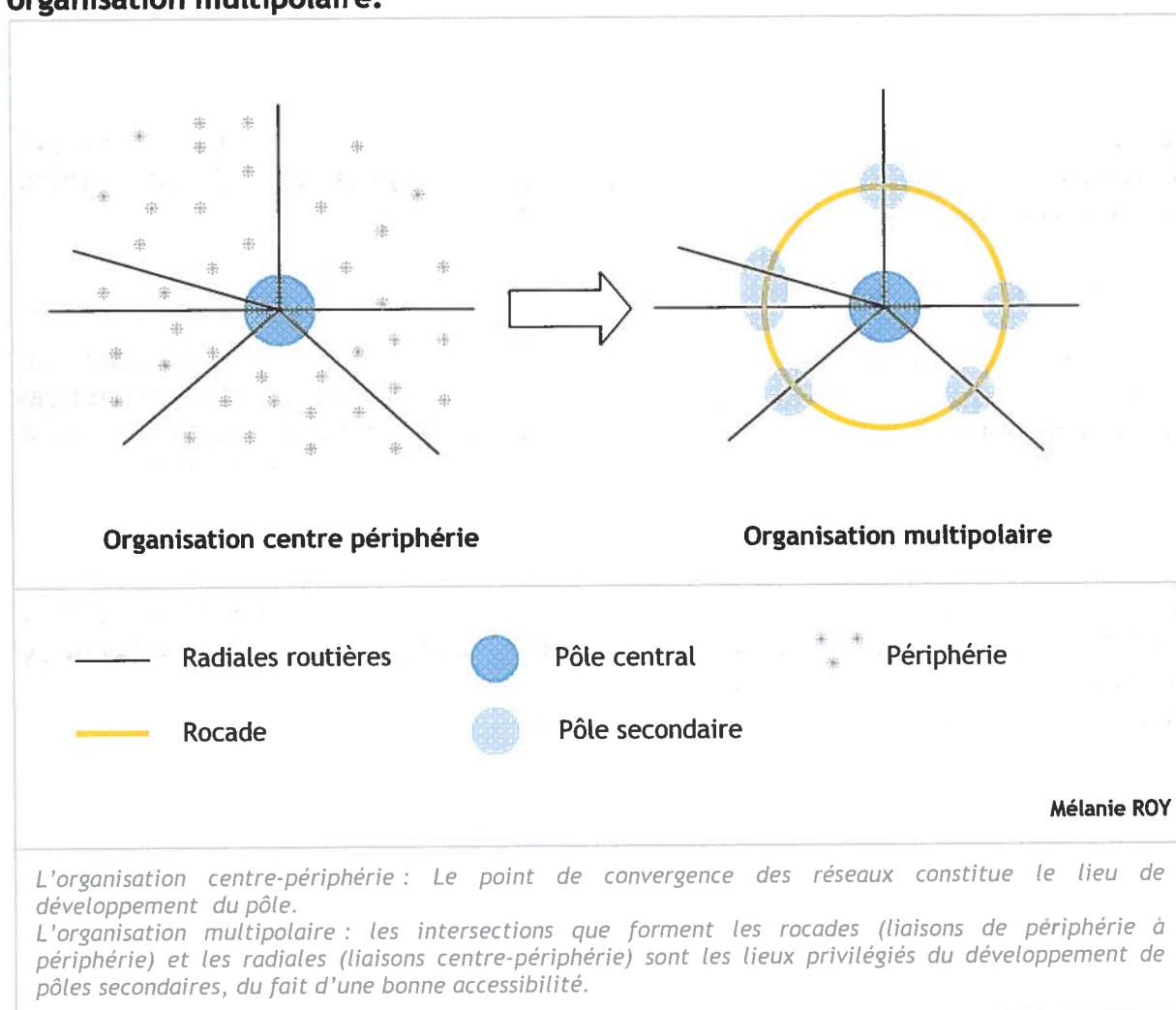
Conséquence de ces multiples formes de concentration de personnes et d'activités, certains espaces-temps sont de plus en plus confrontés à des problèmes de pollution. Le développement de l'automobile a participé à l'augmentation de la pollution de l'air par la production de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). Les espaces où le trafic connaît une concentration particulièrement importante sont les plus touchés : les deux uniques points de passage qui relient l'Espagne à la France de part et d'autre de la chaîne pyrénéenne, les vallées alpines et, à une autre échelle, les rues les plus empruntées à l'intérieur d'une ville. Outre la pollution atmosphérique ces endroits sont touchés par d'autres formes de pollution (des sols, de l'eau) et par des nuisances (sonores, visuelles). Les sites touristiques côtiers, constitués lors du développement du « tourisme de masse » cumulent souvent les handicaps, certains écosystèmes ayant été profondément bouleversés, voire détruits.

Si l'héritage de l'organisation industrielle du temps est encore prégnant aujourd'hui, le modèle spatial classique centre-périphérie tend à disparaître au profit d'un territoire multipolaire, de plus en plus complexe, mettant à mal la

distinction entre l'urbain et le rural. Les politiques d'aménagement participent au développement de la multipolarité, en particulier par le biais de la construction de rocades en périphérie des agglomérations qui permettent de décongestionner le trafic dans le centre (figure 1.1).

De même, le temps industriel est remis en cause. Les heures de pointes demeurent, mais elles tendent à s'étaler tandis que la demande de transport public s'intensifie le soir et la nuit. Face à l'incompatibilité grandissante des systèmes horaires, les commerces et services ont également tendance à élargir leurs horaires d'ouverture. L'ouverture des supermarchés et des hypermarchés le dimanche avait suscité de nombreuses controverses. Actuellement, l'ensemble des activités (en particulier les commerces) est soumis à cette problématique.

**Figure 1.1 : le passage d'une organisation territoriale centre-périphérie à une organisation multipolaire.**



**Au-delà de ces nouvelles dynamiques territoriales, Les tensions se situent également entre les temps sociaux et les temps des individus, un niveau d'intérêt général et les intérêts particuliers.**

#### 1.4 Le temps, facteur discriminant

Les impacts des évolutions peuvent être appréhendés au niveau des territoires mais également au niveau des individus. Le sondage Sofres datant de 2001<sup>1</sup> fait état de la variété des situations selon le niveau de formation, le revenu, l'âge, le sexe, la situation familiale de chacun. Christian PROUST exprime l'enjeu égalitaire de manière très forte puisque, selon lui, le temps est « l'instance qui exprime, dans la plus grande violence, les rapports de force entre les individus : on fait attendre le faible, on ne fait pas attendre le fort »<sup>2</sup>. Le temps semble ainsi s'ériger en facteur social discriminant. Les perdants ne sont pas nécessairement les populations à revenus les plus faibles. Nous avons déjà évoqué la situation des femmes, de plus en plus nombreuses à mener conjointement un travail rémunéré et l'essentiel des fonctions familiales et domestiques du foyer.

Trois principaux facteurs d'inégalité ont en outre été dégagés à l'occasion du sondage « Les Français et le temps dans la ville » :

##### ➤ *L'âge*

Les personnes âgées (plus de 65 ans) sont celles qui ont le plus de temps : seulement 22% d'entre elles manquent de temps. L'activité professionnelle prend du temps, crée les conditions de manque de temps.

##### ➤ *La catégorie socioprofessionnelle*

On observe une corrélation entre le niveau d'étude et les plaintes quant au manque de temps. Ainsi seulement 30% des personnes ayant effectué de courtes études manquent de temps. Ce pourcentage atteint 50% pour les personnes ayant effectué le lycée et 63% pour celles ayant poursuivi des études supérieures.

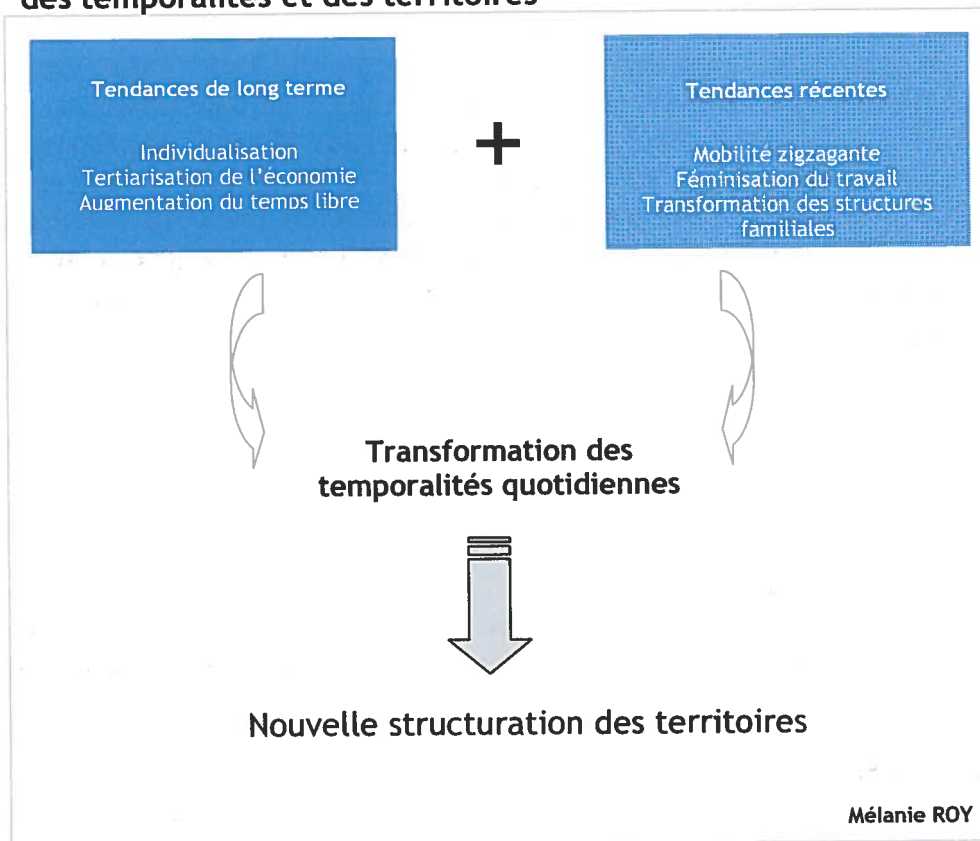
##### ➤ *Le niveau de revenu*

En lien avec la variable précédente, le niveau de revenu semble déterminer le rapport au temps. A partir de 2 290 € de salaire mensuel, les gens qui manquent de temps sont plus nombreux que les gens qui ont du temps. Autrement dit, on a soit du temps, soit de l'argent, rarement les deux.

<sup>1</sup> GODARD Francis, SINGLY François (de), juin 2001, « Les Français et le temps dans la ville. Commentaire du sondage SOFRES », in <http://www.ville.gouv.fr/pdf/dossiers/temps/sondage.pdf>

<sup>2</sup> Cité par Véronique BERKANI dans « A la recherche du temps perdu » in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, Paris, 52 p.

**Figure 1.2 : les évolutions à l'origine des transformations des temporalités et des territoires**



→ La combinaison de tendances de long terme et d'autres plus récentes affecte les temporalités de la vie quotidienne. De plus, elle entraîne une recomposition globale des territoires dont l'organisation se complexifie de manière croissante et engendre des situations problématiques.

Les enjeux sont donc multiples- économiques, sociaux, sociétaux, jamais univoques ni de nature sectorielle. Ils relèvent en premier lieu de ceux qui sont liés aux transformations du temps de travail suscitant des objectifs en terme de concordance des temps sociaux, de nécessité de reconstituer des liens sociaux et de s'opposer aux dynamiques d'exclusion sociale. Un second enjeu est celui de la mobilité, de la lutte contre les phénomènes d'encombrement, de saturation. Enfin, les réflexions en termes de démocratie locale et de mise en œuvre de nouvelles formes de gouvernances sont au cœur de ce que l'on appelle les « politiques temporelles ».

## II. Le temps : une lacune des politiques territoriales/urbaines françaises

*Les trajectoires dessinées par les temporalités nouvelles et leur inscription dans l'espace se sont profondément transformées, modifiant la morphologie des territoires, et par là même le socle des politiques publiques.*

*La prise en compte des temporalités de la vie quotidienne par le politique est d'abord apparue en Italie durant les années 1980. La France a fait figure de retardataire puisque la problématique n'a été véritablement engagée qu'une quinzaine d'années plus tard.*

### 2.1 Un oubli des politiques territoriales/urbaines

De nombreux auteurs font état de la faible prise en compte du temps par les politiques urbaines françaises. Ainsi les politiques temporelles commenceraient à « combler une étrange lacune de l'aménagement du territoire qui a si longtemps délaissé les données temporelles pour centrer ses réflexions sur le spatial »<sup>1</sup>. L'appréhension de la ville se fait « essentiellement en termes d'espace tandis que la dimension temporelle [était] perçue sous sa forme historique » (temps long du développement urbain). De plus, les temps de la vie quotidienne étaient jusque très récemment considérés comme étant du ressort de l'individu. Les politiques urbaines n'ont donc que « rarement intégré la dimension temporelle au sens du temps vécu par les citoyens »<sup>2</sup>. Luc GWIAZDZINSKI note le silence des documents d'urbanisme à ce sujet<sup>3</sup> en soulignant notamment l'absence de la dimension nocturne bien qu'aucun texte de loi ne l'interdise. Le zonage reste essentiellement spatial.

Lorsque le temps est pris en compte, c'est souvent dans une perspective mono-disciplinaire : temps du travail, temps de la famille, temps des loisirs... L'objectif est alors de faciliter l'optimisation de l'utilisation du temps.

### 2.2 La faiblesse de la recherche et de ses liens avec l'action

La question du temps mobilise plusieurs disciplines. Le colloque interdisciplinaire de Cerisy, qui s'est tenu en septembre 2001, en témoigne puisqu'il a réuni des sociologues, des géographes, des physiciens et des « professionnels de l'urgence » (urgentistes, pompiers) pour ne citer qu'eux. Pour notre part nous nous en tiendrons aux contributions des géographes et des sociologues.

<sup>1</sup> Luc GWIAZDZINSKY, « Penser le temps, panser l'espace », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, Paris, 52 p.

<sup>2</sup> BOULIN Jean-Yves, MÜCKENBERGER U., 2002, *La ville à mille temps*, éditions de l'aube DATAR, Paris, 222 p.

<sup>3</sup> GWIAZDZINSKI Luc, 2002, *La nuit dimension oubliée de la ville : entre animation et insécurité*. L'exemple de Strasbourg, Thèse, Université Louis Pasteur de Strasbourg, p.83.

### 2.2.1 La géographie

Relativement peu de géographes se sont penchés sur la question des temps. Les premiers ont été les *time geographers* suédois qui ont constitué, dans les années 1960, la vie quotidienne en enjeu des politiques sociales. Tornsten HAGERSTRAND a orienté des travaux sur les « budgets temps-espace ». Il s'agit d'enregistrer les déplacements d'une personne à une période donnée. Cela permet de situer à un moment (t) une action (z) dans un espace à deux dimensions (x, y). Le but est de comprendre la localisation, les déplacements, le commencement, la fin de l'action, la fréquence de l'action et sa place parmi les séquences et les types d'activités. Les successeurs de Tornsten HAGERSTRAND, parmi lesquels Don PARKES et Nigel THRIFT, ont retravaillé certains concepts de la « chronogéographie ». Cette approche a influencé les études féministes suédoises ainsi que des expérimentations menées en Italie.

D'autres approches géographiques se sont intéressées au temps. La géographie radicale a mis en évidence les modes de production et de reproductions sociales dans le temps long tandis que la géographie des représentations a privilégié la durée et le temps long. Plus proche des temporalités de la vie quotidienne, des analyses individuelles ont mis l'accent sur le rôle de la durée perçue et son influence sur la mobilité et la valorisation ou la dévalorisation de certains moments de la vie quotidienne. Les différentes notions d'espace-temps développées par les géographes sont résumées dans un tableau proposé par Antoine BAILLY et Hubert BEGUIN<sup>1</sup> (tableau 1.5).

**Tableau 1.5 : les notions d'espace-temps en géographie**

	Géographie néo-positiviste	Géographie radicale	Géographie comportementale
Principaux espaces étudiés	Espace géo-économique	Espaces matériels	Espaces vécus
Principaux thèmes étudiés	Géo-métrie des localisations et budgets espace-temps	Rapports sociaux et enjeux spatiaux	Espace perçu et valorisation des individus
Incorporation de la dimension temporelle	Temps cosmique saisi en terme de taux d'actualisation, de cycles et de coûts énergétiques	Temps longs des luttes des classes sociales : études des modes de production et de reproduction	Temps social long et durée : temps longs de l'évolution des mentalités, psychologie de la perception temporelle

Source : BAILLY A., BEGUIN H., 1995, *Introduction à la géographie humaine*, Masson, Paris.

<sup>1</sup> BAILLY A., BEGUIN H., 1995, *Introduction à la géographie humaine*, Masson, Paris. Cité par GWIAZDZINSKI Luc, 2002, *La nuit dimension oubliée de la ville : entre animation et insécurité. L'exemple de Strasbourg*, Thèse, Université Louis Pasteur de Strasbourg, p.200.

### 2.2.2 La sociologie

L'analyse du temps a tenu une place non négligeable dans la tradition sociologique française (en particulier chez Emile Durkheim). De nombreux travaux ont été réalisés dans les années 1960-1970, présentant trois principaux axes d'étude :

- l'influence du temps de travail sur les autres temps sociaux,
- la sociologie des loisirs,
- et l'incidence de l'organisation du temps sur l'espace visant à favoriser la mobilité.

De manière générale, les théoriciens ont développé une approche sectorisée ou bien en terme de « temps dominant », considérant plus la hiérarchisation des temps sociaux que leurs interactions. Nous soulignons cependant les spécificités des travaux de deux sociologues<sup>1</sup>. Georges GURVITCH a ainsi proposé le premier une vision systémique des temps sociaux, mettant en évidence les impacts d'un temps sur un autre. Puis Gilles PRONOVOST a développé le concept de « temps pivot » (qui, selon lui, était alors le temps de travail), opérant un rôle structurant dans l'articulation des temps sociaux et dans la construction de l'organisation sociale du temps. Ses travaux se situent dans la perspective d'un équilibre entre les différents temps dans la construction des identités individuelles et collectives ainsi que dans la construction des régimes temporels des sociétés.

Les politiques urbaines ont longtemps négligé la dimension temporelle pour privilégier la dimension spatiale. De plus, les liens sont restés ténus entre la sphère de la recherche et celle de l'action. Pourtant, dans les années 1970, on assistait déjà aux prémises d'une politique temporelle en France.

### 2.3 Les prémises des politiques temporelles françaises

Dans les années 70, la question temporelle est pour la première fois intégrée à la problématique de l'aménagement du territoire. Une « mission pour l'aménagement du temps » est alors créée, et en 1976 quatorze villes s'engagent dans des expériences d'aménagement du temps.

Des rapports soulignent la nécessité de mettre en œuvre une politique d'horaires variables et d'étaler les vacances afin de lisser les pointes de trafic quotidiennes, hebdomadaires ou annuelles. La notion de « temporalités citadines » émerge, son point d'application résidant dans la mobilité urbaine et les transports. Cette approche est stimulée par la politique de réduction et d'aménagement du temps de travail ainsi que par le changement de gouvernement en 1981. Toutefois, les réalisations concrètes ont été peu nombreuses et les études sont souvent restées cantonnées à l'Ile-de-France. Puis la réflexion est retombée. Le

<sup>1</sup> GURVITCH G., 1963, *La vocation actuelle de la sociologie*, t.2 : *Antécédents et perspectives*, Puf. / PRONOVOST G., 1996, *Sociologie du temps*, De Boeck Université, Paris/Bruxelles, 183 p. Cités par BOULIN Jean-Yves, MÜCKENBERGER U., 2002, *La ville à mille temps*, éditions de l'aube DATAR, 222 p.

contexte de fort chômage a en effet orienté la politique de la ville vers les questions de l'exclusion, de l'insécurité et de la violence urbaine.

De cette période nous avons notamment hérité de la mise en place d'horaires variables dans les administrations et les entreprises et de *Bison futé*. Le centre national d'information routière est aujourd'hui coordonné par le Ministère de l'équipement et relayé par sept centres régionaux d'information et de coordination. *Bison Futé* offre un service d'information 24 heures sur 24 par téléphone et Internet.

On note parallèlement le développement d'une « politique de grande vitesse », celle du TGV, dont la logique est d'aménager l'espace pour gagner du temps.

A la même époque, les politiques publiques ont fourni un effort important dans le domaine de la petite enfance. Les capacités des crèches collectives ont été démultipliées. Mais de même que dans le domaine des transports, avec la crise de l'emploi dans les années 80, l'accent a été mis sur les modes de garde individuels à travers des prestations sociales et des dispositions fiscales favorables aux emplois familiaux.

→ *Par rapport à d'autres pays européens, les politiques françaises ont longtemps ignoré la question des temporalités de la vie quotidienne tandis que l'aménagement du territoire et l'urbanisme revêtent traditionnellement une dimension spatiale prédominante. De même, le temps quotidien a peu été étudié par les chercheurs, et dans le cas contraire, il y a eu très peu de porosité entre la recherche et l'action. Malgré une prise de conscience politique dès les années 70, la problématique temporelle ne réapparut véritablement qu'à la fin des années 90, émanant de l'échelon national.*

### III. Une initiative nationale pour une approche intégrant temps et espace

*Le développement précoce des politiques temporelles en Italie s'explique notamment par l'importance de la tradition de recherche sur les temps sociaux, par une approche interdisciplinaire de l'urbanisme et par l'organisation politique et administrative décentralisée du pays. On ajoute à cela le rôle de certains acteurs sociaux clés : les femmes et les syndicats. En France, ces différents facteurs étaient moins puissants à la même époque.*

#### 3.1 Les raisons du « retard » français

Dans *La ville à mille temps*<sup>1</sup>, Jean-Yves BOULIN et Ulrich MUCKENBERGER mettent en avant trois autres facteurs : le faible intérêt des politiques pour l'analyse et la prise en compte de la vie quotidienne, l'amplitude relativement large des horaires d'ouverture des services, l'entrée précoce des femmes sur le marché du travail. Ces facteurs ont été déduits d'une étude comparative des politiques temporelles dans cinq pays européens : l'Italie, les Pays-Bas, la Finlande, l'Allemagne et la France.

##### 3.1.1 Un faible intérêt pour l'analyse et la prise en compte de la vie quotidienne

Jusque très récemment en France, la vie quotidienne ne faisait pas l'objet de politiques. On peut aussi souligner l'irrégularité des enquêtes budget-temps, par ailleurs peu nombreuses (1982, 1985, 1998-1999). Des évolutions sont cependant apparues dans le cadre des négociations sur la réduction du temps de travail, de la création des emplois jeunes et de la politique des services de proximité. Le premier objectif était certes la lutte contre le chômage mais cela a néanmoins conduit les politiques à se rapprocher de la vie quotidienne des citoyens.

##### 3.1.2 L'amplitude des horaires d'ouverture des services

Comparativement à d'autres pays européens, l'amplitude des horaires d'ouverture des services a toujours été plus large en France, de sorte que les revendications des consommateurs pour une plus grande amplitude d'ouverture des services sont apparues beaucoup plus tardivement. De plus, l'adaptation aux nouveaux besoins s'est fait de manière « spontanée » et n'a pas attendue la mise en place des politiques temporelles.

Régulés par la législation du temps de travail des salariés, les commerces proposent une grande amplitude d'ouverture. De même, les banques ont diversifié leur offre en ouvrant leurs guichets le midi ou le samedi. Il en est de même pour les loisirs qui tendent à s'adapter à la demande. La France se détache également

<sup>1</sup> BOULIN J.-Y., MÜCKENBERGER U., 2002, *La ville à mille temps*, éditions de l'Aube DATAR, Paris, 222 p.

des pays européens en ce qui concerne les horaires d'école : la prise en charge des enfants dure toute la journée et a tendance à s'accroître avec les garderies.

En revanche les transports urbains et interurbains restent largement calés sur les horaires de travail « standards » (8h-12h/14h-18h). L'adaptation à la transformation des modes de vie reste assez faible bien que l'offre se développe en soirée et la nuit dans les grandes villes. Ce sont enfin les services publics et municipaux qui se sont les moins bien adaptés même si les évolutions, depuis les années 80, vont dans le sens d'une meilleure adéquation aux besoins.

### 3.1.3 Une entrée précoce des femmes sur le marché du travail

L'entrée des femmes sur le marché du travail en Italie et aux Pays-Bas s'est faite dans les années 80-90, à un moment où la flexibilisation du travail était déjà à l'œuvre. De plus, la pensée féministe s'était déjà imposée. Aussi, avant même que les femmes n'entrent sur le marché du travail, elles avaient anticipé les problèmes de conciliation entre temps de travail et temps libre et revendiqué certains droits.

En France, lorsque les femmes commencèrent à entrer massivement sur le marché du travail dans les années 70, l'idéologie féministe n'était qu'émergente. En outre, l'analyse portant sur le travail domestique était appréhendée d'un point de vue macroéconomique et macrosocial. La création et le développement des crèches ont certes accompagné la féminisation du travail. Cependant ces institutions n'ont pas répondu de manière satisfaisante à la demande. Actuellement, dans certaines villes, la durée d'attente entre la demande et la prise en charge effective des enfants peut amplement excéder une année.

Les spécificités du contexte national français expliquent en partie le retard pris en matière de politiques temporelles. Le développement de la problématique du attendre le volontarisme politique d'acteurs nationaux qui entraîna la mise sur agenda politique de la question sous le gouvernement Jospin.

## 3.2 La mise sur agenda politique

En 1996, le colloque de Cerisy, regroupant des chercheurs européens, des entreprises, des élus, des acteurs locaux et des administrations, initia la prise en compte de la problématique temporelle. En 1998, des représentants de cinq villes (Lille, Saint-Denis, Poitiers, Strasbourg, Charleville-Mézières) partaient en voyage en Italie étudier les politiques temporelles, dont ils ont en particulier rapporté le « modèle » du « bureau des temps ».

Pour sa part, la DATAR, dans le cadre d'un exercice de prospective « Territoires 2020 », a constitué deux groupes de travail (« Temps et Territoires » et « Temps libre et dynamiques spatiales ») et piloté une dizaine d'expérimentations en 2000-2001. Ces programmes pilotes, financés par le FNADT et ayant pour objectif la création de l'équivalent des bureaux du temps italiens,

ont entraîné une prise de conscience de l'influence des temporalités sur la vie quotidienne. Ces différentes actions ont conduit à l'inscription des politiques temporelles sur l'agenda politique national.

Dès le 19 janvier 2000, l'alinéa 7 de la seconde loi Aubry<sup>1</sup> allait dans ce sens : « Dans les agglomérations de plus de 50 000 habitants, le président de la structure intercommunale, en liaison, le cas échéant, avec les maires des communes limitrophes, favorise l'harmonisation des horaires des services publics avec les besoins découlant, notamment du point de vue de la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, de l'évolution de l'organisation du travail dans les activités implantées sur le territoire de la commune ou à proximité. A cet effet, il réunit, en tant que besoin les représentants des organismes ou collectivités gestionnaires des services concernés et les met, le cas échéant, en relation avec les partenaires sociaux des entreprises et des collectivités afin de promouvoir la connaissance des besoins et de faciliter la recherche d'adaptation locale propre à les satisfaire. »

Le 27 février 2000 fut créé l'*Institut des Villes* dont un des trois thèmes est le « temps des villes ». Son rôle était notamment de coordonner les relations entre l'Etat et les collectivités locales sur ce sujet. L'institut regroupait six ministères (Intérieur, Equipement, Culture, Aménagement du Territoire, Recherche, Ville), six associations de maires et la Caisse des Dépôts et Consignations. La même année, le colloque de Poitiers sur « le temps des villes et le temps des femmes » entraîna la prise de conscience gouvernementale. Edmond HERVÉ se vit confier la mission de réfléchir sur les conditions de mise en œuvre d'une politique des temps. En décembre 2000, le Ministre délégué à la ville effectua un voyage d'étude à Brême afin d'approcher la réalité d'un bureau des temps.

Au printemps 2001, certaines campagnes municipales comportaient une réflexion sur les temporalités de la vie quotidienne.

*Exemple : campagne municipale de Bertrand DELANOE*

Le projet de Bertrand DELANOE pour Paris, reliait cette thématique à celle des femmes à travers l'axe « Paris au féminin », en adaptant notamment le temps des villes au temps des femmes. « En s'inspirant du modèle italien, un "bureau des temps" sera créé, en tant que lieu de concertation entre la municipalité, les différentes organisations syndicales, les mouvements représentatifs de femmes et la Préfecture.



Il devra conduire à l'adoption d'une charte sur la régulation des horaires des services publics (crèches, haltes-garderies, structures administratives, transports publics...) afin de mieux adapter les "rythmes" de la cité aux contraintes professionnelles et familiales des citoyens, et notamment des femmes. » Le bureau des temps parisien a effectivement été créé ainsi que cinq structures- relais dans des arrondissements. Le projet prévoyait en outre les mesures suivantes :

<sup>1</sup> C'est nous qui soulignons

- Un partenariat actif sera établi à l'initiative de la Ville entre l'association " Femmes en mouvement, les transports au féminin " (de notoriété européenne) et le Syndicat des transports parisiens, pour contribuer à améliorer les transports collectifs : sécurité, accessibilité, confort, information, convivialité, modulation des horaires.
- L'augmentation du réseau des crèches et des haltes-garderies s'accompagnera d'un assouplissement de leurs horaires d'ouverture (horaires modulés, y compris le samedi).
- Pour les familles monoparentales, des priorités au logement social, aux modes de garde et aux services d'accompagnement des enfants seront instaurées.
- Augmentation des capacités d'accueil d'urgence réservées aux femmes sans domicile fixe (dont la majorité fuient les violences conjugales) et instauration de permanences ouvertes 24h/24 assurant soutien et aide à la réinsertion.
- Mise en place d'un numéro vert pour la prévention et l'information sur la contraception, en partenariat avec la région et les centres de planification familiale.
- Amélioration de l'accueil des Parisiennes pour le traitement de l'IVG au sein des services de l'assistance publique.
- Un soutien municipal actif visera à développer le nombre de médiatrices culturelles et sociales, notamment parmi les femmes issues de l'immigration.
- Dans le cadre du Plan départemental d'insertion, la municipalité développera les formations qualifiantes spécifiques en direction des personnes sorties prématurément du système scolaire. »

En juin 2001 Edmond HERVE remet un rapport<sup>1</sup> à Claude BARTOLONE, Ministre délégué à la Ville et Nicole PERY, secrétaire d'Etat aux droits des femmes. Trois mois plus tard, à l'occasion du Festival international de la ville de Créteil, Lionel JOSPIN, alors premier Ministre, constitua le temps des villes en politique publique. Il exprima le souhait que soit « mis en place dans chaque département lors de l'élaboration des projets territoriaux de l'Etat, un cadre de réflexion sur l'adaptation des services - par exemple sous forme de bureaux des temps. »

Le 11 juin 2001, parmi les cinq axes de la quatrième conférence de la famille, figuraient le soutien de la responsabilité parentale partagée et la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle.

Les acteurs nationaux, à l'origine des politiques temporelles, ont très tôt exprimé certaines intentions concernant leur mise en œuvre, et notamment la volonté de développer une approche intégrée en terme de temps et d'espace.

### 3.3 Pour une démarche conjuguant dimension temporelle et dimension spatiale

La logique du TGV est d'aménager l'espace pour gagner du temps. Cependant cette volonté d' « aller plus vite » change la ville, offrant des avantages qui ne sont pourtant pas [nécessairement] des gains de temps<sup>2</sup>. En effet, ce gain de vitesse est plutôt utilisé par les personnes pour habiter de plus en plus loin de la ville-centre où du lieu de travail, dans un environnement jugé meilleur. Les choix des Français privilégient en effet l'accès à un environnement résidentiel spécifique (le pavillonnaire périurbain) au gain de temps rendu possible par les gains de

<sup>1</sup> HERVE E., Rapport sur le « Temps des Villes », remis le 19 juin 2001

<http://www.ville.gouv.fr/pdf/dossiers.temps.rapport.pdf>

<sup>2</sup> Marc WIEL, « La transition urbaine », in CUIILLIER Francis (dir.), 2000, *Les débats sur la ville 3*, Bègle, éditions confluentes, 219 p.

vitesse. Ce choix engendre l'étalement urbain et le développement des nouveaux « villages à la française ». Selon Marc WIEL l'obsession du gain de temps a déstabilisé la ville et nous cherchons à présent « la stabilité, ou du moins à stabiliser le processus évolutif de transformation de l'agencement urbain ».

Avec le développement des politiques temporelles, la logique des acteurs locaux s'est inversée. Selon Luc GWIAZDZINSKI, il s'agit d'« aménager le temps afin d'exercer un effet sur l'espace »<sup>1</sup> et non plus d'aménager l'espace pour gagner du temps. En outre, il est nécessaire que cette approche temporelle soit menée de front avec l'approche spatiale.

Dans son rapport sur le temps des villes<sup>2</sup>, Edmond HERVE liait explicitement la problématique temporelle à celle de l'aménagement de la ville, et plus précisément à la forme de la ville : « la ville que nous souhaitons correspond à l'idée que nous nous faisons d'un modèle urbain européen placé sous le signe de l'équilibre et de l'humanisme. Il n'y a rien de plus contraire à ceci que la ville éclatée, déstructurée, ville d'exclusion, de ségrégation, de relégation. Et donc de désordre et de violence. Cette ville nie les valeurs du pacte républicain et la valeur du temps comprise comme ressource au service de l'égalité et de l'harmonie. La qualité urbaine se gère dans un temps long ».

Les objectifs de la DATAR, qui a initié la réflexion à la fin des années 1990, allaient dans le même sens. Les expérimentations lancées sur plusieurs territoires visaient à « constituer le temps comme élément de la planification urbaine » (au même titre que l'espace). Le but, à terme, était de mettre en œuvre « une approche intégrant espace et temps ». En aucun cas, selon Jean-Yves BOULIN<sup>3</sup>, le projet temporel ne doit être conçu comme une couche supplémentaire qui s'ajouterait aux autres, sans souci de cohérence, ou comme la panacée qui va régler les problèmes de territoire. C'est plutôt une entrée transversale qui, en s'articulant avec l'entrée « espace » ou une autre dominante territoriale, va donner du sens et apporter de la valeur ajoutée à ce qui existe.

#### ➤ *Le concept « temps de la ville » / « Temps des Territoires »*

Des réflexions notamment issues du groupe « Temps et Territoires »<sup>4</sup> de la DATAR, est né le concept de « temps de la ville ». Ce concept a pour point d'application une meilleure concordance des temps au sein d'un espace donné. Mais au-delà il s'agit du « développement en continu d'un urbanisme axé sur la qualité par rapport aux besoins en matière de temps, d'espace, de services pour parvenir à formuler des demandes concernant la nature et la qualité des services publics et privés »<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Luc GWIAZDZINSKY, « Penser le temps, panser l'espace », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, Paris, 52 p.

<sup>2</sup> HERVE E., Rapport sur le « Temps des Villes », remis le 19 juin 2001

<http://www.ville.gouv.fr/pdf/dossiers.temps.rapport.pdf>

<sup>3</sup> BOULIN J.-Y., DOMMERGUE P., GODARD F., 2002, *La nouvelle aire du temps. Réflexions et expériences de politiques temporelles en France*, éd. De l'Aube, DATAR, Paris, 277p.

<sup>4</sup> Groupe de travail mis en place dans le cadre d'un exercice de prospective « Territoires 2020 » mené par la DATAR.

<sup>5</sup> BOULIN Jean-Yves, MÜCKENBERGER U., 2002, *La ville à mille temps*, éditions de l'aube DATAR, Paris, 222 p.

Le temps des territoires peut ainsi être un « des axes autour desquels on peut repenser la ville, son aménagement, son développement et les conditions du vivre ensemble ». Le territoire est alors considéré comme cette entité à quatre dimensions qu'évoque Luc GWIAZDZINSKI : longitude (x), latitude (y), densité<sup>1</sup> (z) et temps (t).

L'intention est de croiser le temps, les systèmes productifs et l'espace dans une démarche globale qui ne sépare plus la ville, l'entreprise et la population. La mise en pratique du concept augmentera ainsi l'efficacité économique des territoires. C'est aussi « l'occasion de définir une approche plus souple du développement et de la démocratie ». Le but affiché est de « renforcer l'égalité entre les citoyens et favoriser la cohésion sociale » en passant par le débat. La société peut « retrouver une capacité à formuler des projets d'utilisation et de maîtrise du temps, de produits et de l'espace au niveau de l'individu, de la famille, du voisinage, du quartier, et trouver les moyens de les harmoniser à l'échelle de la région, de la nation, de l'Europe ».

Là encore, l'approche temporelle n'est pas envisagée indépendamment de l'approche spatiale. Cependant, l'appellation même du concept « temps des villes » tend, spontanément, à privilégier le « temps » au détriment de l'« espace ». Par ailleurs, le champ d'application très large des concepts « temps de la ville » et « temps des territoires » témoigne de la variété des politiques temporelles, notamment celles développées à l'étranger qui ont valeur de référence pour les jeunes réflexions et expérimentations françaises.

---

<sup>1</sup> Outre la densité, (z) peut représenter d'autres mesures qui caractérisent globalement la verticalité : l'altitude, la hauteur, l'épaisseur, etc.

## IV. La diversité des « modèles » étrangers

*Les pays européens sont nombreux à avoir engagé, depuis une quinzaine d'années, des politiques temporelles qui présentent toutefois des orientations variées d'un pays à l'autre.*

*Notre propos n'est pas d'établir une liste exhaustive de ces politiques. Nous nous en tiendrons, de manière quelque peu simplifiée, à la présentation de deux « modèles » opposés au regard de notre problématique. L'Italie illustre ainsi la mise en œuvre du modèle intégré en termes de temps et d'espace, un modèle « territorial ». Les Pays-Bas incarnent à l'inverse une approche peu intégrée.*

### 4.1 L'approche intégrée des villes italiennes<sup>1</sup>

#### 4.1.1 Un cadrage législatif

En 1986 une initiative de loi populaire intitulée « les femmes changent les temps » instituait en problème collectif, public et donc politique, la conciliation des différents temps de la vie quotidienne (consacrés à la famille, au travail, aux loisirs...). Comme son nom l'indique, cette loi était portée par les femmes, alors récemment entrées sur le marché du travail et continuant à assumer l'essentiel des fonctions domestiques et familiales. Ce mouvement politique des femmes délimitait d'ores et déjà un champ d'action privilégié : l'organisation des temporalités du territoire, structurée par les horaires publics et la répartition de l'habitat.

La loi n°142 (1990) confère au maire le pouvoir de coordonner les horaires des services publics. En outre, les politiques temporelles sont relayées au niveau des neuf régions qui légifèrent en la matière. Enfin, au niveau local, des villes créent des « bureaux des temps ».

La loi Turco (53/2000) votée le 8 mars 2000 institutionnalise les dispositifs : le principe des lois régionales, les bureaux des temps, le plan territorial de coordination des horaires sont rendus obligatoire dans les communes de plus de 30 000 habitants. L'objectif poursuivi est alors de concilier les temps de vie et les horaires de travail. Dès lors, la problématique dépasse le seul cadre du travail et appelle à la construction d'un dialogue social territorial ouvert à la société civile. Soulignons le rôle d'un réseau d'universités italiennes (notamment le *Politecnico di Milano*) engagé dans la recherche de moyens techniques adaptés à cette nouvelle action publique.

<sup>1</sup> Cette partie s'inspire essentiellement de l'article suivant : BONFIGLIONI S., MAREGGI M., 2002, « Le Plan des horaires et des temps urbains en Italie », in *Territoires 2020*, n°6, La documentation française -DATAR, Paris, p.51-61.

#### 4.1.2 Les expériences locales

Les premières expériences ont concerné les horaires des services qu'il s'agissait d'adapter aux nouvelles demandes des usagers. De cette entrée par les services, étaient attendus des conséquences sur les relations entre individus, la mobilité globale, « les possibilités de jouir de la ville en tant que patrimoine collectif et bien commun » (Ministère de l'Environnement, 1999). Les actions se sont instituées en politiques quand elles se sont progressivement articulées les unes aux autres, formant un ensemble cohérent. Ces politiques ont d'abord focalisé sur le commerce, l'école, l'accueil touristique et les relations de socialité (à travers les banques du temps) dans le cadre de projets de revalorisation urbaine et de revitalisation sociale.

A la fin des années 90, elles se sont orientées vers la modernisation des administrations publiques, l'organisation de l'espace public et la mobilité dans une perspective territoriale et urbaine.

#### 4.1.3 Supports méthodologiques et techniques

##### ➤ *Les plans de régulation des horaires*

L'objectif de ces plans est de travailler à partir d'une vision globale de la ville. Ils présentent une dimension stratégique forte, à travers la définition de grandes orientations.

Exemple : le plan de régulation des horaires de la ville de Milan (1994)<sup>1</sup>

Le plan est composé de trois parties : le système des horaires et des rythmes de la ville, les analyses préliminaires du plan et les propositions.

Le système des horaires et des rythmes de la ville consiste en un diagnostic global et transversal des temps de la ville qui comprend les points suivants :

- l'organisation des temps urbains comme problème politique des horaires,
- les caractéristiques temporelles de la vie urbaine à Milan,
- le contexte normatif en matière d'horaires,
- les principes et les objectifs du plan,
- le monitoring des horaires de l'offre de services,
- des cas d'étude.

Les analyses préliminaires sont exposées en trois parties :

- les horaires et les temps des citoyens,
- Milan et ses populations,
- Le plan de régulation des horaires. Proposition pour une organisation plus efficiente des temps de la ville.

Enfin, les propositions à proprement parler peuvent s'inscrire dans les principes suivants :

- les horaires des services publics doivent répondre à la demande des usagers (convergence demande/offre)
- la flexibilité des horaires répond aux variations des rythmes de la vie sociale des citoyens,
- la flexibilité des horaires doit répondre aux besoins des populations temporaires, à leur distribution et leur occurrence sur le territoire de la ville.

<sup>1</sup> Comune di Milano, 1994, « Piano regolatore degli orari per la città di Milano », Centro Stampa della Civica Stamperia, Milan.

### ➤ *Les cartes horaires*

Les cartes horaires constituent l'aboutissement d'études préliminaires destinées à élaborer la planification et l'organisation de ces horaires. Cependant, la plupart de ces expériences ont échoué, n'aboutissant pas à un processus de planification susceptible d'induire de véritables changements. Elles ont néanmoins stimulé les débats locaux sur les temps de vie individuels, collectifs et urbains. Elles ont également permis de constituer des bases de données utiles pour l'information des citoyens.

### ➤ *Les projets ou programmes d'intervention*

Il existe trois types de projets ou programmes d'intervention :

- L'élaboration d'une méthodologie de construction de politiques intégrées, transversales et multipartenariales;
- La conduite d'expérimentation résultant de la construction d'un plan des horaires ;
- La conduite d'une action intégrée et coordonnée de modernisation des administrations publiques.

Plus récemment les nouvelles politiques reproduisent des expériences réalisées dans d'autres territoires et consolidées ou s'orientent vers des actions urbanistiques menées dans une optique temporelle. Dans cette dernière perspective, on constate deux grande voies : d'une part l'insertion des politiques temporelles dans des instruments d'aménagement du territoire préexistants, d'autre part la mise en œuvre de projets urbains articulés au thème de la mobilité. Enfin, les villes les plus expérimentées s'engagent dans la création de tables multipartenariales de co-construction de projets urbains, fondés sur des politiques intégrées en termes de temps et d'espace.

**Les villes italiennes ont développé une démarche territoriale, intégrée en termes de temps et d'espace.**

## 4.2 L'approche peu intégrée des Pays-Bas<sup>1</sup>

Jusque récemment, l'organisation du temps aux Pays-Bas s'est essentiellement développée dans le cadre de politiques ponctuelles et sectorielles portant sur la réglementation des horaires du travail et celle des heures d'ouverture des services et des magasins. Le secteur privé est également à l'origine d'initiatives relatives à la conciliation du temps de travail et du temps hors-travail. Depuis peu, la question temporelle est prise en considération dans une optique plus globale par les politiques locales et nationales.

<sup>1</sup> DIJST M., KARSTEN L., BREEDVELD K., septembre 2002, «Modification des rythmes de vie dans les villes néerlandaises », in *Territoires 2020*, n°6, La documentation française -DATAR, p.73-85.

#### 4.2.1 La commission « Dag Indeling » (sur l'aménagement du temps) : l'impulsion et l'engagement de l'échelon national

La prégnance de la problématique du temps dans les débats publics aux Pays-Bas a conduit à la création d'une commission nationale sur l'aménagement du temps en 1996. Els RIENSTRA<sup>1</sup> souligne que la population néerlandaise a été sensibilisée à la possibilité de mieux concilier la vie professionnelle et la vie personnelle par le biais de trois spots publicitaires mettant en scène un homme au travail prisonnier à l'intérieur de son agenda, une femme enceinte également prise dans l'agenda et un homme tiraillé par son agenda cherchant un moment pour rendre visite à une personne âgée hospitalisée. En outre, 2001 fut déclarée « année du temps ».

Après la conduite d'expériences pilotes à Boarnsterhim et à Utrecht en 1997 et 1998, la commission « *Dag Indeling* » a étendu la démarche via l'organisation d'un appel à projets. 30 millions d'euros ont été octroyés sur quatre ans pour la conduite d'expérimentations. Les projets ciblaient quatre domaines :

- la collaboration entre les structures d'enseignement, d'accueil et de loisirs,
- les services à la personne,
- l'aménagement du territoire et les transports,
- l'équilibre entre travail et vie privée.

Or, sur les 140 projets retenus, seul celui de la ville d'Amersfort présentait un caractère véritablement territorial, conduisant une expérimentation sur les horaires d'ouverture de l'ensemble des activités de la ville.

#### 4.2.2 Les horaires des services

Durant les années 90, les évolutions vont dans le sens d'une déréglementation des horaires d'ouverture des magasins et services. Cependant les résistances sont encore nombreuses et la société néerlandaise fonctionne en grande partie au rythme « 9h-17h ». Dans une logique de proximité, des « carrefours de services »<sup>2</sup> ont été créés. Sur plusieurs zones industrielles se sont implantées des entreprises présentant une offre variée de services à la personne et de petits commerces. Rappelons que les Pays-Bas ne disposent pas de grands centres commerciaux comme en France. Le groupement local de services de proximité était donc particulièrement intéressant.

#### 4.2.3 Le temps de travail

Comme dans la plupart des pays européens, le cadre législatif a évolué vers la déréglementation, la décentralisation et une meilleure adaptation aux temporalités quotidiennes des temps de travail et des horaires d'ouverture des

<sup>1</sup> Els RIENSTRA, 2001, « Comme si nous étions à l'intérieur d'un agenda », Séminaire de La Haye des 17 et 18 mai 2001, in Comptes-rendus des 20 séminaires, p.491, CD-ROM « Temps et territoires » - DATAR, 2004, Paris.

<sup>2</sup> Els RIENSTRA, 2001, Séminaire de La Haye des 17 et 18 mai 2001, in Comptes-rendus des 20 séminaires, p.495, CD-ROM « Temps et territoires » - DATAR, 2004, Paris.

commerces. Pour remédier à une certaine rigidité du marché du travail, employeurs et travailleurs ont signé dès 1990 un accord instaurant une plus grande flexibilité sur le marché du travail. Cet accord portait notamment sur les heures supplémentaires, le travail en horaires atypiques et l'annualisation. Une loi adoptée en 1996 encadre et accompagne les évolutions. Les procédures de négociation sur le temps de travail sont désormais décentralisées au niveau de l'entreprise. En février 2000, une seconde loi renforçait l'autonomie du salarié dans la détermination des horaires de travail, induisant la garantie de la réversibilité du temps partiel.

#### 4.2.4 Les initiatives privées

La privatisation des services publics, processus que les Pays-Bas connaissent comme l'ensemble des pays européens, conduit le secteur privé à offrir des solutions. Certaines grandes entreprises se préoccupent directement des problèmes de conciliation des temps et de cumul des tâches, ne serait-ce que pour attirer et conserver leurs employés. Elles offrent notamment des services de garde d'enfants et proposent des horaires de travail flexibles.

Malgré le processus de décentralisation, les villes néerlandaises traitent les problèmes temporels de manière ponctuelle, la dimension spatiale restant privilégiée. Aucune démarche intégrée n'a véritablement été mise en œuvre. Les initiatives émanent le plus souvent de plusieurs acteurs, chacun oeuvrant de manière indépendante les uns des autres à la résolution d'une partie des problèmes spatio-temporels.

#### 4.3 L'approche intégrée et le bureau des temps : des modèles pour la France

Fortes de leur caractère pionnier et de leur réussite, les expériences italiennes ont très tôt été prises pour modèle par les Français désirant développer les politiques temporelles. Outre la dimension territoriale et intégrée de ce modèle, les Français se sont inspirés, sur le plan méthodologique et technique, des « bureaux des temps », développés au sein des administrations communales italiennes. Généralement, deux types de structures coexistent au sein de chaque administration :

- d'une part, une équipe de travail transversale aux différentes sections de l'administration qui élaborent des propositions stratégiques. Cette équipe est composée d'élus, de techniciens et d'experts externes à l'administration.
- D'autre part, le bureau des temps à proprement parler qui fournit un support technique et de gestion.

Les compétences du bureau des temps sont relatives au thème des horaires et de l'organisation spatio-temporelle. Un second type de compétences est d'ordre méthodologique : élaboration collective de projets intégrés, gestion de groupe de

travail, coordination transversale des sections de l'administration communale, gestion partenariale entre l'administration et les autres acteurs du territoire, communication.

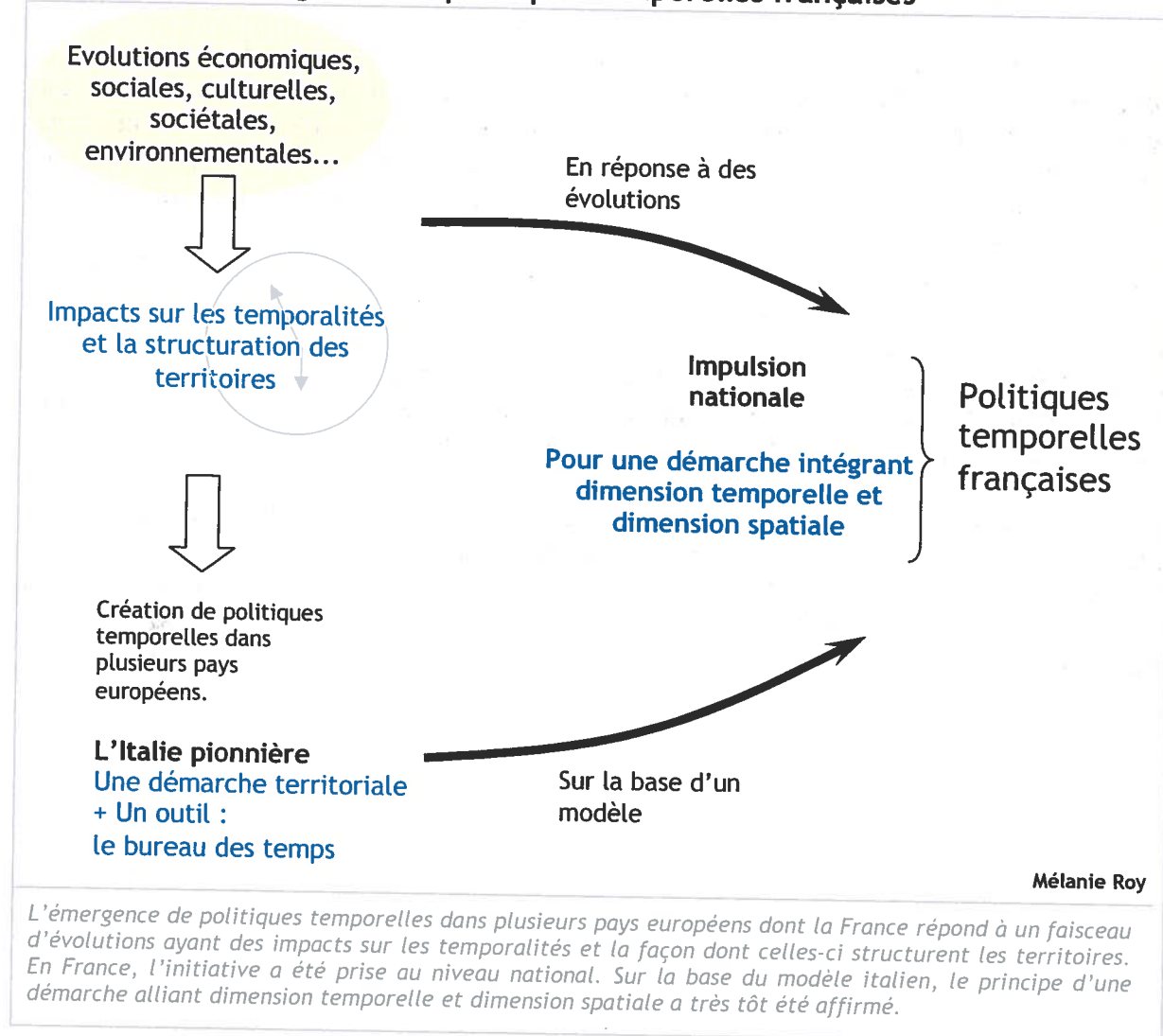
Le bureau des temps peut être temporaire comme à Livourne ou à Catane. Dans ce cas il est généralement pris en charge par des personnes travaillant déjà dans l'administration et conservant leurs compétences initiales. Le bureau peut être démantelé lorsqu'il a rempli la mission pour laquelle il avait été créé (la création d'une carte horaire par exemple). La fonction technique et politique est dans ce cas généralement dévolue à une personne. Parfois il n'existe pas de bureau des temps opérationnel. A Prato la responsabilité des politiques temporelles a directement été octroyée à un dirigeant de l'administration municipale. Mais dans d'autres villes comme Milan ou Gêne, il s'agit de structures plus pérennes, composées du personnel de la commune et d'experts externes. Les bureaux des temps sont généralement des structures légères et souples. D'une ville à une autre, leur organisation et leur fonctionnement varient.

De même, le profil professionnel du personnel et des experts choisis est extrêmement diversifié. Il s'agit d'un milieu interdisciplinaire. Les compétences requises ont conduit les Italiens, après quelques années de formation par la pratique, à organiser des cursus adaptés à ce que certains appellent ce « nouveau métier ».

→ *Entre les deux « modèles » présentés ci-dessus, il existe autant de situations que de pays engagés dans une démarche temporelle. En effet, les contextes nationaux, que ce soit dans le domaine social, économique, culturel, environnemental ou encore juridique, marquent de leur empreinte les choix, les orientations prises et les modalités de mise en œuvre des politiques temporelles. La France a choisi pour modèle l'Italie à travers l'inscription territoriale des politiques temporelles et le modèle du bureau des temps.*

## Pour résumer le chapitre...

Figure 1.3 : l'émergence des politiques temporelles françaises





## Chapitre 2 :

### La diffusion des politiques temporelles au niveau local

I. Le déclin du niveau national

II. Le dynamisme des politiques temporelles

## I. Le déclin du niveau national

*L'implication du gouvernement dans les politiques temporelles fut de courte durée. Cette partie porte sur ce retrait du niveau national et ses conséquences au niveau local.*

### 1.1 Le changement de gouvernement : la fin du soutien national ?

En 2001, à l'occasion du Festival International de la Ville à Créteil, le gouvernement Jospin avait inscrit sur l'agenda politique la politique temporelle. Dans le même temps, La DATAR jouait un rôle d'impulsion en lançant des expérimentations au niveau local. Cependant, le changement de gouvernement a depuis marqué un certain désengagement de l'Etat. La problématique n'en demeure pas moins d'actualité, notamment à travers le débat sur la loi *Aubry II*<sup>1</sup> et la remise en question des 35 heures. En milieu rural, le débat focalise sur la question du maintien des services à la population dans certains territoires en déprise.

La démarche transversale « temps de la ville » ou « temps des territoires », qui avait l'avantage de regrouper l'ensemble des problèmes relatifs aux temporalités quotidiennes, a cédé le pas à des démarches plus sectorielles.

#### 1.1.1 Les politiques publiques françaises ayant un impact sur les temporalités

Certaines politiques publiques françaises, même si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre d'une politique temporelle à proprement parler, relèvent néanmoins de cette démarche ou ont un impact sur les temporalités.

Nous avons déjà largement évoqué la loi sur la réduction du temps de travail et la mise en œuvre des 35 heures. Bien que le principal objectif poursuivi ait été la création de nouveaux emplois, il n'en demeure pas moins que les implications de la réduction du temps de travail et ses modalités s'expriment d'abord en termes de temps. Nous avons rappelé précédemment les conséquences des 35 heures sur le travail. Dans la sphère du temps hors travail<sup>2</sup>, il ressort de plusieurs enquêtes que la réduction du temps de travail a permis aux salariés de modifier leurs rythmes et de prendre leur temps. Le besoin de « souffler » est d'autant plus important que le travail s'est intensifié. De ce point de vue, ce sont les femmes qui expriment le plus de satisfaction tandis que les hommes ont parfois fait preuve de réticence à l'égard de la réduction du temps de travail, formulant une certaine appréhension à l'égard, selon eux, de cette forme de désinvestissement au travail. Dans l'ensemble, les salariés ont pu mieux organiser leur vie hors-travail.

<sup>1</sup> Loi sur la réduction négociée du temps de travail du 19 janvier 2000

<sup>2</sup> Nous rappelons brièvement les conclusions de différentes enquêtes menées sur la question, rappelées dans l'ouvrage suivant : SILVERA R., BUSEYNE N., DONLEVY-GOMES V., 2004, « Articuler vie professionnelle et vie personnelle. Les expériences des projets Equal français 2001-2004 », Les Cahiers Racine, 170 p.

A la fin de l'année 2004, le gouvernement Raffarin remettait en question la loi des 35 heures afin d'augmenter le pouvoir d'achat des citoyens et au nom de la liberté de travailler. Nous ne pouvons aujourd'hui présager des conséquences de ce renversement sur les temps de travail et hors-travail. Soulignons néanmoins que ces nouvelles dispositions ont à nouveau été prises sans anticipation aucune des impacts qu'elles pourraient avoir en termes de temps.

On peut souligner l'existence d'autres politiques publiques ayant des enjeux temporels sans que ceux-ci ne soient clairement identifiés. Les domaines sont nombreux : politiques sociales, égalité hommes-femmes, organisation des services publics, transport/mobilité... En outre, ces politiques ne sont pas articulées de sorte que les contradictions sont nombreuses, y compris à l'intérieur d'un même champ. A titre d'exemple, la conférence de la famille de 2003 préconisait une implication plus directe des entreprises à l'égard des familles pour améliorer la « conciliation ». Toutefois, elle renforçait parallèlement les dispositifs individuels notamment à travers « le complément libre choix d'activité » en allongeant l'allocation parentale à 6 mois après le congé maternité.

#### 1.1.2 La relance de l'atelier « Temps et Territoires » de la DATAR ?<sup>1</sup>

L'exercice de prospective *Territoires 2020*, initié en 2000 et achevé en 2003, était fondé sur dix groupes de travail. Une note rédigée conjointement par le bureau du Conseil de prospective et la Direction de la DATAR, établissait un premier bilan succinct le 30 janvier 2004<sup>2</sup>. De cette note, il ressort notamment le succès de l'atelier « Temps et Territoires », qualifié de « particulièrement innovant » par ses expérimentations dans les villes et en termes de production de connaissances. La DATAR affirmait ainsi son intention de « prolonger les recherches sur ces bases déjà constituées ». Dans cette perspective, l'intérêt de la problématique temporelle dépasserait, de même que ce fut le cas en Italie, les changements et clivages politiques (droite/gauche). Actuellement, le niveau national n'a cependant pas repris son rôle initial. Mad Joubert, élue en charge de la politique temporelle à la Communauté d'Agglomération de Poitiers, confirmait cela en insistant sur l'absence d'aides financières de l'Etat<sup>3</sup>.

### 1.2 Conséquences pour les politiques locales

Les conséquences du désengagement de l'Etat sont de deux ordres. D'une part, les bureaux des temps existants ne bénéficient plus d'aides de l'Etat. Ils ont donc recours à l'autofinancement ou à des fonds européens. D'autre part, la création de nouveaux bureaux relèvent désormais d'initiatives locales.

<sup>1</sup> « Vers Territoires 2030 », 30 janvier 2004, in <http://www.datar.gouv.fr>

<sup>2</sup> <http://www.datar.fr>

<sup>3</sup> Entretien à l'Agence des Temps le 29 novembre 2004.

### 1.2.1 Des politiques dépendantes des fonds européens

Le Fonds Social Européen (FSE), à travers le Programme d'Initiative Communautaire (PIC) EQUAL<sup>1</sup>, impulse et soutient des actions expérimentales pour lutter contre toute forme de discrimination et d'inégalité dans le monde du travail et de l'emploi en Europe. EQUAL se distingue des programmes principaux du Fonds social européen par sa dimension expérimentale (principe d'innovation) et par l'accent mis sur la coopération active entre Etats membres. Les autorités nationales sont responsables de la mise en oeuvre des PIC sur leur territoire. Racine<sup>2</sup> (réseau d'appui et de capitalisation des innovations européennes) assure l'assistance technique nationale du programme Equal. En 2004, le réseau a édité un ouvrage regroupant les expériences des projets français sur l'articulation vie professionnelle et vie personnelle<sup>3</sup>.

En France, EQUAL est géré par le Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale, la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et le Département du Fonds social européen et des programmes communautaires. Deux appels à propositions ont eu lieu en 2001 et en 2004. Le premier a permis de cofinancer, en France, 230 projets pour un montant global de 150 millions d'euros. 1300 organismes français ont ainsi coopérés dans le cadre de l'action 2 qui ciblait les expérimentations nationales et les coopérations européennes. L'action 3 est pour sa part destinée à la diffusion et à la valorisation des résultats.

### 1.2.2 Le rôle des acteurs locaux

Le niveau national ne joue plus le rôle d'impulsion comme cela avait été le cas à travers les expérimentations lancées par la DATAR en 2000-2001. En conséquence, le rôle de certains acteurs locaux, en particulier les élus, est devenu fondamental dans la dynamique lancée (ou pas) au niveau local.

Il faut cependant souligner que la mise en oeuvre des politiques temporelles à l'échelle locale résulte de facteurs endogènes, liés à la nature même de ces politiques qui s'attachent à résoudre les problèmes relatifs aux temporalités de la vie quotidienne.

→ *Simultanément au désengagement de l'Etat, le soutien européen s'est développé par le biais de projets financés par le FSE. La dynamique lancée dans les territoires résulte désormais du dynamisme des acteurs locaux.*

---

<sup>1</sup> [www.equal-france.com](http://www.equal-france.com).

<sup>2</sup> [www.racine.fr](http://www.racine.fr)

<sup>3</sup> SILVERA R., BUSEYNE N., DONLEVY-GOMES V., 2004, "Articuler vie professionnelle et vie personnelle. Les expériences des projets Equal français 2001-2004 », Les Cahiers Racine, 170 p.

## II. Le dynamisme des politiques temporelles

*Malgré le désengagement de l'Etat, la diffusion des politiques temporelles en France témoigne du dynamisme de la démarche. Après avoir évoqué les territoires pionniers, nous analyserons cette diffusion.*

### 2.1 Les politiques temporelles pérennisées

**Tableau 1.6 : les politiques temporelles françaises**

	Organisme temporel	Nombre d'habitants	Superficie (ha)	Densité (hab/ha)
<b>Villes</b>				
Grenoble	Bureau des temps	156 203	1 813	86
Paris	Bureau des temps	2 147 857	10 540	204
Rennes	Bureau des temps	212 494	5 039	42
Saint-Denis	Bureau des temps	86 871	1 236	70
<b>Arrondissements parisiens</b>				
9 <sup>eme</sup>	Bureau des temps	55 838	218	256
12 <sup>eme</sup>	Bureau des temps	136 591	637	214
15 <sup>eme</sup>	Bureau des temps	225 362	848	266
18 <sup>eme</sup>	Bureau des temps	184 586	601	307
20 <sup>eme</sup>	Bureau des temps	182 952	598	306
<b>EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale)</b>				
Communauté Urbaine de Lyon = 55 communes	Espace des temps	1 200 000	55 000	22
Lyon		453 187	4 787	95
Communauté Urbaine du Grand Nancy = 20 communes	Politique temporelle de la Communauté Urbaine	258 162	14 230	18
Nancy		105 830	1 501	71
Communauté d'Agglomération de Poitiers (CAP) = 12 communes	Agence des temps	398 710	25 080	16
Poitiers		87 012	4 211	21
Territoire de Belfort <sup>1</sup>	Maison du Temps et de la Mobilité (association)	137 408	61 000	2,3
Belfort		52 521	1 710	31
<b>Département</b>				
Gironde	Politique temporelle du Conseil Général	1 287 500	1 072 500	1,2
Bordeaux		218 948	4 936	44

Source : INSEE, Recensement Général de la Population 1999.

Les acteurs qui développent une politique temporelle oeuvrent à différentes échelles territoriales : de l'arrondissement parisien, au département en passant par des villes et EPCI. La plupart des territoires d'intervention sont cependant

<sup>1</sup> La Maison du Temps et de la Mobilité a étendu, depuis peu, ses actions à l'ensemble du Pays de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle qui comprend 198 communes et environ 300 000 habitants.

urbains. Parmi les 14 cas représentés dans le tableau 7, on compte ainsi quatre villes, trois EPCI polarisées par des grandes villes et cinq arrondissements parisiens.

Les densités de population font état de la diversité des territoires concernés : de la Gironde (1,2 habitants/ha) au 20<sup>ème</sup> arrondissement de Paris (306 habitants/ha), les politiques ciblent aussi bien des milieux ruraux faiblement peuplés que des milieux urbains très denses. Entre ces deux « extrémités », la problématique temporelle prend des aspects très différents.

Enfin, la diversité est également celle des structures qui mettent en œuvre la politique temporelle. Dans la majorité des cas, il s'agit de « bureaux des temps », mais il existe d'autres appellations : « Agence des Temps » à la Communauté d'Agglomération de Poitiers, « Espace des Temps » au Grand Lyon. Ces différences ne sont pas anodines. Si la plupart des politiques temporelles sont le fait de collectivités territoriales locales, on note la structure associative de la Maison de Temps et de la Mobilité à Belfort qui, nous le verrons plus tard, a un impact en terme d'organisation. Enfin, Certaines politiques temporelles ne sont pas portées par des structures spécifiques. Ainsi, à la Communauté Urbaine du Grand Nancy, « le choix a été fait d'adosser la thématique temporelle au Contrat de Ville de l'Agglomération Nancéenne »<sup>1</sup>.

La plupart des territoires recensés dans le tableau 1.6 ont bénéficié du soutien de la DATAR par le biais des expérimentations engagées à partir de l'année 2000. Depuis, la démarche s'est étendue à de nouveaux territoires.

## 2.2 La diffusion de la démarche temporelle

### 2.2.1 Les nouveaux territoires

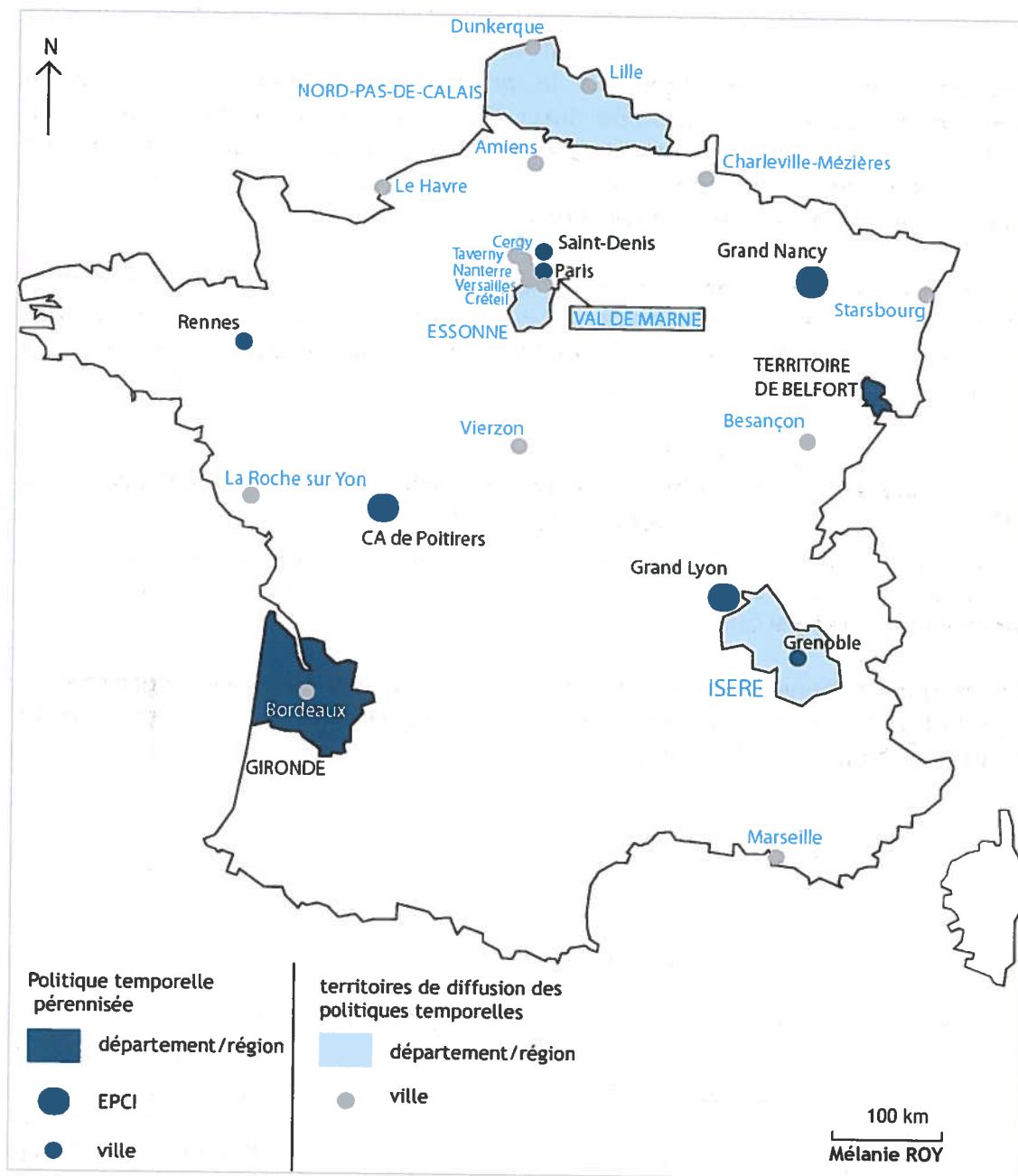
Le repérage des collectivités mettant en œuvre une politique temporelle ou amorçant simplement une réflexion n'a pas été aisé. En effet, nombre de ces initiatives, souvent informelles dans un premier temps, sont le fait d'une ou deux personnes travaillant au sein de la collectivité. Des réseaux comme l'association Tempo Territorial ou l'Association Française d'Excellence Territoriale (AFET) ont grandement facilité ce travail.

La carte ci-après représente d'une part les politiques pérennisées que nous avons présentées précédemment, d'autre part les nouveaux territoires qui s'engagent dans une démarche temporelle. Compte tenu de la difficulté des recherches, cette carte n'est probablement exhaustive. En outre, certains cas sont hypothétiques : Bordeaux, Cergy, Charleville-Mézières, Créteil et Strasbourg.

---

<sup>1</sup> Entretien avec Joëlle NICOLAS, en charge de la politique temporelle à la Communauté Urbaine du Grand Nancy, octobre 2004.

**Figure 1.4 : la diffusion des politiques temporelles françaises**



Les projets et créations récentes de politiques temporelles par les collectivités locales témoignent de l'expansion de la problématique malgré la fin des expérimentations de la DATAR. Il est intéressant de souligner que des territoires moins urbains qu'auparavant se penchent sur la problématique. Bien que la plupart des initiatives soient le fait de villes, l'échelle des politiques temporelles tend à s'élargir au niveau départemental ou régional.

En examinant la carte, il est difficile de déterminer une logique de diffusion spatiale. De la ville à la région, la taille des territoires est variable de sorte que l'on peut penser que la diffusion ne s'effectue pas par le biais de réseau de territoires de même rang. On peut souligner la position atypique de Marseille au sud mais il est difficile de déterminer des facteurs explicatifs de la faible représentation des politiques temporelles au sud.

Les entretiens que nous avons menés ont en revanche mis en évidence que la mise en oeuvre d'une politique temporelle au sein d'une collectivité relève le plus souvent d'initiatives individuelles (souvent une ou deux personnes), de la part d'élus ou de techniciens sensibilisés à la problématique. Cette sensibilisation s'effectue par contacts individuels. De surcroît, la démarche ne jouit pas d'une médiatisation encore suffisante pour que les initiatives correspondent à une demande explicitement formulée par les citoyens. Soulignons toutefois que les médias commencent à relayer l'information. Le *Monde Initiative* a récemment consacré l'un de ses numéros<sup>1</sup> à la question. Certains territoires bénéficient d'une notoriété non négligeable : l'agence des temps de la communauté d'agglomération de Poitiers, le bureau des temps de Rennes et la Maison du Temps et de la Mobilité de Belfort pour ne citer qu'eux. Enfin, des réseaux jouent un rôle croissant dans la diffusion de la démarche.

## 2.2.2 Le rôle des réseaux dans la diffusion des politiques temporelles

### ➤ *Le réseau européen Eurexcter*

Après quatre années de fonctionnement, le réseau européen Eurexcter a créé en 2000 l'association européenne de l'excellence territoriale dont les finalités et objectifs sont rappelés ci-après<sup>2</sup>.

Finalités :

- « Etre au service du développement durable des territoires et de la coopération interrégionale en Europe,
- Contribuer à la cohésion sociale et aux respects des droits fondamentaux,
- Assurer l'amélioration de la qualité de la vie au travail, dans la famille, dans la Cité et le territoire,
- Participer à la diffusion de la culture de l'Excellence territoriale dans les pays candidats à l'Union. »

Pour poursuivre ces quatre grandes orientations, Eurexcter a défini les objectifs suivants :

- « Poursuivre et étendre les acquis d'un réseau européen stable de projets territoriaux d'innovation et de développement durable ; *faire entendre sa voix au niveau européen*
- Développer la participation des citoyens et les relations entre le dialogue social dans les entreprises et le dialogue civil dans la société au niveau local ; *vers des " territoires apprenants " et des " territoires de projet "*
- Orienter les relations entre la grande entreprise et les territoires vers une plus grande complémentarité dans chaque secteur d'activité industrielle ; *vers des " territoires acteurs collectifs " dialoguant avec les " acteurs du secteur industriel "*
- Diffuser les politiques temporelles en Europe et contribuer à l'égalité des chances et à la conciliation de la vie familiale et professionnelle ; *vers des " tables partenariales " produisant des " pactes de mobilité "*
- Approfondir la coopération des institutions de formation et de recherche avec les partenaires sociaux pour donner un contenu concret à la société de la connaissance ; *vers une " charte des universités et des villes et territoires européens "*
- *Inventer de nouvelles formes de gouvernance territoriale*

<sup>1</sup> Le Monde Initiatives, septembre 2004, n°33, « Travail, famille, loisirs... Concordance des temps. »

<sup>2</sup> Charte des finalités et objectifs, 24 et 25 novembre 2000 : <http://www.eurexcter.com>

- Favoriser un processus d'apprentissage et de culture européenne commune ; vers des références et des critères pour les acteurs de la gouvernance européenne.
- Etre force de proposition pour de nouvelles politiques communautaires auprès des institutions communautaires et des partenaires du dialogue social européen.»

Le réseau Eurexter a favorisé le développement d'une dynamique européenne dans le domaine des politiques temporelles.

### ➤ Les réseaux français

L'Association Française d'Excellence Territoriale (AFET) développe des activités dans quatre domaines principaux : les politiques temporelles, les pratiques d'amélioration de la vie quotidienne, le développement des services d'intérêt collectif et des formes innovantes de partenariat entre collectivités territoriales, entreprises et associations. L'AFET s'inscrit dans un cadre européen. Ses objectifs sont : contribuer à la création d'activités et d'emplois, lutter contre toutes les formes de discrimination, expérimenter de nouveaux modèles de développement économique.

L'AFET accompagne de nouveaux territoires dans le développement de politiques temporelles, notamment par le biais de « l'Ecole des temps »<sup>1</sup> qui vise à former les fonctionnaires territoriaux (et autres acteurs locaux) et à les accompagner dans la conception, la mise en place et la conduite de projets liés aux problématiques temporelles : services à la personnes, mobilité, articulation des temps de vie, etc. » La formation doit être suivie par 3 à 5 personnes de la collectivité de manière à constituer un « noyau dur » du projet temporel territorial.

La formation a permis de diffuser la problématique à de nouveaux territoires. Les auditeurs participant à la formation en 2005 viennent du Conseil Général de l'Essonne et de six villes (Amiens, Le Havre, Marseille, Taverny, Versailles, Vierzon).

Le réseau « Racine »<sup>2</sup> (réseau d'appui et de capitalisation des innovations européennes) a également participé aux échanges et partages d'expériences en assurant l'assistance technique nationale du programme Equal. En 2004, il a édité un ouvrage regroupant les expériences des projets français sur l'articulation vie professionnelle et vie personnelle<sup>3</sup>.

Tempo Territorial, créée en mars 2004, est une association nationale inscrite dans une perspective européenne de partenariat. Elle est tête de liste du projet « coordination des temps de vie dans les territoires » qui devrait débiter en septembre 2005 et pour lequel est accordé 150 000 euros sur 2 ans par le FSE au titre de l'Action 3 du programme Equal national.

Elle regroupe aujourd'hui des élus et des techniciens des collectivités territoriales, des chercheurs, des acteurs associatifs. Elle a également vocation à accueillir les entreprises et leurs acteurs. Plus d'une vingtaine de territoires sont actuellement représentés au sein de l'association. Plate-forme d'échange professionnel, elle a également pour objectif de diffuser la démarche temporelle. Pour cela elle

<sup>1</sup> AFET, note de présentation « Concevoir, construire et conduire des politiques publiques autrement. L'école des temps », 10p.

<sup>2</sup> [www.racine.fr](http://www.racine.fr)

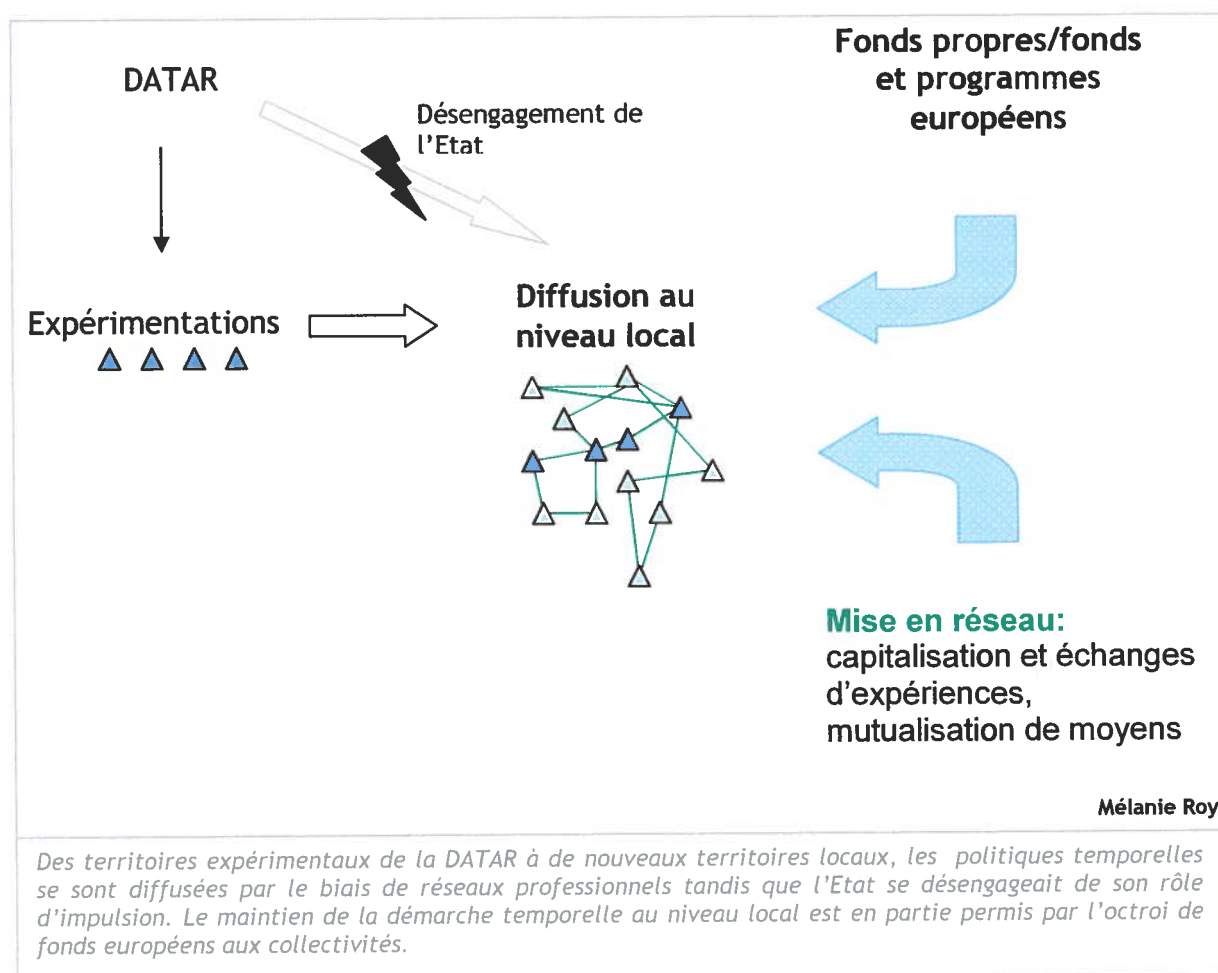
<sup>3</sup> SILVERA R., BUSEYNE N., DONLEVY-GOMES V., 2004, « Articuler vie professionnelle et vie personnelle. Les expériences des projets Equal français 2001-2004 », Les Cahiers Racine, 170 p.

organise des réunions plénières et des journées d'études ouvertes à un public large.

Les différents réseaux que nous venons de présenter succinctement coopèrent. D'une part, il y a une logique de coordination entre les échelles européenne et nationale ; d'autre part, certaines personnes appartiennent à plusieurs réseaux, assurant notamment une coopération « horizontale » entre réseaux de même niveau. Notons de surcroît que les initiateurs des réseaux nationaux ont pour la majorité participé à l'atelier « temps et territoires » de la DATAR dans le cadre de *Prospective 2020*. Une continuité est ainsi assurée dans le temps.

Pour résumer le chapitre...

Figure 1.5 : la diffusion des politiques temporelles au niveau local



## PARTIE 2

Les bureaux des temps : faiblesse de l'intégration spatio-temporelle et des relations avec les aménageurs



## Le Choix de l'échantillon d'étude

La définition de l'échantillon d'étude pour ce travail de recherche a résulté de plusieurs facteurs relevant de deux ordres : des exigences en termes de représentativité et des contraintes, notamment matérielles.

### ➤ *Des critères de représentativité*

Les premiers critères ont été définis au regard du sujet d'étude et dans une optique de représentativité par rapport aux politiques temporelles conduites sur l'ensemble du territoire. L'échantillon a ainsi été déterminé selon deux grands axes. Notre première volonté était de définir un panel représentatif des politiques temporelles françaises. De ce fait, ce panel devait être assez large. En effet, si de nombreux travaux ont traité des premières expérimentations lancées par la DATAR en 2000-2001, aucune recherche n'a depuis établi d'« état des lieux » du développement de ces politiques sur l'ensemble du territoire français<sup>1</sup>. Le second critère retenu s'est imposé lors des travaux exploratoires qui ont rapidement mis en évidence la variété des politiques temporelles au niveau local, variété entendue au regard de notre problématique. L'échantillon devait donc être représentatif de cette diversité.

Dans l'idéal la recherche aurait porté sur l'ensemble des politiques temporelles conduites au niveau local. Il n'y aurait alors pas eu d'« échantillon » à proprement parler. Cependant, des contraintes s'y sont opposées.

### ➤ *Les contraintes matérielles*

Nous avons été confrontés à deux principales contraintes :

- le temps imparti à la recherche proprement dite (contrainte inhérente à tout travail de recherche) ;
- la disponibilité des acteurs dans la mesure où notre méthodologie, fondée sur un questionnaire des entretiens, induit nécessairement une collaboration étroite avec ces derniers pour recueillir les informations.

### ➤ *La nécessaire restriction de l'échantillon*

Outre les contraintes matérielles, des freins intrinsèques à l'objet d'étude sont apparus. Il a d'abord semblé peu pertinent d'appréhender de manière conjointe des politiques pérennisées et d'autres plus récentes et à un degré de développement moindre. En outre, il paraît difficile d'étudier des territoires très différents les uns des autres, notamment des milieux urbains très denses et des milieux ruraux.

Rappelons que les problèmes relatifs aux temporalités de la vie quotidienne se sont développés avec la nouvelle civilisation urbaine qui se caractérise par

---

<sup>1</sup> Selon notre travail de recherche bibliographique et la confirmation de l'AFET lors d'un entretien avec Géraldine Delmotte le 8 novembre 2004.

plusieurs processus, parmi lesquels l'individualisation du mode de vie des personnes, la transformation du travail dans l'économie de service, la féminisation du marché du travail et des changements intervenant dans la structuration du temps libre. De ce fait, si les problèmes de temps concernent les territoires ruraux, ils sont cependant accrus en milieu urbain, ce qui explique probablement que la majorité des politiques temporelles soit menée par des villes de moyenne ou grande taille (plus de 80 000 habitants) ou par des EPCI polarisés par des villes de même rang. Bien que des départements et des régions s'intéressent à la question, l'urbain demeure aujourd'hui le milieu le plus représentatif des politiques temporelles françaises.

Il découle de ces critères et contraintes un échantillon de neuf « bureaux des temps ».

### ➤ Présentation de l'échantillon d'étude

**Tableau 2.1 : l'échantillon d'étude**

	Organisme temporel	Nombre d'habitants	Superficie (ha)	Densité (hab/ha)
<b>Villes</b>				
Grenoble	Politique temporelle	156 203	1 813	86
Paris	Bureau des temps	2 147 857	10 540	204
Rennes	Bureau des temps	212 494	5 039	42
Saint-Denis	Mission des temps	86 871	1 236	70
<b>EPCI</b>				
Communauté Urbaine de Lyon = 55 communes	Espace des temps	1 200 000	55 000	22
Lyon		453 187	4 787	95
Communauté Urbaine du Grand Nancy = 20 communes	Politique temporelle de la Communauté Urbaine	258 162	14 230	18
Nancy		105 830	1 501	71
Communauté d'Agglomération de Poitiers (CAP) = 12 communes	Agence des temps	398 710	25 080	16
Poitiers		87 012	4 211	21
Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt- Delle (BMHD)	Maison du Temps et de la Mobilité (association)	137 408	61 000	2,3
Belfort		52 521	1 710	31
<b>Département</b>				
Conseil Général de la Gironde	Politique temporelle du Conseil Général	1 287 500	1 072 500	1,2
Bordeaux		218 948	4 936	44

Les neuf bureaux des temps<sup>1</sup> retenus sont ceux qui ont mis en œuvre une démarche temporelle depuis quelques années, ce qui induit un minimum de recul par rapport à un objet d'étude évoluant dans le temps, s'agissant du développement de politiques locales. Les territoires d'intervention de ces bureaux

<sup>1</sup> Nous utilisons l'expression générique de « bureau des temps » pour simplifier le discours bien que les structures que nous étudions aient des appellations variées.

des temps sont quatre villes, trois EPCI, l'Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle (BMHD) et la Gironde. Le milieu urbain est prédominant. Toutefois, on peut constater les écarts très importants de densités de population entre les villes concernées : de 21 habitants/ha à Poitiers à 204 habitants/ha à Paris. En outre, les EPCI, l'Aire Urbaine de BMHD et de surcroît la Gironde présentent une problématique périurbaine et de nombreuses communes appartenant à ces espaces ont des caractéristiques rurales.

L'aire urbaine de BMHD et la Gironde se distinguent singulièrement des autres cas d'étude par une densité de population relativement faible (respectivement 2,3 et 1,2 habitants/ha). Ils ont néanmoins été retenus car ils font partie des politiques temporelles les plus développées en France. De surcroît, la structure associative de la Maison du Temps et de la Mobilité, impliquant une organisation singulière par rapport aux collectivités territoriales, a retenu notre attention.

Les différences se mesurent aussi au regard de la superficie des périmètres d'intervention des politiques temporelles (12,36km<sup>2</sup> à Saint-Denis, 10 725 km<sup>2</sup> en Gironde) et du poids démographique de ces territoires (86 871 habitants à Saint-denis, plus de 2 millions à Paris).

La variété qu'illustrent les trois données du tableau (nombre d'habitants, superficie, densité de population) ne constitue pas un obstacle à la recherche dans la mesure où l'objectif n'est pas d'établir une comparaison entre les politiques.

### Une méthodologie souple, adaptée au terrain

#### ➤ *Le questionnaire (annexes 1 et 2)*

Les neuf individus de l'échantillon ont fait l'objet d'un questionnaire. Ce dernier a permis de fournir de nouvelles informations et d'harmoniser les données, palliant la variété et le caractère hétéroclite de nos premières sources (bibliographie, Internet, entretiens exploratoires).

La passation du questionnaire a été effectuée par Internet ou par courrier, en fonction de la préférence des enquêtés qui ont été contactés par téléphone au préalable. La structure du questionnaire est le reflet des deux champs d'investigation de ce travail de recherche. Une première série de questions concerne ainsi la démarche conduite par les bureaux des temps, une deuxième est relative aux éventuels liens avec les aménageurs. Compte tenu du champ assez large que couvre le questionnaire, il était impératif qu'il soit complété par le/la directeur/directrice de la structure ou l'élue(e) en charge de la politique temporelle. Cela a été facilité par le fait que les bureaux des temps sont des structures légères pour lesquelles un petit nombre de personnes travaillent (quatre personnes à Poitiers à titre d'exemple). L'analyse du questionnaire offrira deux entrées, schématisées dans le tableau 2.2.

**Tableau 2.2 : les deux entrées de l'analyse du questionnaire**

	La démarche conduite par les bureaux des temps	Les liens entre bureaux des temps et aménageurs	Entrée 2
Bureau1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
Entrée 1	Analyse globale		

L'analyse globale des neuf cas (entrée 1) sera privilégiée. Toutefois, nous ferons appel à des « études de cas » (entrée 2) pour illustrer nos propos d'exemples et éventuellement mettre en évidence différentes orientations prises par les territoires.

Dans un premier temps, il avait été envisagé la définition, *à priori*, de critères détaillés (et des combinaisons qui en résultent) pour parvenir à une typologie. Mais considérant le petit nombre de cas d'études, nous avons opté pour une analyse plus souple.

➤ *Les entretiens (annexes 3 et 4)*

Les entretiens ont été passés auprès des personnes qui ont répondu au questionnaire mais aussi auprès de spécialistes des questions temporelles et de structures œuvrant dans le même domaine, en particulier l'association *Tempo Territorial*.

Un premier type d'entretiens a été conduit durant la phase exploratoire de ce travail de recherche. Passés auprès de professionnels des questions temporelles, ils ont contribué au ciblage du sujet de recherche. Ces premiers contacts avec le terrain nous ont également permis d'accéder aux autres acteurs des politiques temporelles. Par la suite, la plupart des entretiens menés dans le cadre de cette recherche l'ont été dans une logique de complémentarité avec le questionnaire. L'objectif était de rentrer dans les détails, de dépasser le simple constat pour cerner les facteurs explicatifs.

Ayant bénéficié d'un accès facilité aux acteurs par le biais de l'AFET et de l'association Tempo Territorial, certains entretiens ont été passés auprès de personnes travaillant dans d'autres territoires que ceux de l'échantillon d'étude. Dans ce cadre, nous avons également eu accès à de la documentation détaillée sur certains projets. Enfin, ayant effectué un stage au sein de l'association Tempo Territorial, les réunions de l'association ont également contribué à nourrir ce travail de recherche (annexe 5).

## Chapitre 3 :

### Les politiques temporelles : une démarche peu intégrée

- I. Domaines d'intervention variés et spécialisation des territoires
- II. Des politiques de ciblage
- III. Une démarche innovante faiblement territorialisée

## I. Domaines d'intervention variés et spécialisation des territoires

*Si l'on examine l'ensemble des bureaux des temps (de notre échantillon), on constate une grande variété de domaines d'intervention. Toutefois, on peut mettre en évidence une forme de spécialisation de chaque bureau des temps.*

### 1.1 La variété des domaines d'intervention des bureaux des temps

Les axes des politiques temporelles, cités dans le questionnaire par les personnes interrogées, sont les suivants :

- ← le réaménagement des horaires d'ouverture des services,
- la création de services,
- les modes de garde d'enfants,
- la mobilité et les déplacements,
- la réorganisation du temps de travail pour l'égalité professionnelle,
- la culture et le patrimoine,
- la nuit,
- l'aménagement du territoire et les équipements,
- le temps et les entreprises,
- l'information et l'aide aux démarches.

Cette liste traduit la grande variété des domaines d'intervention des bureaux des temps. Cela étant, certains de ces axes sont plus représentés que d'autres au sein des territoires.

**Tableau 2.3 : Les axes des politiques temporelles par ordre de préférence**  
(rang 1 : le plus important)

	Grenoble	Paris	Rennes	Saint-Denis	Grand Lyon	Grand Nancy	CA Poitiers	MTM Belfort	CG Gironde
Horaires des services	3	1	4	4			Oui	2	Oui
Création de services	2	3	2	6		3	Oui	4	Oui
Garde d'enfants	4	2	3	1	3	2	Oui	3	
Mobilité	1		5	5	2	1	Oui	1	Oui
réorganisation du temps de travail pour l'égalité professionnelle			1						
culture et patrimoine				2					
La nuit				3					
Aménagement/équipement									Oui
Temps et entreprises					1				
Information, Aide aux démarches		3							

Source : questionnaire Mélanie ROY

NB : La communauté d'agglomération de Poitiers n'a pas répondu à cette question, affirmant qu'aucune hiérarchie n'était possible, l'agence des temps travaillant sur tous les axes en même temps. Les axes indiqués pour ce territoire se fondent donc sur le reste du questionnaire. De même, la Gironde a seulement indiqué les axes de sa politique sans les hiérarchiser.

### ➤ *Les modes de garde d'enfants*

Les modes de garde d'enfants constituent l'unique axe d'intervention partagé par l'ensemble des territoires de l'échantillon. Les actions conduites dans ce domaine tentent de répondre aux problèmes de temps que connaissent les parents, et plus particulièrement les femmes. Le sondage Sofres sur le temps des Français<sup>1</sup> avait en effet mis en évidence que les parents ressentaient plus de manque de temps que les autres adultes. Et ce sentiment était de surcroît plus important chez les femmes que chez les hommes. Ceci s'explique par l'entrée en masse des femmes sur le marché du travail qui continuent de conserver, hors travail, une grande partie des tâches familiales et domestiques. Les mesures mises en œuvre par les bureaux des temps sur les modes de garde d'enfants répondent donc à un problème de société et poursuivent un objectif d'égalité entre les hommes et les femmes.

L'adaptation des horaires d'ouverture des crèches, la création de crèches ou de services de garde d'enfants à domicile relèvent-ils d'une démarche intégrée en termes de temps et d'espace ? Pour répondre à cette question nous entrerons ultérieurement dans le détail de certains projets.

### ➤ *Les services*

Selon le tableau 2.3, les domaines d'intervention privilégiés des politiques temporelles ciblent en second lieu les services. Bien que ce secteur apparaisse rarement au premier rang des priorités, l'ensemble des territoires, à l'exception du Grand Lyon, le classe parmi les principaux axes des politiques qu'ils mettent en œuvre. L'intervention dans ce domaine prend deux formes. D'une part il s'agit d'aménager les horaires d'ouverture de certaines activités existant déjà sur le territoire, ce qui revient à effectuer des ajustements temporels destinés à mieux répondre à la demande des usagers (y compris celle d'usagers potentiels). D'autre part, la plupart des bureaux des temps ont développé de nouveaux services. Dans cette seconde perspective, la démarche est plus intégrée en termes de temps et d'espace puisque l'on dépasse le simple ajustement d'horaires pour appréhender les besoins des usagers dans une problématique d'accessibilité territoriale tenant compte de facteurs temporels mais également de facteurs spatiaux. Les projets s'inscrivent alors dans une logique de proximité, de mobilité ou de complémentarité par la mise en réseau.

### ➤ *La mobilité*

Le troisième domaine d'intervention est celui de la mobilité que seul le bureau des temps de Paris n'appréhende pas. Il figure en revanche au premier rang à Grenoble, à la Communauté Urbaine du Grand Nancy et sur l'aire urbaine de BMHD. La mobilité peut paraître comme l'entrée la plus logique pour mettre en œuvre une démarche intégrée en termes de temps et d'espace. En effet, si la traduction planificatrice française privilégie encore aujourd'hui la dimension spatiale à la dimension temporelle, l'aménagement du territoire dans le secteur

<sup>1</sup> GODARD Francis, SINGLY François (de), juin 2001, « Les Français et le temps dans la ville. Commentaire du sondage SOFRES », in <http://www.ville.gouv.fr/pdf/dossiers/temps/sondage.pdf>

des transports prend toutefois en compte le « facteur-temps » depuis plusieurs décennies. Dans un premier temps, il s'agissait de mettre à profit les nouvelles technologies de la communication pour « gagner du temps », via le maillage du territoire français par le développement du réseau autoroutier ou la mise en réseau des grandes villes par celui du TGV. Toutefois, rappelons qu'il était également question de résoudre les problèmes de congestion du trafic que nous connaissons encore aujourd'hui. A l'échelle intraurbaine, les transporteurs publics se sont également adaptés aux nouveaux rythmes de vie des gens en étendant leur offre le soir et le week-end, en augmentant les fréquences à certains moments de la journée, en créant de nouvelles dessertes répondant aux besoins. A l'échelle régionale, la construction de rocade autoroutières vise à désengorger le centre des agglomérations.

On peut dès lors se demander quel peut être le rôle des bureaux des temps dans un domaine qui s'est spontanément adapté à la structuration des territoires par les nouvelles temporalités diurnes, nocturnes, hebdomadaires et saisonnières.

Outre les modes de garde d'enfants, les services et la mobilité, chaque autre axe d'intervention a été cité une unique fois par un bureau. Au-delà des domaines d'intervention communs, ce constat esquisse déjà la diversité des politiques temporelles et une certaine spécialisation de chaque territoire.

## 1.2 Une spécialisation de chaque territoire

Pour mettre en évidence les spécificités des territoires, il s'agissait d'une lecture non plus horizontale mais verticale du tableau 2.3. Or, les spécificités apparaissent d'abord à travers les domaines d'intervention qui ont été ajoutés par les personnes interrogées (dans la case « autre »). Ces ajouts concernent cinq territoires.

### 1.2.1 Cinq exemples de spécialisation

#### ➤ *Le bureau des temps de Paris : l'information et l'aide aux démarches*

Après les services et les modes de garde d'enfants, une partie des actions du bureau des temps de Paris focalise sur l'information et l'aide aux démarches. Cette thématique n'est cependant pas propre au bureau des temps de Paris. Elle est souvent sous-jacente aux actions relatives aux services conduites dans la majorité des territoires d'intervention des politiques temporelles. Au-delà de l'adaptation des horaires d'ouverture, du coût et de l'accessibilité aux services par les transports, il apparaît en effet que l'offre de services (administratifs, sportifs, culturels, de loisirs, de santé...) souffre d'un manque de lisibilité. Autrement dit, le service est matériellement accessible mais il n'est pas connu de ses usagers potentiels. Les bureaux des temps sont nombreux à travailler sur cette nouvelle problématique de l'information aux usagers et usagers potentiels.

Les problèmes sont d'autant plus importants pour les démarches administratives qui sont autant de passage obligatoire pour tout individu. Les bureaux des temps

ont donc souvent commencé à travailler sur la lisibilité des services internes aux collectivités, et au-delà sur l'aide aux démarches administratives par le biais de dispositifs entrant dans une logique de « guichet unique ».

*Exemple : la « Maison des familles »*

Le bureau des temps de la Mairie du 12<sup>ème</sup> arrondissement est à l'initiative du projet « Maison des familles ». De manière intuitive, les services ont diagnostiqué une inadéquation entre l'offre et la demande et un déficit d'information pour l'usager. L'enquête préalable comprenait deux volets : qualitatif d'une part, quantitatif d'autre part. Un manque d'information et un temps d'attente trop long ont notamment été mis en évidence.

La « Maison des familles » s'inscrit dans une démarche de guichet unique. Il s'agit de regrouper les services, d'accroître la visibilité de l'offre et d'améliorer les liens avec les usagers. Elle se situe dans les locaux de la Mairie du 12<sup>ème</sup> arrondissement. Sa localisation a été pensée de manière stratégique, notamment à proximité de la halte garderie. Un plan de formation du personnel est en cours d'élaboration (juin 2005).

La création de ce guichet unique dans le 12<sup>ème</sup> arrondissement entre dans une logique d'expérimentation. A terme, la démarche devrait être étendue aux autres arrondissements parisiens. Le bureau des temps de Paris a donc soutenu le projet.

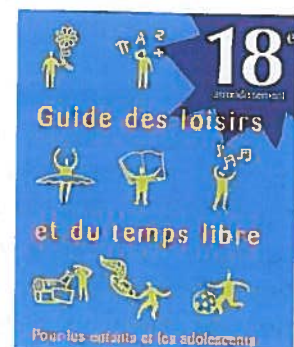
*Exemple : les maisons de services publics*

Le bureau des temps de Paris travaille également sur l'implantation de maisons de services publics qui regrouperont des services jusque là dispersés dans les quartiers. Elles auront vocation d'accueillir le public pour l'orienter, l'informer et le mettre en relation avec les services demandés (CAF, ANPE, Trésor Public, associations, etc.). Ce sont des espaces d'information, d'expositions, de conférences qui s'adapteront à la vie du quartier.

Le premier site parisien, géré par l'association PIMMS (Points d'Information et de Médiation Multiservices), a été ouvert en octobre 2004 dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, au sein du bureau de Poste Bichat. D'autres maisons de services devraient être créées en priorité dans les quartiers classés « Politique de la Ville ».

Outre ces expérimentations, le bureau des temps de Paris a édité des guides d'information sur les loisirs et le temps libre ainsi qu'un calendrier des temps de loisir.

Si l'information aux usagers constitue un des domaines d'action de nombreuses politiques temporelles, il n'est pas anodin que le bureau des temps de Paris place ce domaine parmi ses axes d'intervention privilégiés.



En effet, l'offre de la capitale étant particulièrement riche, notamment en ce qui concerne les activités sportives, culturelles et de loisirs, il n'est pas étonnant de constater un manque de lisibilité du point de vue des usagers.

➤ *Le bureau des temps de Rennes : la réorganisation du temps de travail pour l'égalité professionnelle*

Rennes place au premier plan de ses préoccupations et donc de ses actions la réorganisation du temps de travail pour l'égalité professionnelle qui est l'origine de la création du bureau des temps.

Exemple : la réorganisation du travail au sein de l'administration municipale

L'initiative a été prise par le Maire de la Ville, Edmond Hervé, relayée par une conseillère municipale militante féministe. Un article paru dans *Biba* avait interpellé les deux élus sur le pourcentage très faible de femmes cadres dans l'emploi global de la ville de Rennes. Une étude a alors été réalisée au sein de l'administration municipale pour identifier les blocages et les freins aux carrières des femmes cadres. Elle a révélé l'inadaptation du rythme du travail établi selon un modèle masculin du temps. Des groupes de réflexion et de propositions de l'administration municipale ont été constitués et ont abouti au projet « Rennes égalité des temps » conduit dans le cadre d'un programme européen Equal. Les aménagements proposés ont été très variés et ont bénéficié à l'ensemble des agents de la Ville : horaires variables, semaine de quatre jours, compte épargne temps, temps partiel annualisé.

Les femmes agents d'entretiens ont fait l'objet d'une attention particulière, leurs conditions initiales de travail étant médiocres : horaires fractionnés, difficultés financières, possibilités de carrière extrêmement réduites. Les écarts de salaires ont été corrigés entre salariés et salariées. Des possibilités de déroulement de carrière et de formation ont également été développées. Enfin, les temps incomplets ont été résorbés de manière à supprimer les horaires fractionnés.

➤ *La mission des temps à Saint-Denis : patrimoine, culture, nuit*

La spécificité de la mission des temps de Saint-Denis réside dans les thèmes « patrimoine et culture » et dans la dimension nocturne.

Exemple : l'axe patrimoine et culture

Les actions patrimoniales et culturelles répondent à un triple défi : l'appropriation du patrimoine local par des populations en majorité d'origine étrangère, le partage d'une culture et la création d'emplois. En centre-ville, un parcours archéologique portant sur le patrimoine local a été créé. Par ailleurs, Le chantier lié au réaménagement de la place Jean Jaurès a été l'occasion d'effectuer des fouilles archéologiques. Ces fouilles suscitant la curiosité des habitants et des passants, ont une visée pédagogique. Au-delà, elles ont un potentiel économique par le biais du tourisme. Dans cette seconde perspective, trois potières sont actuellement en stage afin de développer un artisanat lié à ce patrimoine local.

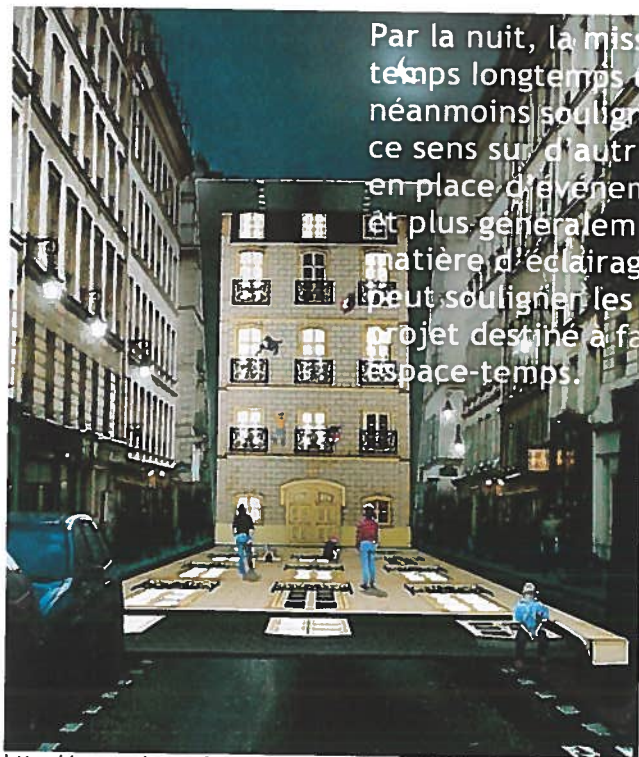
Dans cet exemple, on peut spontanément penser que les politiques temporelles se sont écartées de leur sujet d'étude. En effet, qu'en est-il des

temporalités quotidiennes dans un projet qui cible avant tout le temps historique ? A Saint-Denis la mission des temps a croisé le temps historique et le quotidien. Les enjeux du parcours archéologique s'inscrivent en effet dans le quotidien des Dionysiens puisqu'il s'agit d'encourager l'appropriation d'une identité locale, d'une culture commune et par la même de favoriser la cohésion sociale. Le même projet a également pour objectif de créer des emplois par le biais du développement touristique local.

La mission des temps de Saint Denis a également cité parmi les axes privilégiés de sa politique « la nuit ».

*Exemple : la randonnée nocturne*

La mission des temps a initié une « randonnée nocturne ». Chaque randonneur, muni d'un carnet, a noté un certain nombre d'éléments au fur et à mesure du parcours. Les 40 carnets doivent prochainement être étudiés. Les conclusions serviront à des réaménagements relatifs à la lumière et aux animations nocturnes.



Par la nuit, la mission des temps de Saint-Denis cible un temps longtemps oublié par les urbanistes. On peut néanmoins souligner que de nombreuses initiatives vont dans ce sens sur d'autres territoires, notamment à travers la mise en place d'événements nocturnes (les nuits blanches à Paris) et plus généralement à travers les efforts conduits en matière d'éclairage public. Les enjeux sont multiples mais on peut souligner les fonctions esthétique et sécuritaire d'un tel projet destiné à favoriser l'appropriation d'un nouvel espace-temps.

[http://www.dboc.net/lyon/imglyon/lyo\\_812011.jpg](http://www.dboc.net/lyon/imglyon/lyo_812011.jpg)



<http://www.obspm.fr/-unicom/manifestation/ImagesNuitsBlanches/batimentweb.jpg>

➤ *L'espace des temps du Grand Lyon : temps et entreprises*

L'espace des temps du grand Lyon s'est spécialisé selon un axe « temps et entreprises » et a engagé des expérimentation qui ont un triple objectif : la qualité de vie des salariés, l'attractivité du territoire et la compétitivité des entreprises. Pour ce faire, l'accent a été mis sur la construction d'un dialogue entre les entreprises, les salariés et le territoire (espace des temps, élus).

### *Exemple : les projets d'Agefos-Pme*

Les expérimentations ont été engagées en partenariat avec Agefos-Pme, organisme paritaire agréé, collecteur de fonds pour la Région Rhône-Alpes, pour la formation à caractère interprofessionnel. Il développe parallèlement une mission de Recherche et Développement. Quatre territoires se sont engagés dans des actions : une zone urbaine (Lyon Gerland 69), une zone périurbaine (Meylan et le Grésivaudan 38), une zone frontalière (Annemasse et le Genevois haut-savoyard 74) et une zone rurale (St Bonnet-le-Château 42). Sur les quatre territoires, cinq axes ont été repérés : la mobilité géographique des salariés (PDE), la formation qui intègre la question des temps, les modes de garde d'enfants, la mise en place de services aux salariés pour une meilleure conciliation de leurs temps, et enfin l'information aux salariés sur les services du territoire.

L'entrée « temps et entreprises » débouche ainsi sur de multiples actions qui relèvent de certains axes que nous avons précédemment évoqués : les modes de garde d'enfants, les services, la mobilité et l'information aux usagers.

### ➤ *L'atelier des temps du Conseil Général de Gironde : l'aménagement*

Le Conseil Général de Gironde est le seul cas d'étude à faire figurer l'« aménagement » parmi les axes privilégiés de la politique temporelle. Les problèmes d'aménagement distingués par l'atelier des temps du Conseil Général rejoignent les problématiques déjà évoquées de la mobilité et de l'accessibilité aux services :

- la faiblesse et la désaffectation des services publics qui font évoluer les rapports au temps dans les zones rurales éloignées ;
- les difficultés relatives aux déplacements domicile-travail.

Pour répondre à ces problèmes identifiés, les pistes d'actions sont les suivantes :

- l'accès aux services publics et la question des temps,
- le multi-usage des équipements/aménagements,
- la prospective et la durabilité.

L'inscription de la démarche temporelle dans un axe « aménagement » résulte probablement de la taille du territoire considéré et de certaines de ses caractéristiques rurales. Cette orientation induit une démarche d'emblée intégrée en termes de temps et d'espace dans laquelle la dimension temporelle a l'avantage d'être intégrée en amont des projets, au sein d'un travail de prospective.

### 1.2.2 L'ancrage local des politiques temporelles

Au sein des domaines d'action des bureaux des temps nous avons pu constater des points communs à travers les modes de garde d'enfants, les services et la mobilité. Mais au-delà de ces convergences, on constate une spécialisation de chaque bureau des temps.

Cette spécialisation s'explique par l'ancrage local des actions menées, principe intrinsèque des politiques temporelles. En effet, s'agissant de travailler sur les temporalités quotidiennes, il n'est pas étonnant que chaque bureau des temps prenne des orientations qui dépendent des spécificités locales de son territoire et des populations résidentes ou temporaires. En outre, les bureaux des temps sont des structures très légères. Le nombre de personnes en charge des politiques temporelles au sein de chaque collectivité est assez faible.

**Tableau 2.4 : les personnes en charge des bureaux des temps**

	Nombre de personnes en charge de la politique temporelle	Types de poste
Saint-Denis	2	Un élu, une chargée de mission
Grand Lyon	2	une élue, une chargée de mission
Grand Nancy	2	une élue, une chargée de mission
Rennes	4	une élue, une responsable, une chargée de mission, une secrétaire
CA Poitiers	4	deux élus un responsable une animatrice
Grenoble	4	une élue, un responsable DGA (administration générale et relation extérieures), une responsable secteur (PIC URBAN), une chargée du dossier temps des villes
Paris	8	une élue une responsable, quatre chargés de mission, deux secrétaires
MTM Belfort	12	Absence d'information
CG Gironde	2 permanents + une structure temporaire	une responsable un chargé de mission des comités (de pilotage, technique et partenarial) formés pour des missions temporaires sur des projets

Ainsi, seules deux personnes (un élu et un chargé de mission) mènent la politique temporelle à Saint-Denis, au Grand Lyon, au Grand Nancy et en Gironde. A Grenoble, au bureau des temps de Rennes et à l'agence des temps de Poitiers, les effectifs sont doubles (quatre personnes). Le bureau des temps de Paris et la Maison du Temps et de la Mobilité font exception, bénéficiant d'équipes plus importantes (respectivement 8 et 12 personnes).

Du fait de la légèreté des structures, les orientations prises dépendent fortement des personnes en charge des politiques temporelles, de leur formation initiale et de leur parcours professionnel. Nous n'avons pas rassemblé l'ensemble des informations à ce sujet mais quelques exemples illustreront la diversité des parcours qui explique en partie la spécificité des orientations prises par chacun des bureaux des temps.

*Exemple : Le bureau des temps de Paris 12<sup>ème</sup>*

De même que dans plusieurs territoires déjà cités, le bureau des temps du 12<sup>ème</sup> arrondissement de Paris est porté par deux personnes : une élue et une chargée de mission, Vanessa Thomas. Ayant effectué une formation juridique (maîtrise de droit), Vanessa Thomas a en charge au sein de la collectivité, la petite enfance, les affaires scolaires, l'égalité hommes-femmes et enfin le bureau des temps. La politique temporelle est ainsi spontanément orientée vers les autres domaines entrant dans les prérogative de la chargée de mission. Ainsi, Vanessa Thomas indiquait lors d'un entretien que le bureau des temps était souvent sollicité sur la question de la petite enfance<sup>1</sup>.

*Exemple : L'espace des temps du Grand Lyon<sup>2</sup>*

De formation initiale en psychologie du travail, Lucie Verchère-Tortel, chargée de mission à l'espace des temps du Grand Lyon, a été recrutée pour ses compétences, ayant auparavant travaillé au CERTU. Elle indiquait dans un entretien que les relations qu'elle avait nouées dans son ancien poste au CERTU influençaient pour beaucoup les actions mises en œuvre au sein de l'espace des temps.

*Exemple : le bureau des temps de Rennes<sup>3</sup>*

Après avoir été éducatrice de jeunes enfants et formatrice, Jocelyne Bougeard a été élue d'un quartier de la Ville de Rennes, et déléguée aux femmes et à l'égalité et au temps. Danièle Touchard, responsable du bureau des temps est diplômée d'histoire. Elle a auparavant été déléguée à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes à la Ville de Rennes. Enfin, Evelyne Reeves-Coutand, chargée de mission au bureau des temps, a suivi un 3<sup>ème</sup> cycle de droit social. Responsable de formation, elle a créé une unité de formation spécialisée en droit des femmes.

*Exemple : La mission des temps à Saint Denis<sup>4</sup>*

Patrick Vassallo est élu à la Mairie de Saint-Denis depuis 2001. Philosophe de formation, il est en charge de la délégation aux temps de la ville, et depuis 2004 des services publics, de l'insertion et de l'emploi. Julia Oudin, chargée de mission au temps de la ville a une formation initiale en sciences politiques.

Le dynamisme des politiques temporelles découle de surcroît de la présence, au niveau local, d'un portage politique fort. Comme dans les villes italiennes, les démarches temporelles sont généralement le fait de deux composantes au sein de l'administration : un organe technique (bureau, agence, espace ou encore mission des temps) et un organe politique qui se résume le plus souvent à un élu (parfois deux). La pérennité de la démarche temporelle est ainsi mise en question en cas de changement d'équipe municipale.

---

<sup>1</sup> Entretien le 30 mars 2005 avec Vanessa THOMAS

<sup>2</sup> Entretien le 4 avril 2005 avec Lucie VERCHERE-TORTEL

<sup>3</sup> Entretien le 12 avril 2005 avec Evelyne REEVES-COUTAND

<sup>4</sup> Entretien le 7 avril 2005 avec Patrick VASSALLO

**L'ancrage local des politiques temporelles, en particulier leur dépendance par rapport aux personnes, élus ou techniciens, en charge des bureaux des temps, explique la diversité des orientations prises par les territoires, et ce malgré la similitude des actions conduites dans certains domaines.**

## II. Des politiques de ciblage

*Outre la spécialisation de chaque bureau, l'analyse du questionnaire a mis en évidence le fait que les bureaux des temps focalisent le plus souvent leurs actions sur les services publics, sur certains espaces-temps, et enfin sur des problèmes relatifs à des catégories de population.*

Ce triple constat résulte de l'analyse d'une série de questions portant sur les domaines d'intervention des bureaux des temps :

- les horaires d'ouverture,
- la création de services,
- la mobilité et les déplacements,
- les animations ponctuelles,
- la création de « temps communs »,
- les actions relatives à des espaces particuliers.

### 2.1 Un ciblage sur le secteur public

Les services privés sont peu appréhendés au sein des actions menées par les bureaux des temps. Au sujet du réaménagement des horaires d'ouverture, seuls trois structures ont entrepris des projets sur les commerces : le bureau des temps à Rennes, l'espace des temps du Grand Lyon et la maison du temps et de la mobilité de BMHD. La mission des temps de Saint-Denis a en outre conduit un projet qui intègre un réaménagement hebdomadaire des horaires d'ouverture du marché de la ville. Pour la création de nouvelles activités, seule ma Maison du Temps et de la Mobilité de BMHD a travaillé avec les commerces.

Plusieurs personnes en charge de bureaux des temps ont indiqué un manque de relation avec les acteurs privés. Il faut toutefois souligner que ces derniers ont spontanément pris des initiatives dans le sens d'une meilleure adaptation aux besoins de leur clientèle : extension des horaires le midi, en soirée et le week-end. En revanche, les actions relatives à la conciliation des temps de vie professionnelle et personnelle des salariés des entreprises ont été moins spontanées et sont donc moins développées. Celles qui ont été entreprises sont généralement le fait d'anciennes entreprises d'Etat (SNCF, EDF...) ou d'entreprise ayant développé une tradition « paternaliste ». Soulignons le cas d'entreprises, telle que Monoprix, qui affichent la volonté d'une démarche de qualité de vie et qui s'inscrivent dans une optique de « développement durable ».

#### *Exemple : le projet Equal Cityctac-tac-tic*

Une enquête sur la situation des salariés chez Monoprix a mis en évidence la différenciation dans l'utilisation du temps par les femmes et les hommes, le « turnover », la mobilité professionnelle des salariés de Monoprix et enfin la faible culture technologique des femmes. La résolution de ces problèmes est passée par une démarche de reconnaissance effective d'un temps familial, professionnel, personnel et social et par la mise en place d'actions sur le terrain. Concrètement un outil de formation et d'animation a été conçu pour

sensibiliser les formateurs et accompagnateurs sur le thème de la conciliation des temps. Les bénéficiaires du projet (notamment les salariés) ont pour leur part été sensibilisés à l'utilisation des technologies comme moyens d'organisation des temps sociaux au cours de sessions de formation. Enfin, dans les magasins « pilotes » Monoprix, ont été créés : un service d'information sur les transports et les services administratifs, une cellule d'écoute gratuite pour les salariés qui rencontrent des difficultés financières, un service de repassage et de couture sur le lieu de travail ainsi qu'une formation à Internet pendant le temps libéré.

Les partenariats public-privé étant encore peu développés, les initiatives publiques et privées se développent généralement de manière parallèle, sans connexion entre elles. Quelques projets, mettant en collaboration étroits bureaux des temps et acteurs privés, se développent depuis peu, notamment sur le territoire de la Communauté Urbaine de Lyon. Nous reviendrons plus tard sur cet exemple. La Maison du Temps et de la Mobilité a pour sa part réalisé le Plan de Déplacements d'Entreprise (PDE) de PSA. Enfin certaines initiatives privées s'inscrivent dans une logique de complémentarité avec l'offre publique, telle que celle développée par le groupe Accor Services France.

*Exemple : la politique de promotion du bien-être chez « Accor Services France »<sup>1</sup>*

Les actions de Accor s'inscrivent dans une logique de plate-forme. Il s'agit d'établir un lien entre les salariés qui ont des difficultés à trouver l'information sur les dispositifs existants en matière de services publics et privés (réseaux associatifs). Pour mettre en œuvre la plate-forme de services, différents supports ont été développés selon les sites : numéro de téléphone, site Internet, personne physique présente sur le site. En plus de l'offre existante, les entreprises offrent un apport en matière d'information aux salariés et à travers la création de services complémentaires. Les projets du groupe Accor viennent donc en complémentarité des services publics et privés existants.

Enfin, faute de moyens humains et financiers, les bureaux des temps débutent souvent leurs actions au sein de l'administration municipale. La logique est alors d'expérimenter et de « montrer l'exemple ».

**Malgré des évolutions récentes, le ciblage sur le secteur public entrave une approche véritablement territorialisée. Tous les producteurs de temps qui, outre les lieux de résidence, sont l'ensemble des activités du territoire, ne sont pas pris en compte.**

---

<sup>1</sup> OGEE Béatrice, « Les services aux salariés : comment engager une politique de promotion du bien-être dans l'entreprise ? », journées d'études Les Temporelles de Printemps, 16 et 17 juin 2005, Tempo Territorial, Paris.

## 2.2 Un ciblage spatio-temporel

### 2.2.1 L'organisation d'événements autour de la question du temps

De nombreux événements, sont organisés pour sensibiliser le grand public sur la question temporelle. Ces espaces-temps communs sont également des lieux de débats :

- Les « jeudis du temps à Rennes (quatre conférences par an),
- Les espaces des temps trimestriels à Saint-Denis,
- Les forums trimestriels « question de temps » à Lyon,
- Les mardis du temps à Poitiers,
- Les forums mensuels du temps à Belfort (un jeudi par mois)

La nuit est aussi un espace-temps privilégié pour développer des actions de communication grand public: nuits du vendredi à Saint-Denis, nuit de l'équinoxe à Poitiers, nocturnes à Belfort, etc.

Certaines périodes de l'année sont également l'occasion de projets ou d'animations dans les différents territoires. Il ne s'agit plus seulement de diffuser la question temporelle. Ainsi à la rentrée scolaire, des forums sont organisés à Paris, de même qu'à Poitiers où est mis en place un guichet unique offrant l'accès à l'ensemble des informations nécessaires aux élèves, parents et étudiants en début d'année.

Des systèmes de transports événementiels sont développés par la Maison du Temps et de la Mobilité de BMHD et par l'Agence des temps de la Communauté d'Agglomération de Poitiers (navettes de bus pour la période de Noël). Enfin, des colloques thématiques sont organisés dans les différents territoires ainsi que des événements (la fête du vélo dans le Territoire de Belfort).

### 2.2.2 Un ciblage spatial

Les mesures prises par les bureaux des temps ont souvent pour terrain de mise en œuvre certains lieux. Les projets à l'échelle de l'ensemble des territoires d'intervention sont à contrario exceptionnels.

Certains de ces lieux sont stratégiques au regard de la problématique temporelle. A la Communauté Urbaine du Grand Nancy, les politiques temporelles sont impliquées dans les réflexions sur l'aménagement d'un nouvel espace gare. Il s'agit de proposer de nouveaux services sur ce lieu de mobilité, en lien avec les comportements des voyageurs et des personnes qui fréquentent la gare. Un espace à aménager est réservé par la Communauté Urbaine du Grand Nancy. La Maison du Temps et de la Mobilité de BMHD a consacré un projet autour du stade Bonal qui accueille en moyenne 18 000 personnes lors des matchs. De manière plus générale, de nombreux projets concernent l'aménagement des espaces publics en zone urbaine dense : une place du centre-ville à Grenoble, la place de la Mairie à

Rennes, la requalification des espaces publics du centre-ville de Saint-Denis, le quartier Gerland dans le 7<sup>ème</sup> arrondissement lyonnais.

Une partie des actions conduites par les bureaux des temps relèvent de l'événementiel ou ciblent certains lieux sur les territoires. A l'inverse, les projets concernant l'ensemble du territoire d'intervention sont rares.

### 2.3 Des objectifs sociaux OU spatiaux

A l'exception des objectifs proprement temporels, les bureaux des temps partagent avec les aménageurs un certain nombre d'objectifs : lutte contre les formes d'encombrement du territoire (congestion du trafic, files d'attentes), lutte contre les inégalités, amélioration de la qualité de la vie, attractivité des territoires, développement durable, développement de la démocratie participative, développement de partenariats avec le monde économique, etc.

Au regard de notre question, on peut distinguer deux types d'approche <sup>α</sup> conduite par les bureaux des temps : une approche à dominante « sociale » et une approche à dominante « territoriale ».

#### 2.3.1 L'approche à dominante « sociale »

Nous entendons par approche à dominante « sociale » celle qui consiste à rechercher des solutions pour remédier à des problèmes temporels relatifs à des catégories de populations. Les bureaux des temps, à des degrés variés, ont conduit des projets entrant dans cette logique, dans un objectif de réduction des inégalités (tableau 2.5).

Tableau 2.5 : les catégories de population cibles des politiques temporelles

	femmes	Enfants	Salariés en horaires atypiques	personnes âgées	pauvres	personnes handicapées	non motorisés	salariés cadres
Grenoble	X	X	X	X	X	X	X	
Paris	X	X			X			
Rennes	X	X	X					X
Saint-Denis	X	X	X	X		X	X	
C.U. Grand Lyon								
C.U. Grand Nancy			X		X			
CA Poitiers	X	X	X	X			X	
MTM Belfort	X	X	X	X	X	X	X	
CG Gironde	X	X	X	X	X	X		
<b>TOTAL</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>1</b>

Source : questionnaire Mélanie ROY, 2005

L'espace des temps du Grand Lyon fait figure d'exception puisqu'il ne désigne pas de catégorie de population cible de sa politique. En outre, à Saint-Denis, la mission des temps priorise des réponses universelles (s'adressant à tous) qui prennent en compte la diversité des besoins. Néanmoins, la recherche de solutions à certains problèmes, concernant des catégories de population, est une constante importante au sein des actions conduites par les bureaux des temps. Il s'agit plus particulièrement de remédier à certains problèmes temporels relatifs d'abord aux femmes, aux enfants puis aux salariés en horaire atypique. Notons que les deux premières catégories (femmes et enfants) se trouvent souvent liées au sein des projets concernant les modes de garde d'enfants. Comme nous l'avons déjà souligné, les projets relatifs aux salariés sont le plus souvent conduits à l'intérieur de l'administration municipale, les liens restant ténus entre les bureaux des temps et les entreprises. Enfin, sur certains territoires, on s'attache également aux personnes âgées, aux catégories de population les plus pauvres, aux personnes handicapées et aux non motorisés.

La logique de réduction des inégalités en termes de temps est prédominante parmi les neuf cas d'étude. Elle peut être considérée comme le « pendant temporel » de la politique de la ville qui vise la réduction des inégalités socio-spatiales. Dans cette approche à dominante « sociale », la dimension spatiale est peu présente, de sorte que la démarche globale n'est pas intégrée en termes de temps et d'espace.

### 2.3.2 Approche à dominante spatiale

Certes sept des neuf territoires de l'échantillon d'étude affichent des objectifs spatiaux à travers la lutte contre les multiples formes d'encombrement de l'espace (files d'attentes, congestion du trafic routiers aux heures de pointes...). Toutefois, de nombreuses actions dans le domaine des déplacements sont des projets d'aide à la mobilité de groupes cibles, et non des projets globaux.

**Tableau 2.6 : aide à la mobilité de groupes cibles**

	pauvres	non motorisés	personnes handicapées	enfants	salariés	étudiants (covoiturage)	Personnes/ femmes en insertion- formation professionnelle
Grenoble					X		
Paris							
Rennes		X					
Saint-Denis		X	X				
C.U. Grand Lyon							
C.U. Grand Nancy	X	X					
CA Poitiers	X	X					X
MTM Belfort	X	X	X	X	X	X	
CG Gironde		X		X			

Source : questionnaire Mélanie ROY, 2005

En outre, les projets ne couvrent généralement pas l'ensemble du territoire d'intervention des bureaux des temps. Il s'agit le plus souvent d'actions entrant dans une logique de complémentarité avec le système de transport public. Mais les actions sont très ponctuelles, s'agissant d'ajustements qui touchent certains publics restreints, de sorte que même dans le domaine des transports les projets présentent souvent une dimension plus « sociale » que « territoriale ».

Dans l'ensemble, les bureaux des temps ont dépassé le simple adage qui consistait, dans les années 70, à travailler sur le temps pour exercer des effets sur l'espace. De surcroît ils ont dépassé la logique de grande vitesse qui caractérisait les politiques de transport durant cette période. Pour autant, les objectifs spatiaux ont été cités dans le questionnaire par sept des neuf bureaux des temps. Seuls Paris et Rennes n'affichent pas d'objectifs spatiaux à proprement parler. Les bureaux des temps ont adopté deux types d'attitude opposés face aux objectifs spatiaux. La plupart d'entre eux se sont consacré à des problématiques nouvelles via l'entrée par la question du temps, laissant aux acteurs traditionnels de l'aménagement du territoire la dimension spatiale. Seuls Grenoble, le Grand Nancy et la Maison du Temps et de la Mobilité de BMHD se sont saisis de la problématique de l'espace et du temps via le domaine des transports dans une perspective globale.

→ Dans l'ensemble, le triple ciblage des politiques temporelles (sur le secteur public, certains espaces-temps et problèmes temporels relatifs à des catégories de population) s'oppose à une démarche intégrée en termes de temps et d'espace.

### III. Une démarche innovante faiblement territorialisée

*Le ciblage et la spécialisation des politiques temporelles s'expliquent par l'ancrage local de ces politiques, le manque de moyens (humains et financiers) des bureaux des temps, certains choix stratégiques. Toutefois, la seule analyse en termes de domaines d'intervention et d'objectifs poursuivis ne suffit pas. Nous nous attacherons donc dans cette partie aux modalités de la démarche conduite par les bureaux des temps.*

*Cette partie résulte d'entretiens passés auprès des personnes en charge des bureaux des temps. N'ayant pu conduire des entretiens auprès de l'ensemble de l'échantillon d'étude, nous focalisons sur les démarches temporelles de la Gironde, du Grand Lyon, de Paris, Rennes et Saint-Denis.*

#### 3.1 Innovation et expérimentation

##### 3.1.1 Un nouveau regard porté sur la société

L'innovation mise en œuvre par les bureaux des temps peut résulter de nouvelles thématiques comme celle de « la nuit », un espace-temps peu appréhendé par les aménageurs en tant que tel. Nous avons déjà cité l'exemple de la « randonnée nocturne » de Saint-Denis. Le bureau des temps de Paris mène actuellement une étude sur la nuit à Paris et nous reviendrons ultérieurement sur une expérience menée à Lyon. Dans le domaine de la recherche, nous pouvons en outre citer les travaux de Luc GWIAZDZINSKI, directeur de la Maison du Temps et de la Mobilité de BMHD, qui a consacré une thèse à la dimension nocturne et qui est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages sur le même sujet<sup>1</sup>.

Toutefois, l'innovation réside rarement dans de nouvelles thématiques et relève d'abord de la démarche elle-même. Julia OUDIN, chargée de la mission des temps à Saint-Denis, insiste ainsi sur le fait que l'on ne conduit pas une « approche révolutionnaire » mais que l'on réinterroge des objets sous le nouvel angle de la problématique temporelle. On utilise donc une nouvelle entrée - le temps - pour appréhender certains problèmes. De cette nouvelle entrée, des problématiques innovantes apparaissent telle que la question intergénérationnelle, la dimension, familiale ou encore le renouveau du dialogue entre employeur et employés au sein de l'entreprise.

*Exemple à Saint Denis : rendre accessibles des activités sportives et culturelles à la famille.<sup>2</sup>*

La réflexion menée à Saint-Denis a débuté à partir du constat suivant : de nombreux parents accompagnent leurs enfants dans des activités culturelles et sportives sans y participer eux-mêmes. Ces parents attendent souvent

<sup>1</sup> GWIAZDZINSKI L., 2003, *La ville 24 heures sur 24*, l'Aube-DATAR, Paris, 251p. ; GWIAZDZINSKI Luc, 2002, *La nuit dimension oubliée de la ville : entre animation et insécurité. L'exemple de Strasbourg*, Thèse, Université Louis Pasteur de Strasbourg, 817p

<sup>2</sup> Exemple présenté par Julia OUDIN le 23 mai 2005, à l'occasion d'une réunion de l'atelier « temps, territoires et services » de l'association Tempo Territorial

leurs enfants sur les lieux d'activité. De ce constat est née l'idée de développer des pratiques familiales. La démarche temporelle a dans ce cas contribué à revisiter sous un nouvel angle - la famille - la question de l'accessibilité aux services culturels et sportifs.

L'innovation réside également dans des aspects méthodologiques : construction de partenariats et de tables de concertation innovants, approche sensible, proximité entre décideurs et citoyens.

*Exemple en Rhône-Alpes : une nouvelle relation entre employeurs, salariés et élus.*

Les projets d'Agefos-Pme ont contribué au développement d'un nouveau type de relations entre employeurs, salariés et élus : des relations plus horizontales (moins hiérarchisées) dans une logique de co-construction.

Enfin, l'innovation induit une démarche d'expérimentation.

### 3.1.2 Une logique d'expérimentation

La logique d'expérimentation est en adéquation avec le caractère innovant de la démarche temporelle. Dans de nombreux projets, l'expérimentation est préférée à l'étude locale, celle-ci apparaissant insatisfaisante pour plusieurs raisons<sup>1</sup>. Dans le cas des études locales les plus classiques fondées sur un questionnaire, plusieurs expériences ont en effet démontré que l'échantillon des personnes interrogées n'est pas satisfaisant, ne tenant souvent pas compte des populations temporaires d'un espace ou des usagers potentiels d'un équipement. De plus, on constate un décalage entre le déclaratif (le questionnaire) et les pratiques. En outre, les populations sont encore peu sensibilisées à l'approche temporelle et leurs représentations du territoire restent conditionnées par la dimension spatiale.

Pour contourner ces problèmes, les bureaux des temps privilégient donc souvent l'expérimentation à une étude locale (qui de surcroît est très coûteuse). La logique est alors très simple : si l'expérimentation réussit, elle sera par la suite pérennisée et éventuellement généralisée.

**La démarche essentiellement expérimentale, que mettent en œuvre les bureaux des temps, répond à la nouveauté du regard porté par ces derniers sur la société.**

---

<sup>1</sup> Selon les conclusions de l'atelier « temps, territoires et services » présentées aux *Tempor'elles de Printemps* les 16 et 17 juin 2005.

## 3.2 Des actions ponctuelles

### 3.2.1 Les difficultés rencontrées dans la généralisation des expérimentations

Les expérimentations conduites par les bureaux des temps bénéficient généralement de moyens accrus, de sorte que quand il est question d'étendre une expérience réussie à l'ensemble d'un territoire, on se heurte alors à un manque de ressources (financières et humaines). En outre, la difficulté d'étendre l'expérience peut également résider dans l'absence ou le manque de volonté des acteurs locaux.

Enfin, la diffusion peut s'opposer à des spécificités locales. Les bureaux des temps prônent pour cette raison la généralisation de principes et non de projets. La démarche temporelle doit rester inscrite localement pour répondre aux besoins et spécificités des populations et des territoires locaux. De ce fait, la sensibilisation des acteurs locaux est un préalable nécessaire à la mise en place d'un projet.

Les actions des bureaux des temps restent donc le plus souvent ponctuelles.

### 3.2.2 Conséquence de la faiblesse des études locales

Bien que l'expérimentation présente des avantages par rapport aux études locales, leur déficit<sup>1</sup> constitue un frein majeur à l'intégration de la démarche temporelle en amont des projets d'aménagement dans la mesure où le point de départ de ces derniers est un diagnostic territorial (spatial) global.

A ce sujet, les entretiens ont fait état de la variété des stades d'intervention des bureaux des temps dans les différents projets auxquels ils participent. Au-delà de cette variété, un manque d'intervention en amont des projets est à déplorer de manière générale. Dans le déroulement du projet, l'approche temporelle vient s'ajouter, en aval, à l'approche initiale du projet (spatiale en aménagement), ce qui lui place à l'opposé d'une démarche intégrée en termes de temps et d'espace.

On peut donc penser qu'un diagnostic temporel global pourrait favoriser le développement d'un aménagement intégré en termes de temps et d'espace. Il rendrait également plus crédible et plus légitime la démarche temporelle aux yeux de l'ensemble des acteurs des territoires, et notamment des aménageurs.

Quand des études locales sont menées par les bureaux des temps, elles sont souvent cantonnées à une petite partie du territoire ou à une catégorie de population. On reste donc dans une démarche restreinte, qui n'est pas fondée sur la structuration de l'ensemble du territoire par les temporalités.

---

<sup>1</sup> Des études ont en revanche été conduites à l'échelle nationale, notamment le sondage Sofres sur le temps des villes en 2001.

### 3.2.3 Le rôle du bureau des temps en question

Les entretiens ont mis en évidence la variété des rôles tenus par le bureau des temps d'un projet à un autre :

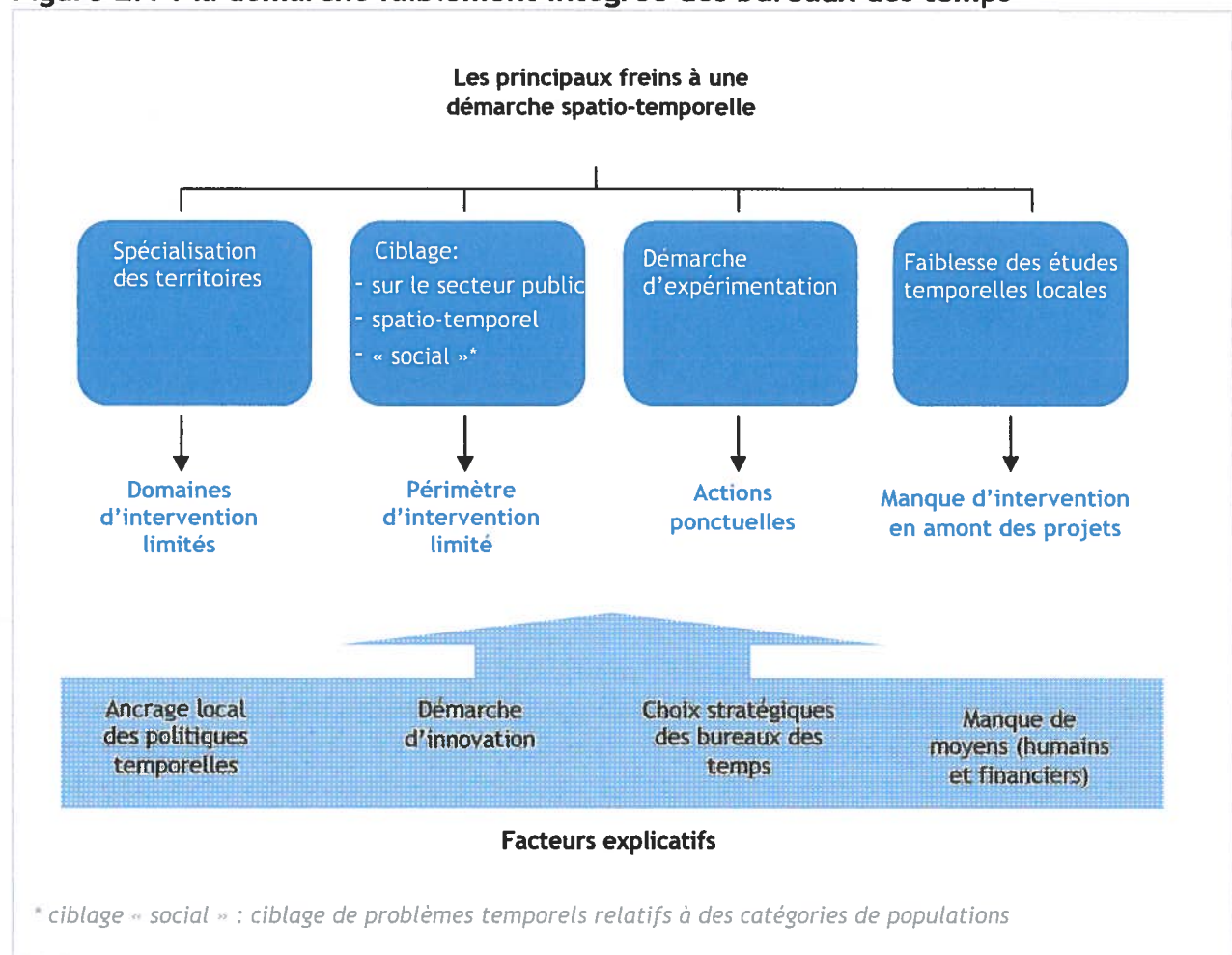
- Sensibilisation/diffusion de la démarche temporelle,
- conduite d'études locales,
- lancement d'expérimentations,
- pilotage ou co-pilotage de projet qui peut-être politique, technique ou les deux à la fois,
- organisation de la concertation,
- évaluation.

Les modalités de participation sont également très inégales. Certaines actions des bureaux des temps demeurent informelles.

→ *La logique d'innovation et d'expérimentation induit en grande partie le caractère ponctuel de la démarche conduite par les bureaux des temps qui rencontrent des difficultés dans la généralisation des expériences positives. En outre, le manque d'études locales est un frein à la prise en compte de la dimension temporelle en amont des projets. Les rôles des bureaux des temps sont variés d'un projet à un autre ainsi que les modalités de leur intervention.*

Pour résumer le chapitre...

Figure 2.1 : la démarche faiblement intégrée des bureaux des temps



## Chapitre 4 :

Le manque de collaboration entre bureaux des temps et aménageurs.

*Un frein au développement d'un aménagement intégré*

- I. Des démarches transversales au sein d'un jeu d'acteurs complexe
- II. Deux influences possibles pour le bureau des temps au sein de la collectivité
- III. Les limites de la contribution des bureaux des temps et le déficit de relations avec les aménageurs

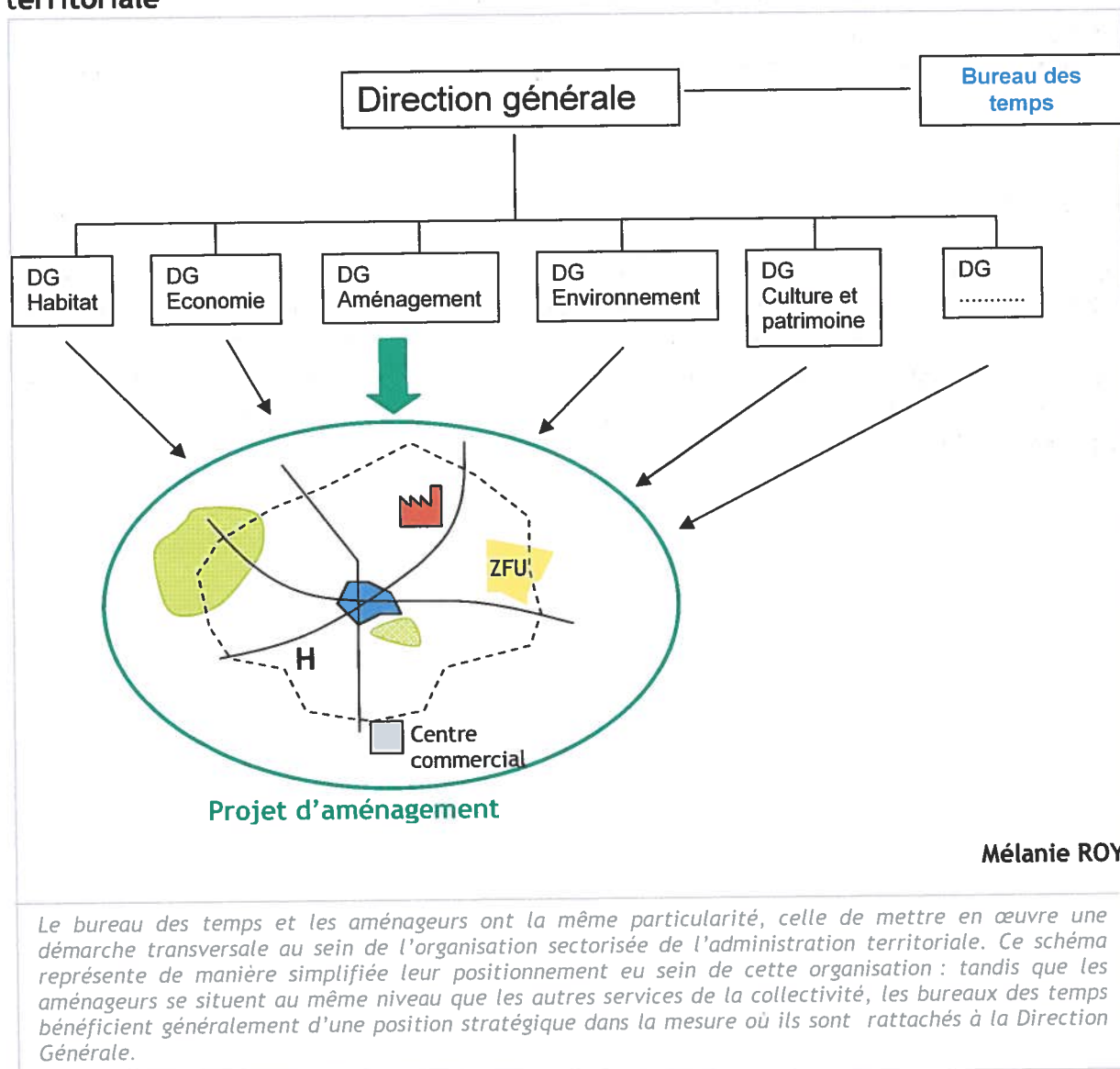
## I. Des démarches transversales au sein d'un jeu d'acteurs complexe

*Cette partie vise à mettre en évidence le positionnement des bureaux des temps et des aménageurs (services d'aménagement/urbanisme des collectivités) au sein des différentes logiques d'organisation qui coexistent sur les territoires.*

Plusieurs logiques d'organisation coexistent sur le territoire. L'approche temporelle et l'approche spatiale entrent dans le cadre d'une logique transversale, qui est également celle de la vie quotidienne des individus. Cette première logique s'oppose à celles de nombreuses organisations qui fonctionnent de manière univoque ou sectorisée. Bien que transversales, les approches temporelles et spatiales sont toutefois conduites par les collectivités territoriales présentant pour leur part une organisation sectorisée. Les bureaux des temps et les services en charges de l'aménagement/urbanisme au sein des collectivités ont donc une position ambiguë.

## 1.1 Le temps et l'espace : des approches transversales au sein des collectivités territoriales

**Figure 2.2 : bureau des temps et aménageurs au sein de la collectivité territoriale**



### 1.1.1 L'aménagement : une dimension paradoxale au sein de la collectivité

En termes d'organisation, la conduite de l'aménagement/urbanisme au sein de la collectivité revêt une dimension paradoxale. D'une part, cette discipline est mise en œuvre par un service équivalent aux autres services de la collectivité. Elle s'intègre ainsi dans une structure compartimentée. Mais d'autre part, le service aménagement conduit des projets (projet urbain, Agenda 21...) et élabore des documents de planification (SCOT, PLU...) qui présentent une dimension transversale à travers les multiples domaines qu'ils touchent : économie, logement, environnement, culture, patrimoine, etc. Cette transversalité induit une

implication de chaque service de la collectivité dans ces projets territoriaux que coordonne le service aménagement.

### 1.1.2 Le bureau des temps : un positionnement transversal

Contrairement aux services d'aménagement/d'urbanisme, les bureaux des temps ont un positionnement transversal au sein des collectivités. Comme l'illustre la figure 2.2, ils ne sont généralement pas l'équivalent d'un service classique de la collectivité.

#### *Exemples*

Dans le 12<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, le bureau des temps est directement rattaché au Cabinet du Maire.

En Gironde, les ateliers du temps dépendent de la Direction Générale des Services Départementaux.

A Rennes, le bureau est certes considéré comme un service de la Ville dans la mesure où il est désormais pérennisé et bénéficie d'une lisibilité au sein de l'organisation municipale. Toutefois, d'abord rattaché à la direction des affaires financières, il dépend maintenant de la direction des réseaux et des moyens généraux qui présente un caractère stratégique.

Au Grand Lyon, l'espace des temps fait partie de la direction prospective de la Communauté Urbaine.

Dernier exemple à Saint-Denis où la mission des « temps de la ville » appartient au centre de ressources des démarches quartier.

## 1.2 Conséquences pour la démarche temporelle

Bien qu'impliquant une faible lisibilité, le positionnement du bureau des temps au sein de l'organisation est adapté à la dimension transversale de l'approche temporelle. Il devrait en outre induire la possibilité d'une plus grande souplesse et réactivité par rapport aux services traditionnels des collectivités. Cette souplesse et cette réactivité sont elles-mêmes adaptées à une démarche innovante.

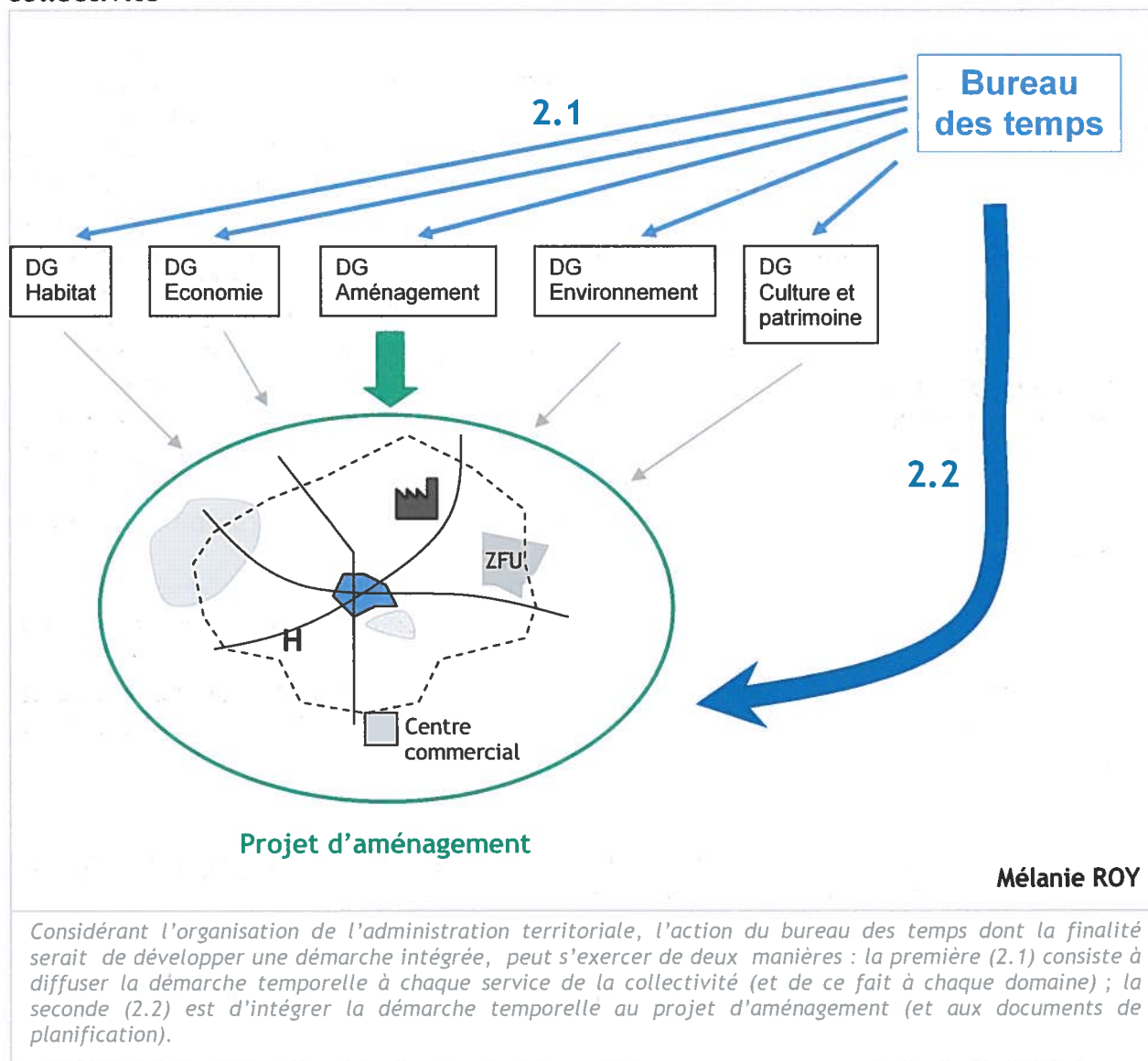
Enfin, la place stratégique du bureau des temps au sein de la collectivité a pour conséquence une forte dépendance par rapport au politique. Lors des entretiens, les personnes travaillant au sein des bureaux des temps ont toutes souligné l'importance du rôle de l'élu(e) en charge de la politique temporelle. Il apparaît en effet que sans portage politique au sein de la collectivité, le bureau des temps a peu d'avenir. Le soutien des élus est donc très fort dans le cadre de la démarche temporelle mais son importance engendre également une fragilité. La pérennité de la démarche peut être remise en question en cas de changement d'équipe.

**Bureau des temps et services en charge de l'aménagement partagent le même caractère transversal : pour le premier sa position stratégique, pour le second par le biais de projets globaux qu'il conduit. Mais le second bénéficie de plus de légitimité que le premier en raison notamment de son ancienneté.**

## II. Deux influences possibles pour le bureau des temps au sein de la collectivité

*Dans le contexte que nous venons de décrire, deux possibilités sont offertes, relatives aux modalités d'intervention du bureau des temps.*

**Figure 2.3 : deux influences possibles pour le bureau des temps au sein de la collectivité**



### 2.1 diffuser la problématique dans chaque domaine

Compte tenu du positionnement transversal du bureau des temps, une première possibilité est de diffuser la démarche temporelle à chaque service de la collectivité.

Actuellement, les actions des bureaux des temps s'orientent majoritairement dans cette perspective. Néanmoins, le dialogue et la collaboration s'avèrent souvent difficiles. C'est au gré des opportunités que l'approche temporelle est ainsi diffusée au sein de projets mis en œuvre par les différents services. Certains domaines s'avèrent plus ouverts à l'approche temporelle, ce qui explique l'importance de la contribution des bureaux des temps dans le domaine de la petite enfance et plus généralement dans le domaine social.

Ce défaut de lien entre le bureau des temps et les services classiques de la collectivité s'explique de plusieurs manières. Du point de vue des services, la réticence est forte. L'approche temporelle apparaît comme peu utile, voire futile. Au-delà, la réticence est un « réflexe » répandu dans les organisations pérennisées face à une démarche innovante et de surcroît transversale. Sur ce dernier point, la démarche temporelle peut apparaître comme redondante par rapport aux actions des services. Lors d'un entretien, la personne en charge du bureau des temps dans le 12<sup>ème</sup> arrondissement de Paris<sup>1</sup> affirmait que les propositions du bureau des temps paraissent souvent irréalistes, auquel cas les services refusent de coopérer. A contrario, les projets mis en œuvre par les bureaux des temps qui conduisent à des résultats positifs sont parfois « repris » par les services à leur propre compte. Les personnes en charge des bureaux des temps ont pour leur part des difficultés à expliquer les apports que pourrait constituer la démarche temporelle. Inscrits dans une démarche innovante, souvent dans une logique d'expérimentation, les bureaux des temps n'ont pas encore tiré toutes les conclusions de leurs expériences. Il faut cependant relativiser les propos concernant certains types d'actions dont le montage est à présent bien maîtrisé et peut être facilement proposé à d'autres acteurs.

La faiblesse des moyens humains et le manque de temps expliquent en grande partie ce manque de « vulgarisation » de la démarche temporelle qui permettrait aux bureaux des temps de la diffuser plus aisément auprès d'autres acteurs. Le socle des projets et expérimentations conduites jusque là permettrait de systématiser ce travail.

## 2.2 diffuser la problématique via les projets d'aménagement et documents de planification

### 2.2.1 Une opportunité pour les bureaux des temps

Afin d'inscrire l'approche temporelle dans une démarche spatio-temporelle, les projets et documents de planification élaborés par les services aménagement/urbanisme constituent une opportunité pour les bureaux des temps. En s'insérant dans les projets d'aménagement et documents de planification, l'approche temporelle se diffuserait indirectement au sein des différents services de la collectivité. De cette manière, elle bénéficierait de l'avance et du savoir-faire des aménageurs pour la mise en œuvre de la transversalité.

---

<sup>1</sup> Vanessa THOMAS

Par rapport à la diffusion via les différents services de la collectivité, la diffusion de l'approche temporelle par le biais des aménageurs constitue donc une économie de moyens pour les bureaux des temps. De surcroît, c'est l'unique manière de contribuer au développement d'un aménagement véritablement intégré. Cependant, on constate aujourd'hui que cette contribution est inégale d'une collectivité territoriale à une autre.

### 2.2.2 La contribution des bureaux des temps aux projets d'aménagement et aux documents de planification

Cette partie est le résultat d'entretiens passés auprès de personnes en charge des bureaux des temps. Seuls cinq territoires de l'échantillon sont donc représentés, attestant de la grande variété des modalités d'interventions de ces derniers dans les projets d'aménagement et documents de planification.

#### ➤ *Paris 12<sup>ème</sup> et le Grand Projet de Renouvellement Urbain (GPRU) de la Porte de Vincennes<sup>1</sup>*

Le bureau des temps du 12<sup>ème</sup> arrondissement parisien a participé au GPRU de la porte de Vincennes en proposant la création d'un équipement intergénérationnel en son sein (annexe 6). L'initiative émane du bureau des temps et d'un chargé de mission à l'urbanisme. Le point de départ est le constat d'urbanisme (PLU) et l'analyse sociale (1<sup>ère</sup> phase du GPRU) qui ont déterminé le besoin d'un équipement petite enfance. En outre, la petite enfance constitue une priorité municipale. Les conseils de quartiers ont également confirmé ce besoin et ont affirmé la nécessité de renforcer le lien social. Le projet intergénérationnel répond ainsi à trois problématiques relatives :

- à la petite enfance,
- aux personnes âgées,
- au lien social.

Considérant qu'un équipement petite enfance est une crèche de 60 places (600 m<sup>2</sup>), le projet a été d'abord refusé faute d'espace disponible. Cependant, il a été repris et soutenu par les politiques et le bureau des temps qui ont opté pour une surface de 300 m<sup>2</sup> intégrant une halte garderie (15 places, 150m<sup>2</sup>) et des espaces destinés aux personnes âgées. De plus, l'espace public paysagé, situé devant le bâtiment sera aménagé pour accueillir des activités saisonnières. Avec ce concept de modularité de l'espace, on dépasse la seule problématique de la gestion des horaires. Les contraintes foncières ont donc conduit à mutualiser les équipements, favorisant un projet mixte.

Deux associations sont partenaires du projet : La *Maison Ouverte* et *ABC Puériculture*.

---

<sup>1</sup> Entretien le 30 mars 2005 avec Vanessa THOMAS, en charge du bureau des temps du 12<sup>ème</sup> arrondissement.

Le bureau des temps a pour sa part contribué au projet de la manière suivante :

- conception du projet,
- mise au point opérationnelle,
- identification des acteurs-porteurs du projet (les deux associations),
- élaboration d'un cahier des charges sommaire,
- identification des locaux.

Les étapes à venir sont les suivantes :

- négociation avec les trois commerçants qui occupent aujourd'hui les locaux,
- réunion avec les deux associations et les architectes (coordination, élaboration d'un cahier des charges commun),
- montage juridique,
- montage financier,
- cahier d'ouverture, 1<sup>er</sup> semestre 2007.

La maîtrise d'ouvrage est déléguée à un bailleur social. Les deux associations seront locataires et recevront des subventions de la Ville. Les locaux seront propriété de la Ville.

➤ *L'Espace des Temps du Grand Lyon<sup>1</sup>*

○ *La participation aux documents de planification*

Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) du Grand Lyon était en révision en 2003/2004. Il a été arrêté en avril 2004. L'espace des temps a participé aux réunions de concertation. Dans le document, une réflexion a été inscrite sur les pôles d'interconnexion multimodaux, appelés à devenir des espaces multiservices. L'espace des temps a par ailleurs produit un compte-rendu de 4 pages sur les questions temporelles dans le PDU (annexe 7). Cependant son implication n'est pas officielle.

Le SCoT est également en cours de révision. Son élaboration est pilotée par le SEPAL (syndicats des projets de l'agglomération lyonnaise), l'Agence d'Urbanisme et les Services de la Communauté Urbaine. L'Espace des Temps participe au comité de pilotage politique et à certains comités techniques, de manière informelle. Aucune étude temporelle n'a été menée. L'espace des temps a insisté sur le fait que le SCoT ne tient pas compte des évolutions sociétales qui auront des conséquences à moyen et long termes (sur 30 ans), telle que l'augmentation de la durée de la vie.

Enfin, l'espace des temps a pris part à l'élaboration du cahier des charges du Plan de Déplacements d'Entreprise (PDE) de la Communauté Urbaine du Grand Lyon. Il participe aussi au suivi politique et technique. Le diagnostic a été mené par un cabinet privé, portant sur le pôle principal de la communauté urbaine qui regroupe 1 300 salariés travaillant dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement. Il a notamment mis en évidence une utilisation abusive des véhicules de services. La rationalisation de

---

<sup>1</sup> Entretien le 4 avril 2005 avec Lucie VERCHERE-TORTEL, chargée de mission à l'espace des Temps du Grand Lyon

cette utilisation s'oppose néanmoins à des problèmes de management interne, le véhicule de service et son utilisation pour des besoins privés étant perçus comme des avantages acquis par les salariés. La principale solution retenue actuellement est de financer à hauteur de 40% les abonnements aux transports en commun. On projette en outre d'inciter le covoiturage et les modes de déplacements doux.

- *La participation aux projets urbains*

### *Les pôles d'interconnexion*

L'Espace des Temps participe à des projets localisés sur les pôles d'interconnexion de la ville (inscrits dans le PDU).

- Le pôle Gorges de Loup dans le 9<sup>ème</sup> arrondissement (17 000 voyageurs)

Ce lieu polarise de nombreux déplacements (trains, bus, métro, taxi, parc relais). Le cahier des charges ayant été élaboré, le PREDIT a lancé un appel à recherche sur les pôles d'échanges. Le 9<sup>ème</sup> arrondissement lyonnais était candidat mais les élus n'ont pas suivi la démarche. Le projet est donc actuellement bloqué.

- Le pôle Meyzieu

Ce pôle est situé au terminus de la future ligne de tramway *Lea* (de la Part-Dieu à Meyzieu) qui sera mise en service en 2006. Aujourd'hui seulement 400 voyageurs y transitent mais la fréquentation devrait augmenter. Ce pôle est situé dans une zone industrielle. En complémentarité de l'arrivée du tramway, il accueillera un parc relais. Un projet de services a été lancé par le comité technique auquel l'espace des temps participe. Mais ses propositions ne sont pas retenues, apparaissant comme trop innovantes. Actuellement, seuls une sandwicherie et un tabac-presse ont été créés.

### *Le projet mobilité scolaire de Neuville-sur-Saône*

L'Espace des Temps est intervenu sur sollicitation du Maire. Il pilote le projet. Cette commune de 7 000 habitants regroupe de nombreux équipements scolaires qui desservent 14 communes. 3 200 élèves affluent chaque jour. De nombreux encombrements sont générés par cette concentration.

L'espace des temps a missionné une urbaniste pour l'élaboration du diagnostic fondé sur une enquête réalisée auprès des élèves et parents d'élèves (1000 retours).

Les pistes d'action proposées sont les suivantes :

- travailler avec les parents d'élèves et l'éducation nationale pour décaler les horaires de cours des établissements ;
- réorganiser la signalétique ;
- créer des pistes cyclables et des parcours temporels pour les piétons afin de favoriser les modes de déplacement doux ;
- Créer des modes de déplacements alternatifs (un pédibus a été mis en place et un système de covoiturage est à l'étude) ;
- Enfin, sensibiliser et communiquer pour inciter l'usage de ces modes doux et alternatifs.

La réussite du projet a résidé dans la construction du dialogue entre acteurs. L'espace des temps a également tenu un rôle de « facilitateur » en apportant la bonne information au bon moment.

○ *Les expérimentations sur le thème « temps, territoires et entreprises »*

*Le projet EQUAL/Agefos-Pme « articuler les temps pour développer les compétences » : Lyon Gerland*

L'espace des temps est partenaire et financeur. Il participe au comité de pilotage avec Agefos-Pme. Un diagnostic territorial a été effectué par un consultant. Ce diagnostic a été alimenté par des cartes chronotopiques (réalisées par A. GUEZ) qui ont participé à la crédibilisation technique de l'espace des temps. Certaines études ont été conduites par l'Espace des Temps portant sur les équipements commerciaux et publics, les services, l'offre en transport, l'accessibilité (variations hebdomadaires, saisonnières...).

Les pistes d'actions entrevues sont :

- l'interface transport/territoire ;
- l'accueil des populations temporaires (lors des manifestations sportives et de loisirs notamment) ;
- l'organisation d'une journée du temps qui réunirait les habitants (via les conseils de quartiers) et les populations temporaires (les salariés) ;
- la gestion de la mobilité événementielle.

Les volets « entreprises » et « salariés » ont été traités par Agefos-Pme. Il s'agissait d'organiser le dialogue territorial entre salariés, entreprises et collectivité territoriale afin de trouver des solutions pour atteindre un triple objectif : qualité de vie des salariés, attractivité du territoire et compétitivité des entreprises.

Les mesures prises sont variées :

- la création de services aux salariés,
- la création d'une crèche interentreprises en partenariat public-privé,
- la formation aux entreprises sur les questions temporelles (notamment pour les entretiens d'embauche),
- et la mise en ligne d'informations sur les services publics (le site Internet sera géré par la Mairie du 7<sup>ème</sup> arrondissement).

*Le Projet « temps des territoires et des entreprises » à Champ du Pont*

La démarche « temps des territoires et des entreprises » a été déclinée à Champ du Pont, à l'initiative du Ministère du travail et de la CGT. Le travail a porté sur la mobilité des salariés, les modes de garde d'enfants et les conditions de travail. L'espace des temps participe au comité de pilotage technique sur demande de la CGT. La mise en œuvre du projet sera confiée à Agefos-Pme.

➤ *Le bureau des temps de Rennes : participation à titre consultatif<sup>1</sup>*

○ *Documents de planification*

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) étant en cours de révision, le bureau a été sollicité à titre consultatif par le Président du pays de Rennes pour participer à un atelier prospectif en mars 2005.

Le bureau des temps n'a pas participé à l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains (PDU). Il a toutefois émis un avis pour un projet de covoiturage en mai 2003. Une collaboration a été envisagée qui n'a pas été suivie d'effet.

○ *Projet urbain*

En septembre 2004, le bureau des temps a émis un avis favorable sur le renouvellement du projet urbain 2010-2015.

➤ *La contribution de la mission des temps de Saint-Denis dans le domaine des transports<sup>2</sup>*

La mission des temps a mis en place un partenariat dans le cadre d'un travail portant sur la navette RATP 552 et les autres modes de transport collectifs de la Plaine de Saint-Denis. Les entreprises ont été parties prenantes du projet par la création de navettes destinées à leur personnel. Le projet actuel est de créer un service de bus global qui serait composé des navettes RATP et des navettes privées, le manque se situant essentiellement au niveau inter-quartier.

➤ *Gironde : l'inscription de la démarche temporelle dans les projets de développement durable<sup>3</sup>*

○ *L'axe « temporalités » d'Agenda 21*

Un groupe de pilotage a élaboré un diagnostic et conduit des études prospectives sur les temporalités. Ce travail a abouti à l'inscription d'un axe « temporalités » au sein de l'Agenda 21 départemental. Une première phase de consultation interne au Conseil général a été mise en place, composée de 3 sessions de 2 heures portant sur les horaires de travail, les services et équipements et les problèmes d'aménagement. De cette consultation a résulté le projet de lancer une étude chronotopique sur l'ensemble du territoire et les pistes de réflexions suivantes<sup>4</sup> :

- articuler les cycles :
  - politiques / administratifs / usagers, etc.
  - projet / réalisation / action, etc.

<sup>1</sup> Entretien le 12 avril 2005 avec Evelyne REEVES-COUTAND, chargée de mission au bureau des temps de Rennes.

<sup>2</sup> Entretien le 7 avril 2005 avec Patrick VASSALLO, élu en charge de la délégation aux temps de la ville.

<sup>3</sup> Entretien le 31 mars 2005 avec Anne-Marie MONOMAKHOFF, directrice des études au Conseil Général de Gironde et directrice des études sur les temporalités.

<sup>4</sup> PowerPoint présenté lors de l'assemblée générale des ateliers de pré-diagnostic interne le 11 mars 2005

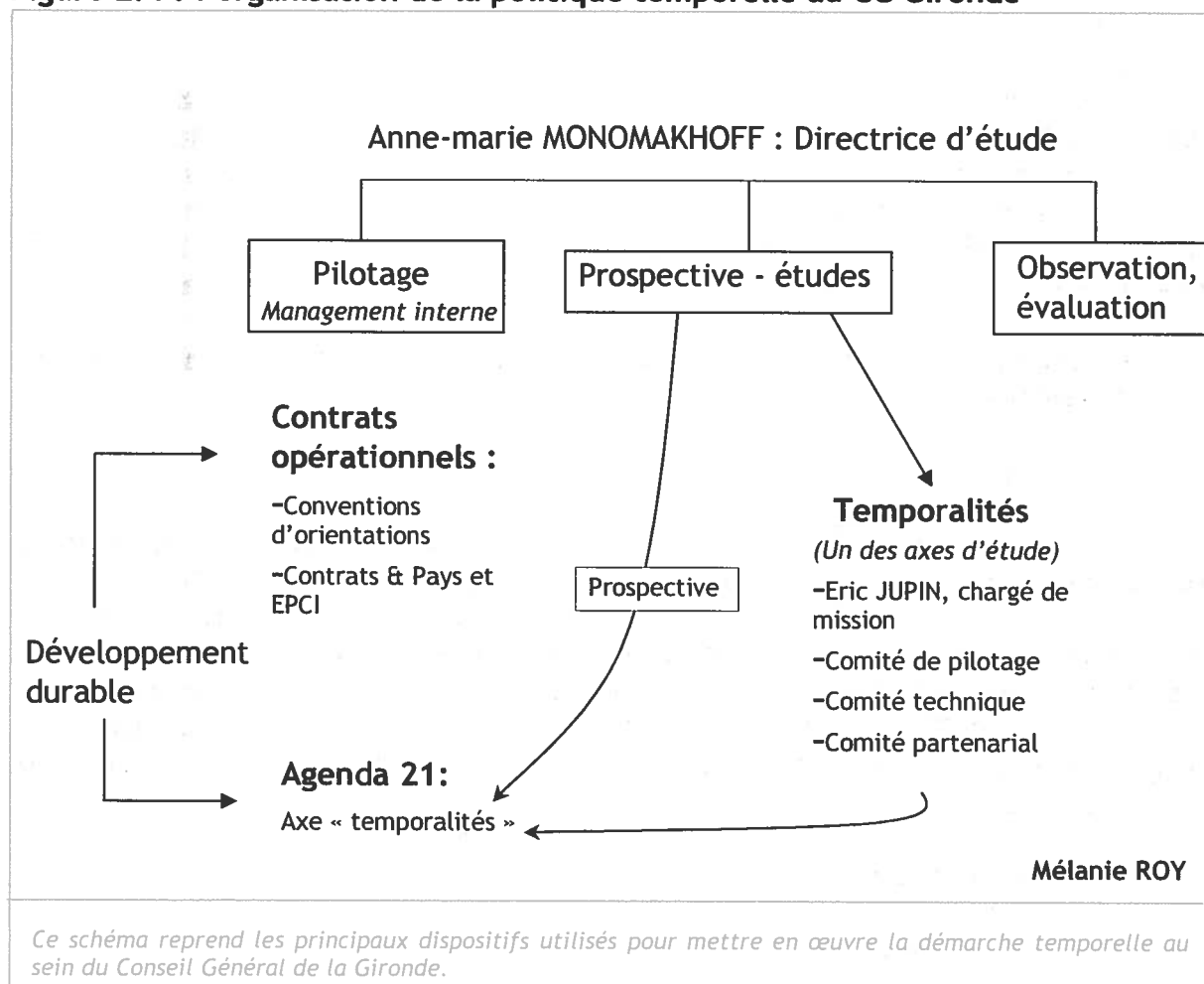
- adapter les services départementaux à l'évolution des demandes des Girondins et en faciliter l'accès
- s'inscrire dans une perspective de mutualisation des moyens et de durabilité.

La seconde phase de consultation a inclus des partenaires extérieurs, notamment les Pays et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) du département. Le cahier des charges de l'axe « temporalités » de l'agenda 21 est actuellement en cours d'élaboration.

#### o Les conventions de développement durable (CDD)

Les CDD sont passées entre le Conseil Général et les Pays ou EPCI du département. L'objectif est de passer d'une logique de financement à une logique de projet. Un système de bonifications (majoration de subventions) portant sur certaines actions, notamment dans le cadre de la problématique des temporalités, a été créé.

**Figure 2.4 : l'organisation de la politique temporelle au CG Gironde**



### 2.2.3 Les outils pour appréhender et représenter les espaces-temps

#### ➤ *Représentations cartographiques des espaces-temps*

Les cartes chronotopique sont des représentations des espaces-temps. Plusieurs types de cartes ont été créés en fonction des variables utilisées, du mode de représentation et du support choisi :

- collection de cartes représentant une variable sur un territoire à différents moments de la journée/semaine/année ;
- carte d'accessibilité représentant une variable temps sur un territoire à un moment donné ;
- carte animée que nous ne pourrions illustrer ici<sup>1</sup>.

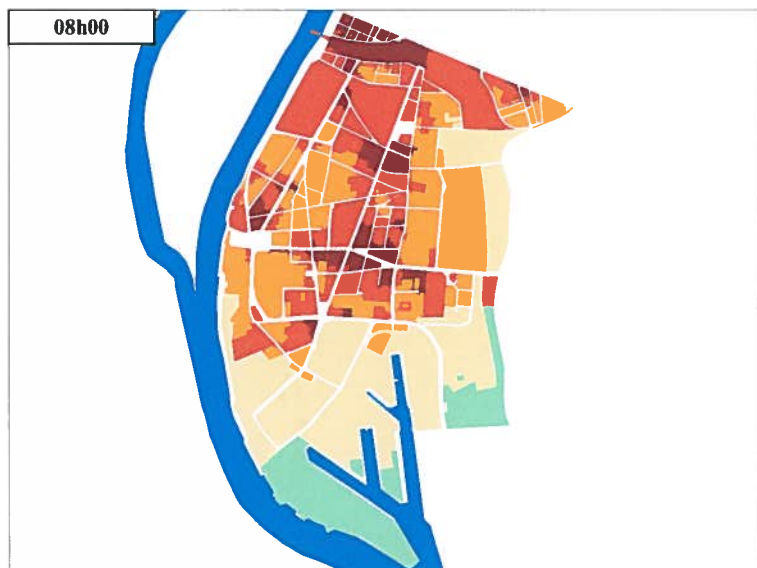
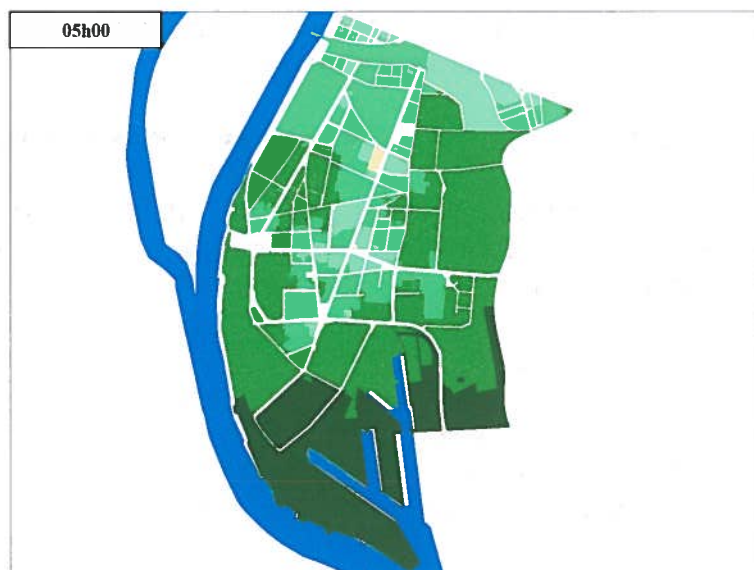
Les exemples ci-après illustrent les deux premiers types de carte.

---

<sup>1</sup> Des cartes de ce type sont en ligne sur le site de la Maison du Temps et de la Mobilité : [www.maisondutemps.asso.fr](http://www.maisondutemps.asso.fr)

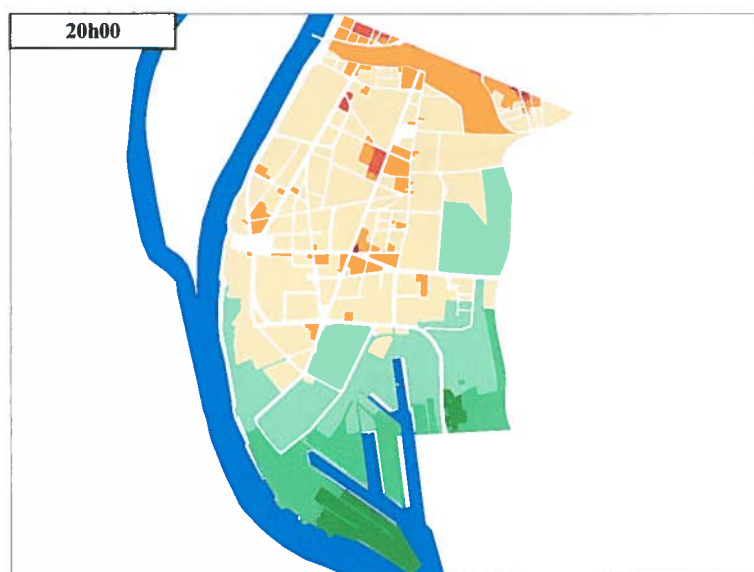
## Collection de cartes

**Figure 2.5 :**  
l'accessibilité des parcelles  
en transports en commun



Seules trois des 24 cartes initiales sont présentées à titre illustratif, représentant l'accessibilité des parcelles en transports en commun par heure dans le quartier Gerland (Lyon). Le même travail a été effectué sur la proximité des commerces par parcelle et sur les horaires d'ouverture des commerces.

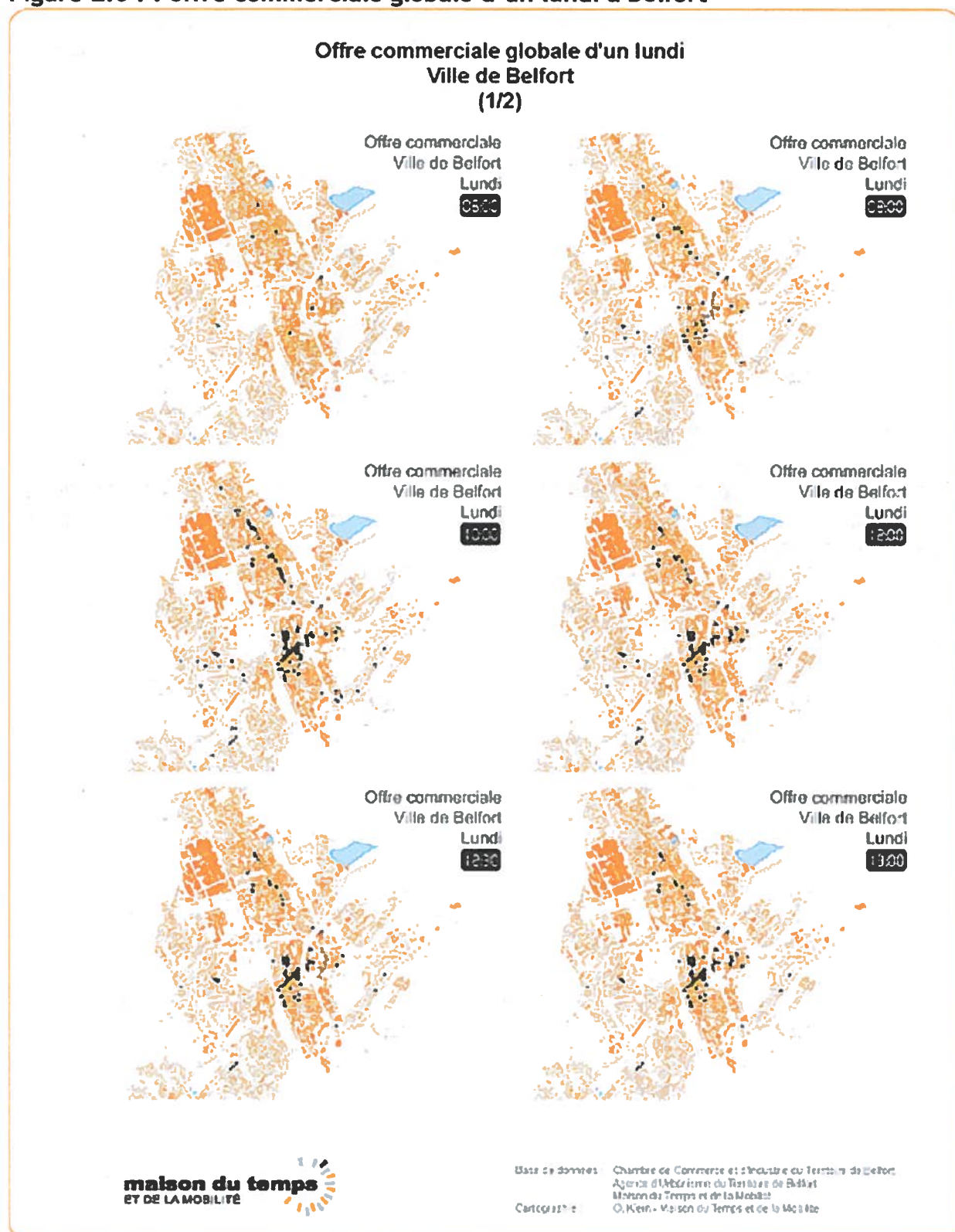
Accessibilité des parcelles  
en TC



Source :  
Chronotopes de Lyon - Gerland  
*Chronotopies* © Paris, novembre  
2003

(PowerPoint disponible sur  
[www.espacedestemps.com](http://www.espacedestemps.com))

Figure 2.6 : l'offre commerciale globale d'un lundi à Belfort

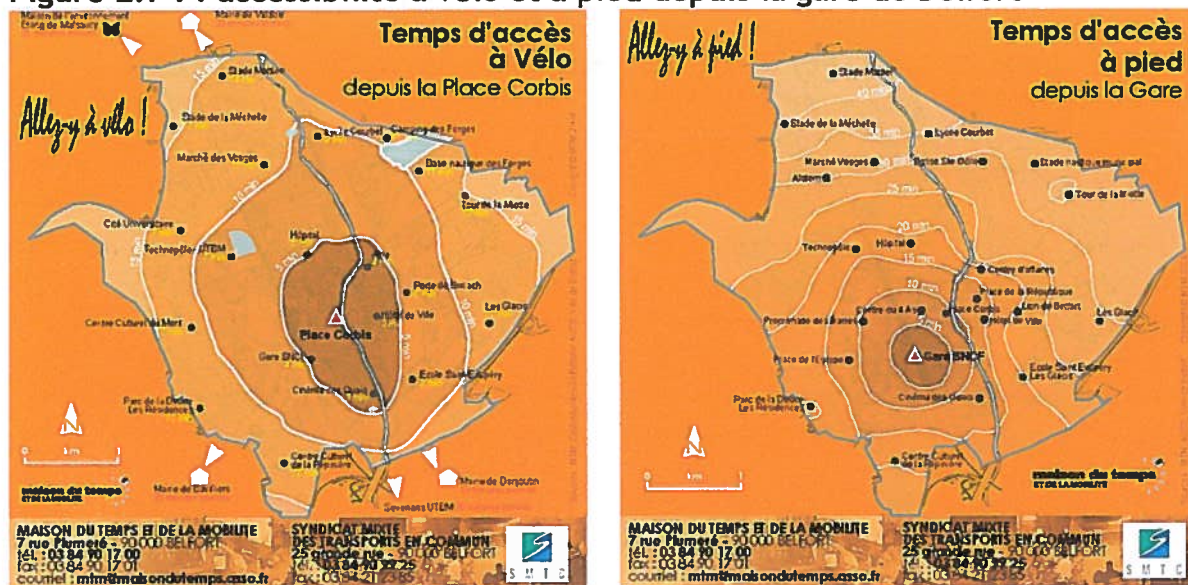


Source : [www.maisondutemps.asso.fr](http://www.maisondutemps.asso.fr)

Dans la même perspective que les exemples précédents, cette collection de cartes représente la variation dans le temps de l'offre commerciale de Belfort selon les horaires d'ouverture des commerces.

## Cartes d'accessibilité (isochrones)

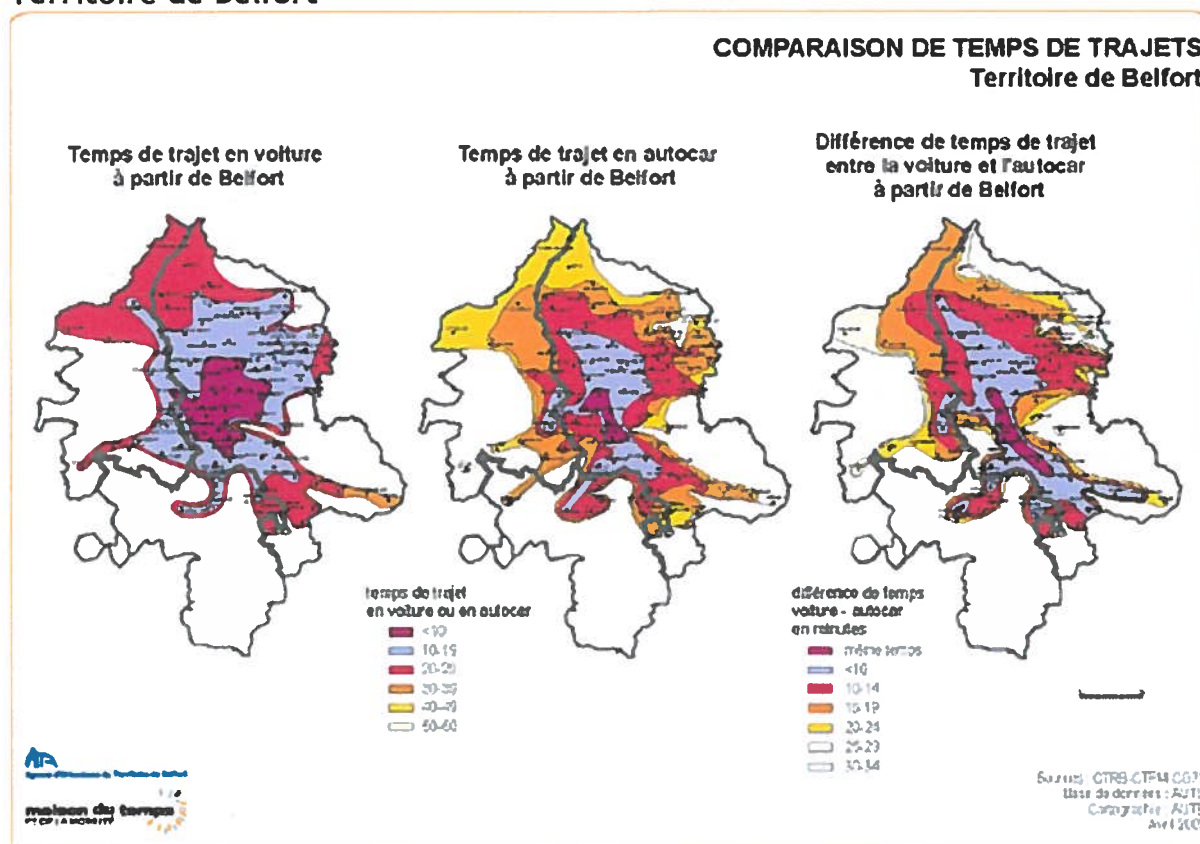
Figure 2.7 : l'accessibilité à vélo et à pied depuis la gare de Belfort



Source : [www.maisondutemps.asso.fr](http://www.maisondutemps.asso.fr)

Ces cartes, représentant l'accessibilité de Belfort (à pied et à vélo) à partir de la gare, sont destinées à sensibiliser le grand public à l'utilisation des modes de déplacement doux.

Figure 2.8 : comparaison des temps de trajet en voiture et en autocar sur le Territoire de Belfort



Source : [www.maisondutemps.asso.fr](http://www.maisondutemps.asso.fr)

Les cartes d'accessibilité peuvent être utilisées pour comparer différents modes de transport comme l'illustre ce dernier exemple sur le territoire de Belfort.

➤ *La démarche exploratoire pour appréhender la dimension nocturne*

La dimension nocturne peut être étudiée au moyen des cartes que nous venons de présenter. Toutefois, d'autres approches consistant à appréhender la nuit, espace-temps peu connu jusque là, se multiplient sur les territoires, présentant une dimension empirique et sensible à travers une démarche que nous pouvons qualifier d'exploratoire.

Nous avons précédemment cité l'exemple de Saint-Denis et de sa « randonnée nocturne ». Evoquons à présent un travail coordonné par Luc GWIAZDZINSKI dans une dizaine de villes : Paris, Rome, Sarajevo, Helsinki, Cracovie, Thessalonique, Porto, Oviedo, Bruxelles et Lyon. L'idée de départ des « traversées nocturnes »<sup>1</sup> était d'« éprouver la nuit urbaine plutôt que d'y réfléchir de jour ». Plusieurs convictions fondaient également le projet :

- « La nuit a des choses à dire au jour.
- La mobilité permet de relire la ville, ses contradictions, ses tensions et ses potentialités.
- Explorer la nuit permet d'identifier des germes du futur des villes ».

Les randonnées nocturnes prenaient part à un programme plus global comprenant une enquête internationale sur les services de mobilités nocturnes (organisée par le PREDIT et la Maison du Temps et de la Mobilité) et le lancement d'expérimentations.

Les traversées ont mis en évidence des contextes et des nuits différentes d'une ville à une autre. Néanmoins, notre propos n'est pas de revenir sur les résultats mais de décrire la démarche mise en œuvre.

Le travail se voulait avant tout collectif. Des équipes de traversée ont pour cela été constituées. Les différentes phases de la méthodologie ont été effectuées exclusivement en groupe :

- des conférences introductives,
- la traversée à proprement parler avec la récolte de témoignages auprès des personnes rencontrées,
- des séances de créativité destinées à esquisser les premières pistes de réflexion.

---

<sup>1</sup> Luc GWIAZDZINSKI, 2004, PowerPoint « Traversées nocturnes », Maison du temps et de la mobilité & Communauté Urbaine du Grand Lyon. Disponible en ligne sur [www.espacedestemps.com](http://www.espacedestemps.com)

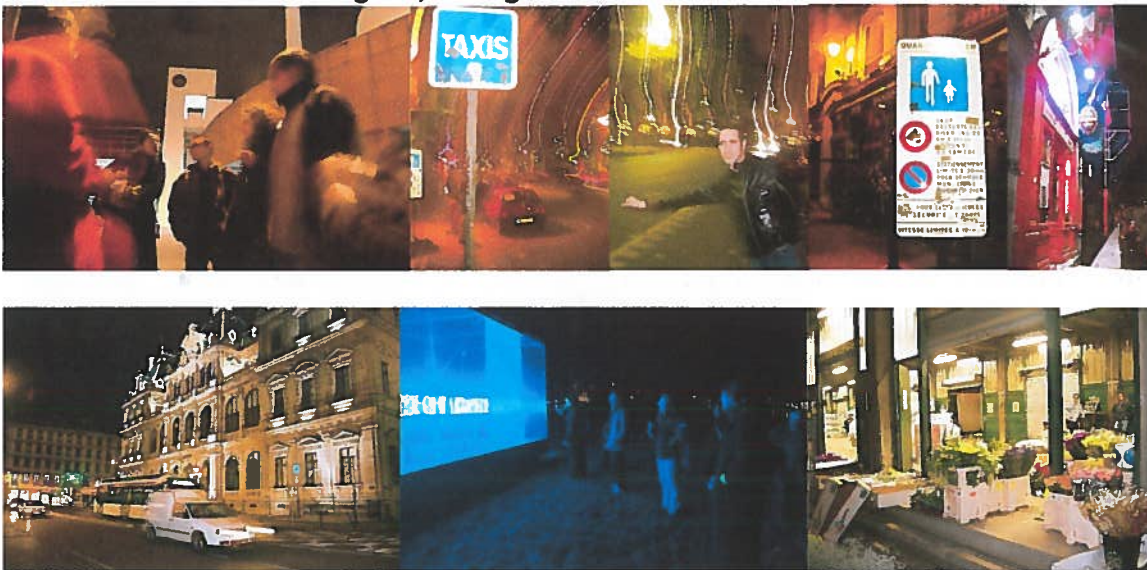
## Exemple de la traversée nocturne de Lyon<sup>1</sup>

Le groupe a suivi des itinéraires définis au préalable.



Figure 2.9 : itinéraires de la traversée nocturne de Lyon

La traversée qui dure toute la nuit est filmée, photographiée, les personnes rencontrées sont interrogées, enregistrées.



La synthèse des observations est effectuée le lendemain même, en groupe.



<sup>1</sup> Les photos et documents sur la traversée de Lyon ont été réalisés par la Maison du Temps et de la Mobilité et par la Communauté Urbaine du Grand Lyon. Un PowerPoint est disponible en ligne sur [www.espacedestemps.com](http://www.espacedestemps.com)

### III. Les limites de la contribution des bureaux des temps et le déficit de relations avec les aménageurs

#### 3.1 Les limites de la contribution des bureaux des temps

Bien qu'existant sur certains territoires, la contribution des bureaux des temps aux projets d'aménagement et documents de planification est pourtant peu développée dans l'ensemble. Cette contribution est en outre très variable :

- De la simple consultation (le SCOT et le projet urbain à Rennes ; le SCOT du Grand Lyon)
- au pilotage d'un projet (le PDE du Grand Lyon Institution; l'Agenda 21 en Gironde),
- en passant par différentes formes de participation (implantation d'un équipement intergénérationnel au sein du GPRU de la Porte de Vincennes à Paris ; organisation d'un partenariat public-privé dans le domaine des transports sur la Plaine de Saint-Denis).

Demeurant dans une logique d'expérimentation, les actions sont dans l'ensemble peu généralisées. De même, les outils de représentation des espaces-temps restent expérimentaux. De plus, l'intervention des bureaux des temps se situe rarement en amont des projets d'aménagement, de sorte que l'aspect temporalité n'est pas appréhendé en tant qu'élément structurant du territoire au même titre que l'espace. A ce sujet, un des objectifs des bureaux des temps est de capitaliser leurs expériences, y compris celles conduites en aval des projets, pour les réintroduire dans les cahiers des charges, en amont d'autres projets<sup>1</sup>.

Outre le manque de moyens financiers et humains, ces freins à la contribution des bureaux des temps aux projets d'aménagement et aux documents de planification s'expliquent par le déficit de relations entre les deux acteurs.

#### 3.2 La difficulté des relations entre bureaux des temps et aménageurs

Selon le questionnaire distribué aux neuf cas d'étude, tous les bureaux des temps collaborent avec des aménageurs (tableau 2.7).

---

<sup>1</sup> Cet objectif a été affirmé par le groupe de travail « temps, territoires et aménagement » de l'association Tempo territorial à l'occasion des « Temporelles de Printemps », journées d'études organisées les 16 et 17 juin 2005.

**Tableau 2.7 : les aménageurs en collaboration avec les bureaux des temps**

	services des collectivités	Agences d'urbanisme/ de développement	Autre
Grenoble		X	
Paris		X	
Rennes	X	X	
Saint-Denis	X		Cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage urbain
CU Grand Lyon	X	X	Sytral (Syndicat des transports de l'agglomération lyonnaise)
CU Grand Nancy			De manière ponctuelle, notamment avec les aménageurs du nouvel espace gare
CA Poitiers	X		
MTM Belfort	X	X	Syndicats d'aménagements de zones industrielles et commerciales
CG Gironde	AR	AR	AR

\* AR : absence de réponse

Source : questionnaire Mélanie ROY, 2005

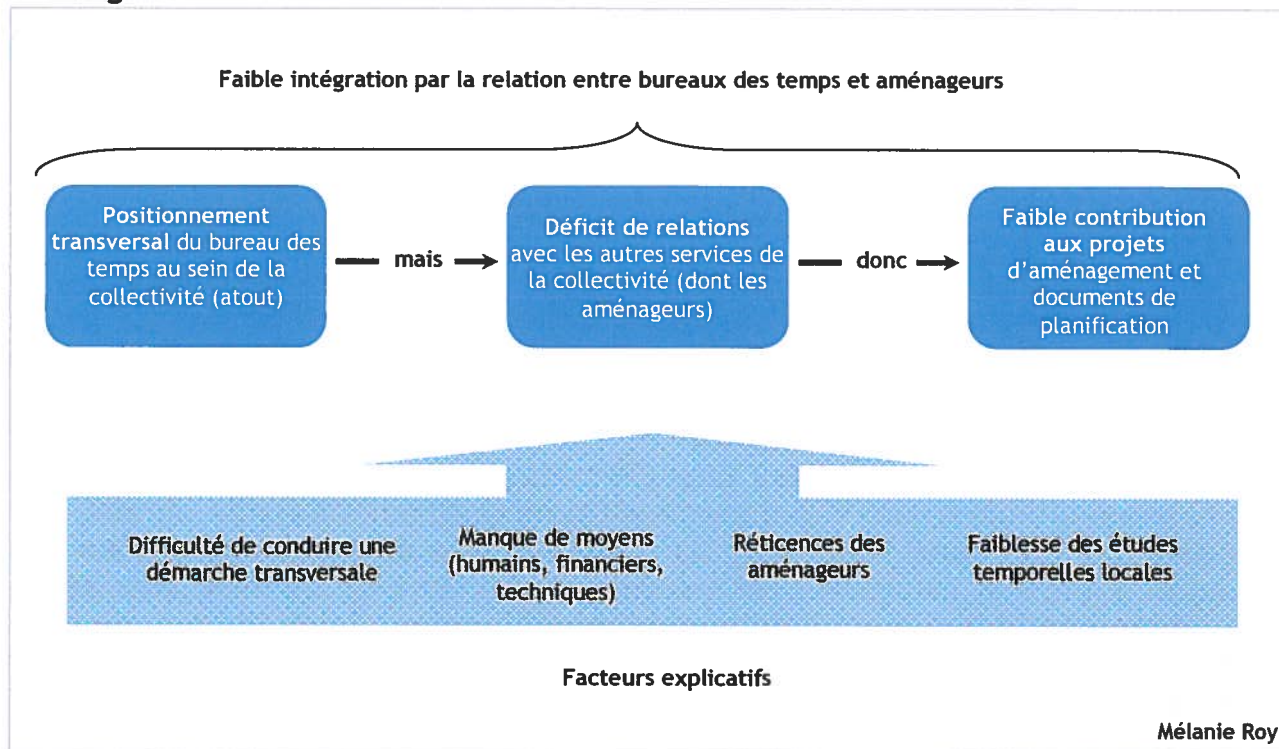
Bien que les liens existent la plupart des personnes en charge des bureaux des temps affirment que ceux-ci sont insuffisants et difficiles à établir. Au sein des collectivités territoriales, les bureaux des temps sont donc peu sollicités par les autres services et notamment par les aménageurs, faute de reconnaissance et de légitimité suffisante. Pour initier ou participer à un projet, il procède donc souvent par auto-saisine, sur la base d'un besoin exprimé (par des habitants notamment), ou pas. Nous avons déjà démontré que le caractère transversal de l'approche temporelle induit une position délicate du bureau des temps par rapport aux autres services de la collectivité. La relation est d'autant plus ambiguë avec les aménageurs que les deux démarches poursuivent des objectifs communs et interviennent dans les mêmes domaines.

Quand il existe une collaboration entre le bureau des temps et les aménageurs, elle repose le plus souvent sur des relations d'individu à individu. Dans le 12<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, les liens entre le bureau des temps et le service urbanisme reposent sur Vanessa THOMAS et un chargé de mission au service Urbanisme. De même à la Communauté Urbaine du Grand Lyon, Lucie VERCHERE-TORTEL bénéficie d'un à priori positif et d'une certaine crédibilité pour avoir auparavant travaillé au CERTU. La nature de ces relations, non institutionnalisées, implique *à priori* une certaine souplesse et une grande liberté d'action du bureau des temps. Néanmoins, elle les fragilise également.

La faiblesse, voire l'absence de liens entre les aménageurs et les bureaux des temps explique que l'intervention de ces derniers peut être informelle, comme celle de l'Espace des Temps du Grand Lyon dans le PDU et dans certains comités techniques du SCOT.

## Pour résumer le chapitre...

**Figure 2.10 : le manque de collaboration entre bureaux des temps et aménageurs**



## Chapitre 5 :

### Les pistes de progrès pour une démarche plus intégrée

- I. L'appui sur des partenaires extérieurs à la collectivité
- II. L'intégration du temps et de l'espace par la construction d'un dialogue territorial
- III. Bureau des temps et structure associative

## I. L'appui sur des partenaires extérieurs à la collectivité

*En première partie de ce mémoire, nous avons rappelé, le rôle d'impulsion du niveau national, le relais pris par l'Europe (financement du FSE) et la diffusion de la démarche temporelle par le biais de réseaux. A l'échelle de chaque territoire local, le bureau des temps s'appuie en outre sur des partenaires extérieurs qui assurent le lien entre l'administration locale et les autres acteurs des territoires. L'utilisation de « relais » esquisse une première piste de progrès vers un aménagement intégrant temps et espace.*

### 1.1 Le système associatif, relais entre le bureau des temps et le territoire

Si les relations avec les aménageurs sont ténues, les bureaux des temps travaillent avec des associations sur de nombreux projets, notamment dans le domaine de la petite enfance. Cette intervention des associations apparaît même parfois nécessaire.

A titre d'exemple, le bureau des temps du 12<sup>ème</sup> arrondissement de Paris a initié un projet d'équipement intergénérationnel au sein du GPRU de Vincennes (annexe 6). Deux associations (« La Maison Ouverte » et « ABC Puériculture » toutes deux spécialisées dans les modes de garde d'enfants), ont joué un rôle primordial sans lequel le projet n'aurait probablement pas été retenu. L'appui de ces deux partenaires a contribué à crédibiliser le projet, en particulier aux yeux des autres services de la collectivité.

A Rennes, le bureau des temps soutient les associations porteuses de projets. « Parentdom », qui réunit des professionnels de la petite enfance, travaille sur les modes de garde d'enfants en cas d'urgence et propose un service dont le coût varie entre 1,5 et 9 euros/heure en fonction du revenu du ménage. L'association « Calais » est une crèche interentreprises qui fonctionne en horaires élargis dans les zones d'activités : chaque enfant peut être accueilli 10 heures par jour. Le bureau des temps n'est pas l'initiateur des projets mais il les soutient.

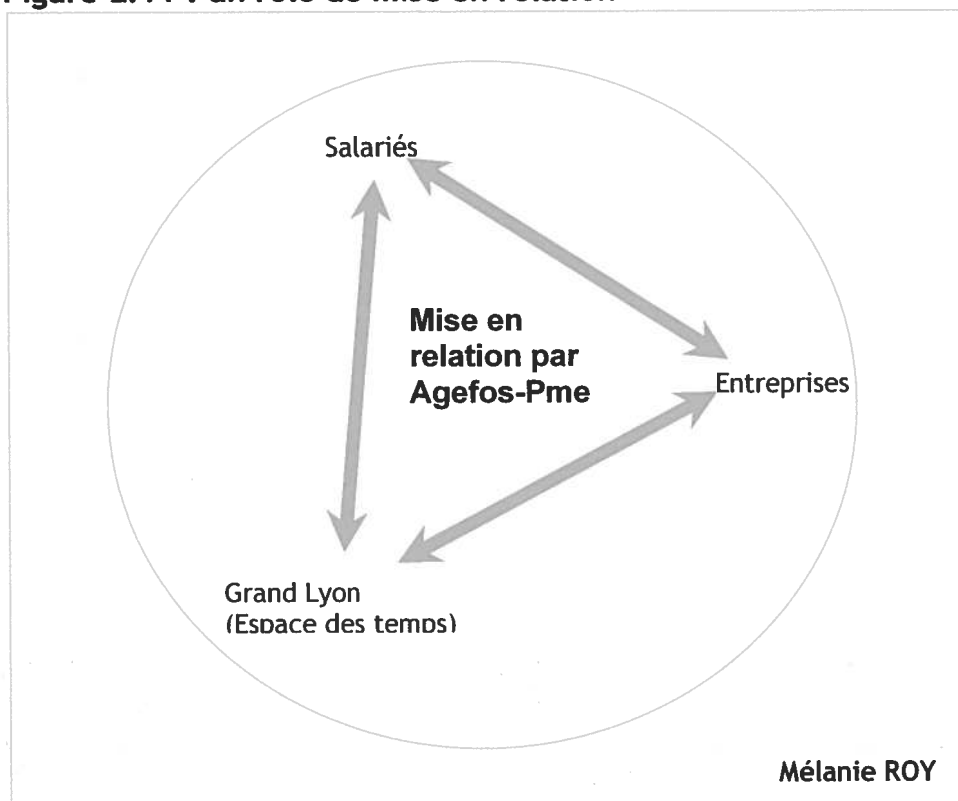
Selon les témoignages de plusieurs personnes en charge des bureaux des temps, la présence des associations rend plus crédibles les initiatives et s'avère déterminante pour mener à bien de nombreux projets. Elle légitime les actions, y compris aux yeux des autres services de la collectivité et, de manière générale, elle a une fonction de relais entre le bureau des temps et les acteurs du territoire.

## 1.2 Agefos-Pme en Rhône-Alpes, relais entre collectivité territoriale, entreprises et salariés

Plusieurs facteurs ont contribué au déclenchement des expériences conduites par Agefos-Pme en Rhône-Alpes. Outre la mission d'Agefos-Pme qui accompagne les entreprises dans les problématiques des salariés ainsi que l'émergence d'une question nouvelle, à travers la mise en relation des entreprises et des salariés par le biais d'un dialogue social renouvelé, les expériences sont également nées de la convergence entre la volonté d'Agefos-Pme et une volonté politique, celle de la Communauté Urbaine du Grand Lyon (notamment l'Espace des Temps).

Le succès du projet résulte notamment de la mise en relation des chefs d'entreprises, des salariés et de la collectivité territoriale. Agefos-Pme a joué un rôle de facilitateur dans la construction de ce lien, en mettant en évidence les intérêts réciproques des parties prenantes : qualité de vie des salariés, attractivité du territoire et compétitivité des entreprises.

**Figure 2.11 : un rôle de mise en relation**



## 1.3 Des liens avec les chercheurs et les étudiants

Des partenariats entre équipes de recherche universitaires et bureaux des temps existent déjà. Les intérêts sont réciproques. A titre d'exemple, L'expérimentation de nouveaux horaires et rythmes scolaires conduite à l'Ecole Sonia Delaunay a été l'occasion d'un partenariat entre le bureau des temps de

Rennes et une équipe de chercheurs de l'Université de Tours, spécialisée en chronopsychologie. Le bureau des temps a ainsi bénéficié du savoir-faire issus des recherches conduites depuis plus d'une vingtaine d'années par l'équipe de François TESTU. Pour ce dernier, l'école Sonia Delaunay constitue une opportunité pour confronter ses recherches à une nouvelle expérimentation.

De manière générale, des liens sont créés entre université et bureaux des temps, notamment par le biais de stagiaires provenant de 3<sup>ème</sup> cycles spécialisés en aménagement/urbanisme. C'est peut-être là l'une des meilleures entrées pour développer un aménagement/urbanisme tenant compte des temporalités en amont des projets.

Une plus grande synergie entre les deux milieux pourrait néanmoins accroître les bénéfices pour les bureaux des temps, par exemple en matière d'études locales temporelles qui restent aujourd'hui insuffisantes sur les différents territoires.

Enfin, soulignons le cas du comité scientifique de l'espace des temps du Grand Lyon, dirigé par Franck SHERRER, également directeur de l'Institut d'Urbanisme de Lyon. Cela traduit la volonté d'une plus grande territorialisation de la démarche temporelle, d'une meilleure intégration des approches spatiale et temporelle.

## II. L'intégration du temps et de l'espace par la construction d'un dialogue territorial

*Outre un nouveau regard porté sur la société, l'innovation émanant des bureaux des temps est aussi méthodologique, à travers les efforts poursuivis pour la construction d'un dialogue entre les multiples acteurs des territoires. Ce dialogue social territorial constitue la seconde piste de progrès concourant au développement d'un aménagement plus intégré des territoires.*

### 2.1 La construction d'un dialogue social territorial

La concertation est l'un des fondements de la démarche temporelle. Comme nous l'avons déjà expliqué, trouver des solutions pour concilier les multiples temporalités qui coexistent sur un territoire induit nécessairement la prise en compte du point de vue de chaque acteur. Au-delà, les expériences mises en œuvre dans tous les domaines ont démontré que la concertation favorisait l'appropriation des projets, et par là même, leur réussite. En outre, la concertation constitue actuellement un besoin et une demande explicitement formulée par de nombreux citoyens.

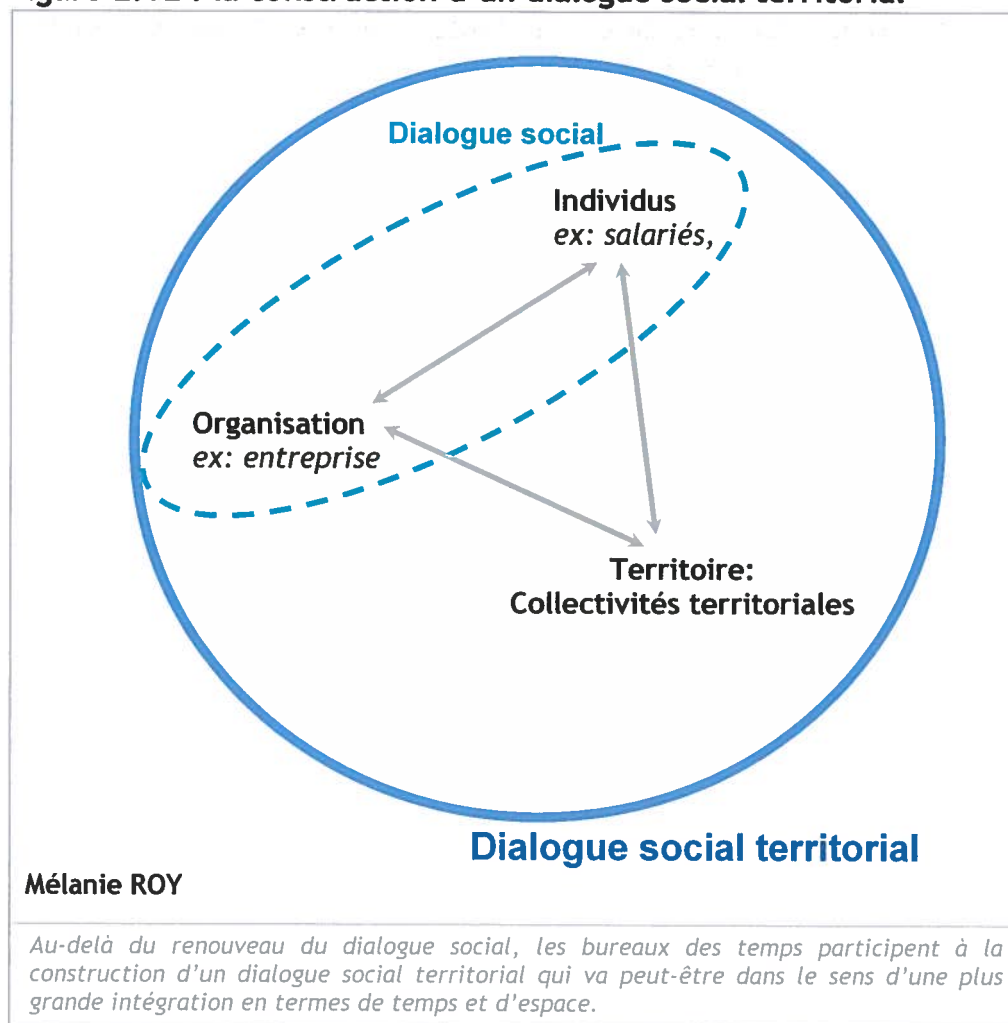
Proximité, démocratie participative, consultation citoyenne, etc... Certains estiment que ces termes participent à un simple phénomène de mode. A contrario, la démarche temporelle s'inscrit pleinement dans un processus de concertation. Mais au-delà du dialogue social, il existe une constante au sein des projets conduits par les bureaux des temps : l'organisation d'un dialogue social territorial qui va peut-être dans le sens d'une plus grande intégration en termes de temps et d'espace (figure 2.12)

Dans les expériences conduites par Agefos-Pme en Rhône-Alpes, les syndicats ont d'abord été très surpris de rencontrer un acteur qui, s'attachant au monde des entreprises, ne ciblait pas son projet sur une ou plusieurs branches d'activités. Cette question redondante a toujours obtenu la même réponse : « le projet s'adresse à toutes les entreprises du territoire ». Cette incompréhension première a entraîné une faible participation des syndicats au projet dans un premier temps<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Propos de Marie-Pierre Brunet, conseillère chez Agefos-Pme, recueillis à l'occasion des « Tempor'elles de Printemps » organisées par l'association Tempo Territorial, les 16 et 17 juin 2005.

**Figure 2.12 : la construction d'un dialogue social territorial**



## 2.2 L'organisation tripartite de nombreux projets

Ce schéma triangulaire (figure 2.12) se concrétise, au sein de nombreux projet, par une organisation tripartite.

A Poitiers, un projet relatif aux modes de gardes d'enfants (*Temps-DEM*) a suscité la création d'un groupe permanent de suivi constitué de trois collègues : des communes, des entreprises et des institutions (dont l'Agence des Temps).

Dans un projet lyonnais (à Champ-du-Pont), le démarrage a également été tripartite rassemblant DDTEFP, CGT et élus. D'abord saisi par un syndicat de salariés il a rapidement été élargi à un comité de pilotage où siègent élus, services, entreprises, acteurs sociaux patronaux, salariés et chercheurs.

A Rennes, une commission des « temps sociaux » a été créée au sein du Conseil de développement de l'agglomération et du Pays. Elle réunit élus, employeurs, employés, institutions et associations.

De cette manière, la démarche temporelle s'inscrit dans un partenariat qui se rapproche d'une représentation de l'ensemble des acteurs du territoire, et de ce fait du territoire lui-même.

### III. Bureau des temps et structure associative

*Cette dernière partie met en évidence des contre-exemples jugés significatifs au regard de notre problématique et réinterroge la pertinence du modèle du bureau des temps pour mettre en œuvre une démarche intégrée en termes de temps et d'espace.*

#### 3.1 Contre-exemples

Parmi les neuf bureaux des temps de notre échantillon d'étude, ceux de Grenoble et de Saint-Denis ainsi que la Maison du Temps et de la Mobilité font figure d'exception en ce qui concerne la collaboration avec les aménageurs. En effet, d'après le questionnaire et les entretiens menés auprès des personnes en charge de ces trois structures, les relations avec ces derniers paraissent plus aisées et posent moins de problème que sur les autres territoires.

A Saint-Denis<sup>1</sup>, l'organisation municipale présente manifestement un caractère plus souple que dans les autres collectivités territoriales, ce qui permet à la mission des temps de travailler de manière satisfaisante avec l'ensemble des services de la collectivité.

A Grenoble, le bureau des temps travaille avec l'agence d'urbanisme. Selon le questionnaire, les relations avec les acteurs de l'aménagement/urbanisme sont suffisantes et ne sont pas difficiles à établir, ce qui s'oppose au constat général. Cela s'explique probablement en partie par le fait que la politique temporelle n'est pas conduite dans le cadre d'un bureau des temps à proprement parler, mais dans celui d'une structure informelle, composée de quatre personnes occupant leurs postes dans différentes directions de la collectivité et à différents niveaux :

- une conseillère municipale,
- un directeur général de l'administration générale et des relations extérieures,
- une responsable secteur travaillant dans le cadre du Projet d'intérêt Communautaire URBAN,
- et une chef du service des projets transversaux, chargée du dossier « temps des villes »

Enfin, concernant la Maison du Temps et de la Mobilité, sa structure associative explique en grande partie les nombreuses différences que nous pouvons constater entre celle-ci et les bureaux des temps intégrés aux collectivités territoriales. S'agissant d'un cas unique, il est intéressant de se pencher sur ses spécificités.

---

<sup>1</sup> Entretien le 7 avril 2005 avec Patrick VASSALLO, élu en charge de la politique temporelle à Saint-Denis.

### 3.2 Les spécificités de la Maison du Temps et de la Mobilité<sup>1</sup> (MTM) et leurs conséquences sur la démarche conduite

#### ➤ *Structure associative et Mobilité*

La Maison du Temps et de la Mobilité est née d'une démarche de prospective, « Carnets 2010 ». Lors de sa création, la structure associative a été un choix défendu par Luc GWIAZDZINSKI tant au niveau local qu'au niveau national. Comme son nom l'indique, la Maison du Temps et de la Mobilité a également pris le parti de cibler la problématique des déplacements, notamment en raison de spécificités locales : présence d'entreprises du secteur des transports (PSA, ALSTOM) et spécialisation de l'Université dans ce même domaine.

#### ➤ *Conséquences en termes de souplesse, de réactivité*

La souplesse de la structure associative a facilité la construction de liens entre les différents acteurs du territoire et a permis de faire de la Maison du Temps et de la Mobilité un lieu de co-construction. Devenue crédible aux yeux du monde de l'entreprise, elle a notamment élaboré le Plan de Déplacements d'Entreprises de PSA. La MTM travaille aussi avec des centres de vacances, la CGT, l'hôpital, l'Université, etc.

Elle a également noué des liens avec des réseaux : l'AFET, Eurexcter, le réseau Entreprise-Territoire-Développement de la DATAR, l'observatoire international de prospective territoriale, etc. La structure associative permet aussi une grande réactivité pour répondre à des appels à projets.

Douze salariés travaillent à temps complet au sein de la MTM. Son budget annuel est de 800 000 euros (1/4 provenant de l'Aire Urbaine et le reste de programmes européens et de prestations). Comme l'ensemble des bureaux des temps, elle ne bénéficie plus du soutien de la DATAR.

#### ➤ *Une démarche plus intégrée*

Comme sur d'autres territoires, l'entrée par la mobilité a induit une démarche spatialisée, plus intégrée en termes de temps et d'espace. En outre, la MTM a d'emblée réfléchi sur la question de l'échelle pertinente. Le périmètre d'action a évolué du Territoire de Belfort à l'Aire Urbaine. C'est pourquoi la Maison s'appelle depuis peu Maison du Temps et de la Mobilité de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle.

Selon Luc Gwiazdzinski, les collectivités territoriales et les aménageurs de l'aire urbaine ne sont pas réticents face aux actions conduites par la MTM. L'Agence d'urbanisme et la MTM travaillent ensembles dans le cadre d'une convention de partenariat qui organise la mise à disposition réciproque de personnel selon les projets. Une personne de la Direction Départementale de l'Équipement est également mise à disposition de la MTM. Enfin, cette dernière

---

<sup>1</sup> Entretien téléphonique le 11 avril 2005 avec Luc GWIAZDZINSKI, Directeur de la Maison des Temps et de la Mobilité de Belfort.

travaille avec les services d'aménagement/urbanisme des collectivités et des syndicats d'aménagement de zones industrielles et commerciales.

L'objectif de la MTM, de diffuser la démarche temporelle, s'est déjà concrétisé par le biais de la politique Petite Enfance du Conseil Général ainsi qu'au sein du SCOT. Selon Luc Gwiazdzinski, les mécanismes d'appropriation sont à présent visibles, la MTM étant spontanément sollicitée par certains acteurs. Cette influence dépasse en outre l'aire urbaine puisque la MTM participe à des projets européens transfrontaliers (INTERREG) avec la Suisse et conduit des études en Belgique.

Toutefois, la MTM se heurte parfois à des réticences. Selon son directeur, celles-ci sont liées à la liberté de la MTM (qui fait peur) et au manque de lisibilité de la démarche temporelle. Sur ce dernier point, la MTM rejoint donc les difficultés des bureaux des temps dans la mise en œuvre d'une démarche transversale.

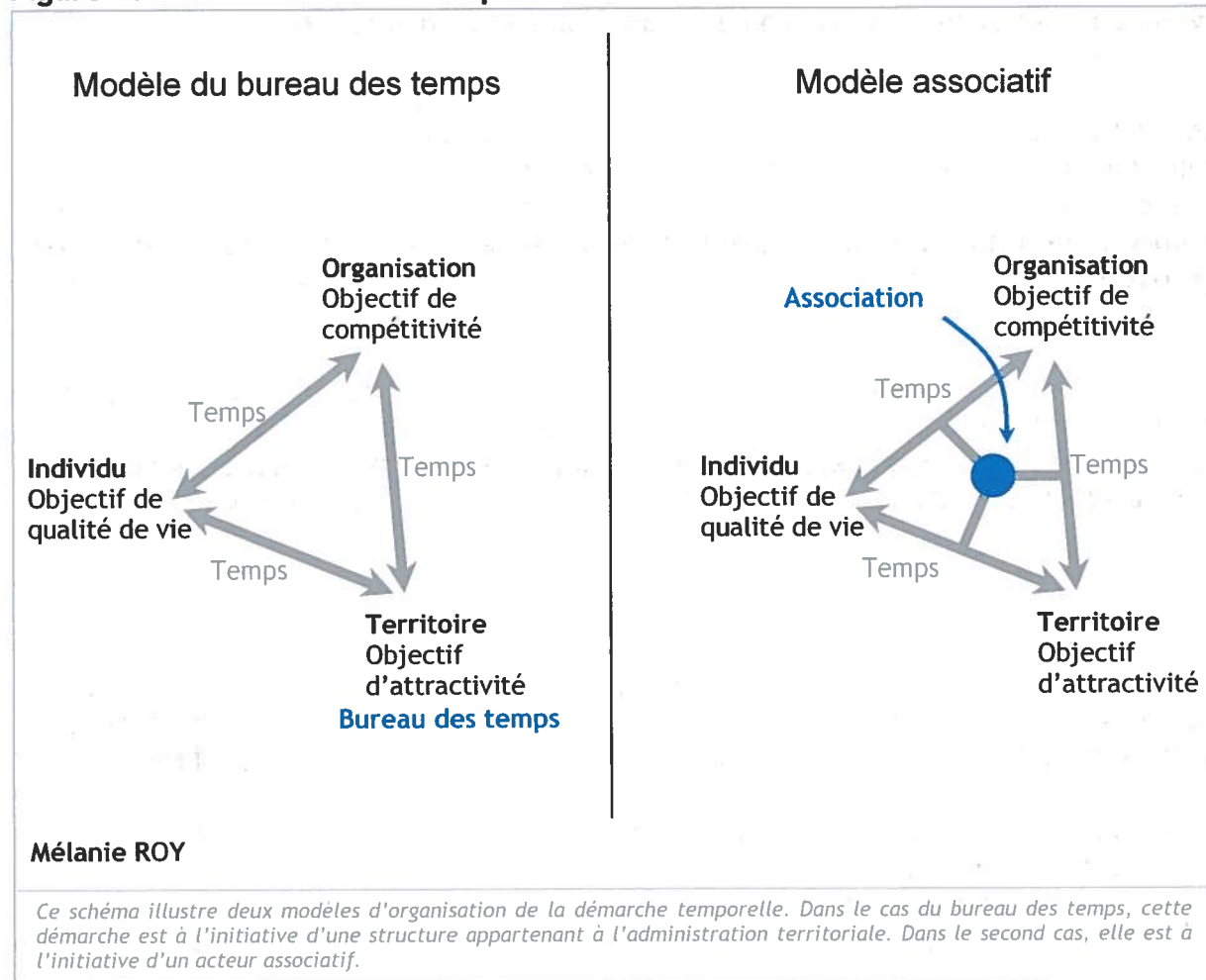
### 3.3 Vers un modèle intégré associatif ?

Considérant d'une part l'importance du rôle des associations dans de nombreux projets conduits par les bureaux des temps, et d'autre part la réussite de la Maison du Temps et de la Mobilité, on peut émettre les hypothèses suivantes :

- Un modèle français de démarche temporelle est esquissé, fondé sur le système associatif.
- Le système associatif contribue au développement d'une démarche plus intégrée en termes de temps et d'espace.

Si la première hypothèse se confirmait, cela remettrait en question la pertinence du modèle du « bureau des temps » intégré à la collectivité territoriale, emprunté par les Français aux Italiens. Soulignons à ce sujet que l'efficacité d'un système dans un lieu ne garantit pas son efficacité en tout autre lieu.

**Figure 2.13 : le bureau des temps et le modèle associatif**



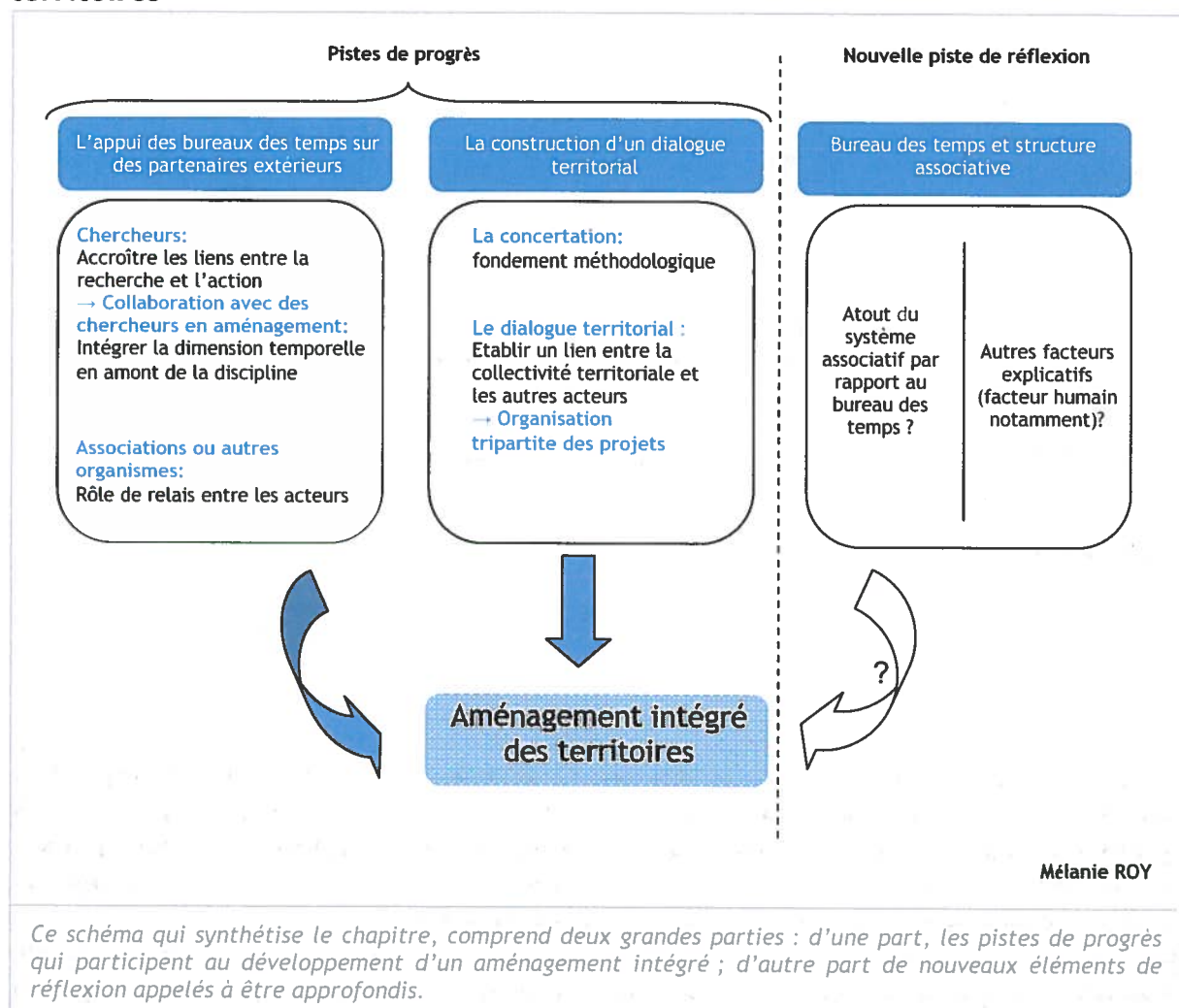
Comme l'illustre les schémas ci-dessus, le « modèle associatif », contrairement au bureau des temps, présente l'avantage de ne pas appartenir à l'un des trois grands acteurs engagés dans la démarche temporelle. On peut penser que cette position plus « neutre », bien que hypothétique, est susceptible de faciliter le dialogue entre les acteurs. De plus, la collectivité territoriale n'est pas scindée en son sein, entre « aménageurs du temps » et « aménageurs de l'espace ». C'est la collectivité dans son ensemble (notamment les aménageurs) qui est interpellée et qui s'engage dans la démarche temporelle.

Néanmoins, le modèle associatif n'étant représenté que par l'un de nos cas d'étude, on ne peut affirmer que le facteur « organisation » explique à lui seul son succès. Les exemples de Saint-Denis et de Grenoble illustrent la possibilité d'une organisation, au sein de l'administration territoriale, favorable au développement d'une démarche intégrée. Par ailleurs, la structure associative n'est peut-être pas le premier facteur de réussite de la Maison du Temps et de la Mobilité. On a notamment souligné le fait que le territoire local présentait des spécificités favorables à l'appropriation d'une démarche spatio-temporelle par l'ensemble de ses acteurs : le thème de la mobilité et des transports est traditionnellement inscrit dans l'espace local. On peut de surcroît envisager d'autres types de facteurs qui ont faiblement été pris en compte dans ce travail de recherche, parmi lesquels

le « facteur humain ». A ce propos, tous les acteurs oeuvrant dans le cadre de la démarche temporelle s'accordent à dire que leur travail constitue à bien des égards un acte de militantisme.

### Pour résumer le chapitre...

**Figure 2.14 : Les pistes de progrès pour un aménagement plus intégré des territoires**



## Conclusion

L'analyse de la démarche conduite par les bureaux des temps ainsi que l'étude des relations entre ces derniers et les aménageurs confirment globalement notre hypothèse principale (figure 2.15). Il y a donc un **décalage entre l'objectif initial de développer une démarche intégrant dimension temporelle et dimension spatiale et la mise en œuvre effective des politiques temporelles au niveau local.**

Figure 2.15 : rappel des hypothèses de la recherche

Champs d'étude	Hypothèses
	<b>Hypothèse principale :</b> Décalage entre l'objectif de développer une démarche intégrée et la mise en œuvre des politiques temporelles par les bureaux des temps
La démarche conduite par les bureaux des temps	<b>Hypothèses secondaires :</b> Une démarche faiblement intégrée
Les relations avec les aménageurs	Un déficit de relations entre bureaux des temps et aménageurs

Mélanie Roy

La démarche conduite par les bureaux des temps (chapitre 3) s'avère peu **intégrée**. Chaque bureau se spécialise en se consacrant à un ou plusieurs domaines privilégiés. A cette première restriction, s'ajoute un triple ciblage des actions menées. En effet, celles-ci visent généralement le secteur public, certains espaces-temps et des problèmes relatifs à des catégories de population, de sorte que les projets présentent rarement une dimension territoriale.

En outre, le caractère innovant de la démarche induit une logique d'expérimentation qui entrave une action globale. Parallèlement, la faiblesse des études temporelles locales restreint la possibilité, pour les bureaux des temps, d'agir en amont des projets. De ce fait, le facteur « temps » n'est pas appréhendé comme élément structurant du territoire au même titre que l'espace.

La faible intégration spatio-temporelle s'explique aussi par l'ancrage local des politiques temporelles. Celles-ci sont en effet le reflet de spécificités locales, de choix effectués par les personnes en charge du bureau des temps et notamment des orientations stratégiques prises par les élus. Dans la mesure où les bureaux des temps sont des structures légères, la formation initiale et le parcours professionnel de ces personnes influent sur la spécialisation de chaque bureau.

En outre, le déficit de relations avec les aménageurs (chapitre 4) constitue un frein à une hypothétique intégration par la collaboration entre les « professionnels du temps » et les aménageurs. Actuellement, la contribution des bureaux des temps aux projets d'aménagement et aux documents de planification est inégale d'un territoire à un autre et très limitée dans l'ensemble. Les bureaux des temps sont confrontés à des réticences de la part des aménageurs et plus généralement de la part de nombreux acteurs. Le caractère innovant de la démarche explique en grande partie ces réticences.

Celles-ci résultent en outre de la difficulté de mettre en œuvre une démarche transversale dans une société où les organisations suivent souvent une logique univoque ou sectorisée. Toutefois, ce facteur explicatif ne peut être avancé quant aux relations entre aménageurs et bureaux des temps dans la mesure où les deux démarches ont pour point commun la transversalité.

Une forme de concurrence peut en revanche expliquer la réticence des aménageurs à l'égard de la démarche temporelle, les deux « disciplines » poursuivant des objectifs communs et étant appelées à travailler avec les mêmes acteurs.

En outre, les bureaux des temps ont des difficultés à mettre en évidence les apports que pourrait constituer la démarche temporelle. Un manque de « vulgarisation » de l'approche est à déplorer, qui engendre une incompréhension de la part de nombreux interlocuteurs.

Enfin, la faiblesse des études temporelles locales, faute de moyens suffisants, participe au défaut de légitimité des bureaux des temps.

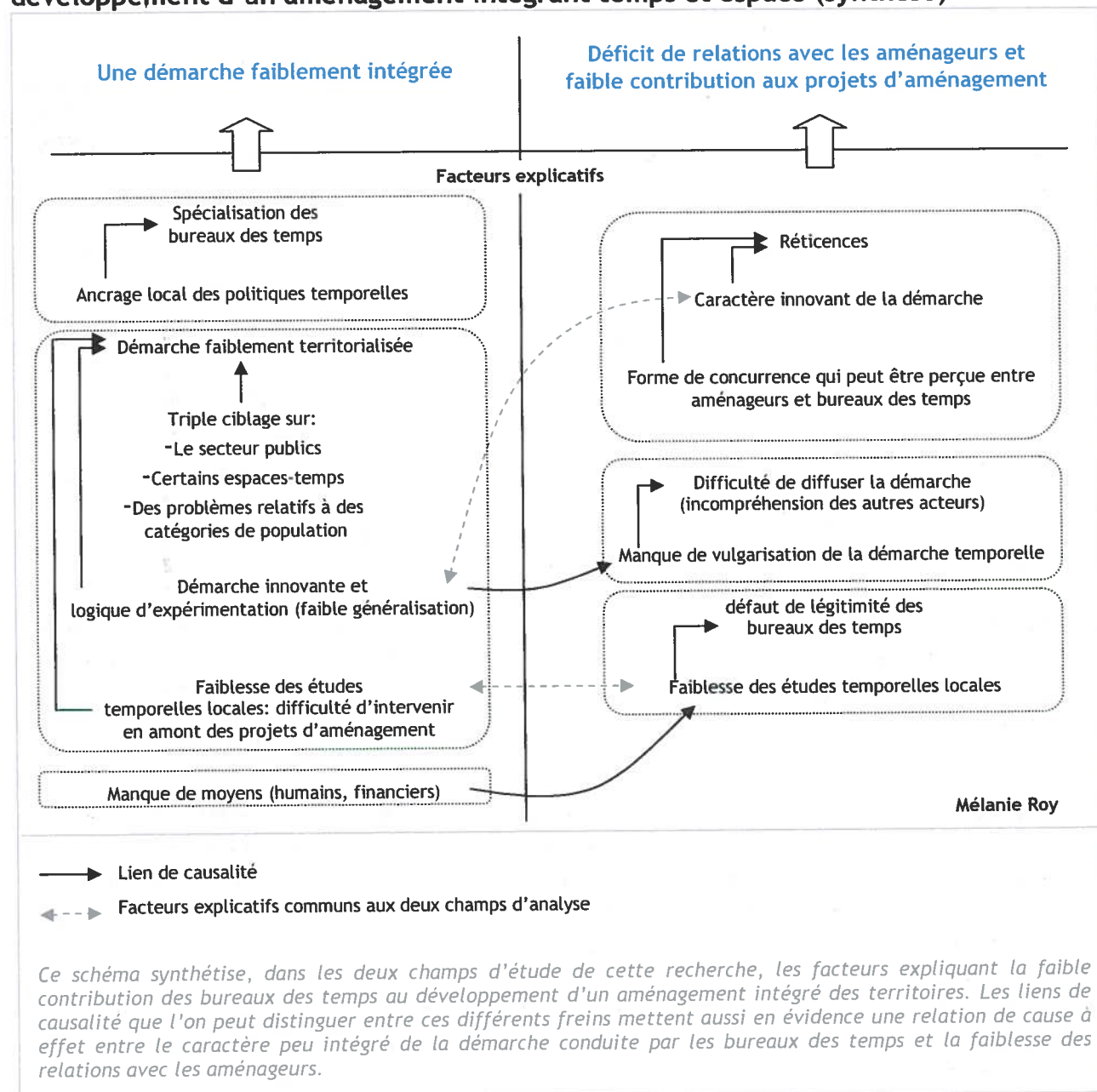
Malgré le constat global de la faible contribution des bureaux des temps au développement d'un aménagement intégré des territoires, la recherche a mis en évidence des pistes de progrès (chapitre 5). L'appui sur des partenaires extérieurs (le plus souvent des associations), relais entre l'administration territoriale et l'ensemble des acteurs du territoire, constitue une première piste de progrès. D'un point de vue méthodologique, la construction d'un dialogue social territorial, qui tend vers une représentativité de l'ensemble des acteurs du territoire, est peut-être le socle d'un aménagement à venir plus intégré en termes de temps et d'espace. Enfin, cette recherche s'achève sur une piste de réflexion relative aux modalités d'organisation et de mise en œuvre des politiques temporelles.

On peut émettre l'hypothèse selon laquelle le système associatif, qui à l'inverse du bureau des temps n'appartient pas à l'administration territoriale, induit la possibilité de mettre plus aisément en relation l'ensemble des acteurs du territoire. Dans cette perspective, la faible contribution des bureaux des temps au développement d'un aménagement intégré s'explique en partie par la structure organisationnelle des politiques temporelles au niveau local. Le choix du bureau des temps engendrerait ainsi un développement parallèle de deux « disciplines » distinctes au sein de l'administration territoriale : l'aménagement du temps et l'aménagement de l'espace. Cette remise en cause du « modèle » italien du bureau des temps au regard de notre problématique, pose la question plus générale de la légitimité de « délocaliser » des modèles, d'un pays à un autre, d'un territoire à un autre.

Il n'en demeure pas moins que le développement et la diffusion de la démarche temporelle sont aujourd'hui essentiellement le fait de bureaux des

temps. Enfin, on peut supposer que la faible contribution de ces derniers au développement d'un aménagement intégré résulte de facteurs peu ou pas pris en compte par cette recherche. Il serait notamment intéressant d'approfondir l'étude du facteur « humain » (les jeux d'acteurs locaux, les spécificités attendant aux personnes en charge des bureaux des temps), susceptible de nuancer notre dernière analyse portant sur la structure organisationnelle des politiques temporelles.

**Figure 2.16 : les freins à la contribution des bureaux des temps au développement d'un aménagement intégrant temps et espace (synthèse)**





# Bibliographie

## Dictionnaires

Brunet R., FERRAS R., THERY H., 2001, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Reclus, Montpellier-Paris, (3<sup>ème</sup> édition).

LEVY J., LUSSAULT M. (dir), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris.

Le Petit Larousse 2005 illustré.

## Ouvrages

ASCHER F., GODARD F. (coord.), 2003, *Modernité : la nouvelle carte du temps*, Colloque de Cerisy, l'Aube-DATAR, Paris, 261p.

AUGÉ M., 2003, *Le temps en ruine*, Galilée, Paris, 134p.

BONFIGLIOLI S., STABILINI S., 2004, « La gestion de la mobilité : l'urbanisme du temps et ses stratégies », in VODOZ L., PFISTER GIAUQUE B., JEMELIN C. (dir.), *Les territoires de la mobilité. L'aire du temps*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, p.309-316.

BOULIN J.-Y., DOMMERGUE P., GODARD F., 2002, *La nouvelle aire du temps. Réflexions et expériences de politiques temporelles en France*, éd. De l'Aube, DATAR, Paris, 277p.

BOULIN J.-Y., MÜCKENBERGER U., 2002, *La ville à mille temps*, éditions de l'Aube DATAR, Paris, 222 p.

CAUVIN C., ENAUX C., 2004, « Des temps d'accès à leur représentation cartographique : propositions méthodologiques », in VODOZ L., PFISTER GIAUQUE B., JEMELIN C. (dir.), *Les territoires de la mobilité. L'aire du temps*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, p.341-362.

GWIAZDZINSKI L., 2003, *La ville 24 heures sur 24*, l'Aube-DATAR, Paris, 251p.

GWIAZDZINSKY L., « Penser le temps, panser l'espace », in VODOZ L., PFISTER GIAUQUE B., JEMELIN C. (dir.), *Les territoires de la mobilité. L'aire du temps*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, p.317-340.

HUET A., SAEZ G., 2002, *Le règne des loisirs*, l'Aube-DATAR, Paris, 235p.

LEVY J.-P., « Pour une nouvelle lecture de la mobilité : entre espaces quotidiens et espaces résidentiels », in CUIILLIER F. (dir.), 2000, *Les débats sur la ville 3*, Confluences, 219p.

PAQUOT T., 2004, *L'art de la sieste*, ZULMA, 93p.

PAQUOT T. (dir.), 2001, *le quotidien urbain*, la découverte, Paris, 191p.

PAQUOT T., LUSSAULT M., BODY-GENDROT S., 2000, *La ville et l'urbain. L'état des savoirs*, La découverte, Paris, 442p.

QUIVY R., Van CAMPENHOUDT L., 2002, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, 287p.

RIGAUDY J.-B., « Des corridors de qualité urbaine pour faire face à l'étalement de l'agglomération bordelaise », in CUILIER F. (dir.), 2000, *Les débats sur la ville 3*, Confluences, 219p.

SINGLY F. (de), 2003, *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*, A. COLIN, Paris, 267p.

WIEL M., « La transition urbaine », in CUILIER Francis (dir.), 2000, *Les débats sur la ville 3*, Confluences, Bègle, 219 p.

### Revues

ALVERGNE C., « DATAR : vers l'aménagement temporel du territoire ? » in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, p.25-27.

BAILLY J.-P., 2002, « Le temps des villes. Pour une concordance dans la cité », Avis et rapport présenté au nom de la section du cadre de vie au Conseil Economique et Social, archives du Moniteur, n°5145, 94p.

BERKANI V., « A la recherche du temps perdu » in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, p.9-13.

BONFIGLIONI S., MAREGGI M., 2002, « Le Plan des horaires et des temps urbains en Italie », in *Territoires 2020*, n°6, La documentation française -DATAR, p.51-61.

BOULIN J.-Y., 2002, « Les politiques temporelles dans quelques pays européens. Dossier », in *Territoires 2020*, n°6, La documentation française-DATAR, Paris, p.47-49.

BOULIN J.-Y., DOMMERGUES P., GODARD F., juin 2001, « Quels espaces-temps de la vie quotidienne à l'horizon 2020 ? », in *Territoires 2020*, n°3, La documentation française-DATAR, p.45-54.

DIJST M., KARSTEN L., BREEDVELD K., septembre 2002, « Modification des rythmes de vie dans les villes néerlandaises », in *Territoires 2020*, n°6, La documentation française -DATAR, p.73-85.

DUMONTIER F., GUILLEMOT D., MÉDA D., 2002, « L'évolution des temps sociaux au travers des enquêtes 'Emploi du temps' », in *Economie et Statistique*, n° 352-353.

Grand Lyon. Mission Prospective et stratégie d'agglomération, « Les temps de la ville », in *Les Cahiers Millénaire 3*, n°27, 88p.

GWIAZDZINSKY L., 2004, « Forum des mobilités nocturnes à Rome », in *Revue Urbanisme*, n° 338, p.29-31.

GWIAZDZINSKY L., « Penser le temps, panser l'espace », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, p.5-8.

GWIAZDZINSKI L., AGHINA B., « Utopie pour une ville ouverte 24 heures sur 24 », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, p.43-45.

GWIAZDZINSKI L., PUJOL E., KLEIN O., « Une fonction essentielle d'observation et de représentation », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, p.14-24.

Institut chronopost, 2005, « Temps sociaux. Les TIC changent-elles la donne ? » in *Tempos*, n° 3, 64 p.

Institut chronopost, 2004, « Temps sociaux. Conciliation et inégalités » in *Tempos*, n° 2, 52 p.

Institut chronopost, 2004, « Temps sociaux. Entre conciliation et renoncements » in *Tempos*, n° 1, 52 p.

LEBLANC N., « Le temps du politique », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, p.37-40.

MARTINET M.-P., « Reconquérir le temps », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, p.41-42.

MÉDA D., « La révolution reste à faire », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, Paris, p.33-36.

MOTHÉ D., « La croissance du temps libre est-elle un indicateur de progrès », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, p.51-52.

MUCKENBERGER U., septembre 2002, « les temps de la ville en Allemagne », in *Territoires 2020*, n° 6, La documentation française-DATAR, p.63-72.

NATTI L., AUTTILA T., VAISANEN M., septembre 2002, « Expériences de réduction de la durée du travail dans les services publics finlandais : impacts sur la société et les individus », in *Territoires 2020*, n° 6, La documentation française-DATAR, p.87-96.

PLASSARD F., « Partager le travail et renouveler le sens associatif », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, p.48-50.

QUATREBARBES B., « L'Italie à l'origine des politiques temporelles », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, p.28-32.

SILVERA R., BUSEYNE N., DONLEVY-GOMES V., 2004, "Articuler vie professionnelle et vie personnelle. Les expériences des projets Equal français 2001-2004 », Les Cahiers Racine, 170 p.

VIARD J., juin 2001, « Temps libres : le triangle des Bermudes de l'aménagement du territoire », in *Territoires 2020*, n°3, La documentation française-DATAR, p.55-60.

VIDAL J.-C., « Médiation temporelle de la ville de Saint-Denis », in ADELS, 2001, « Les villes dans l'ère du temps » in *Territoires*, p.46-47

### **Thèse, mémoire, rapports**

GERMAIN A., 2004, *Rennes, le temps et les femmes... Pourquoi et comment le bureau des temps de Rennes a-t-il choisi le temps des femmes comme axe principal de travail*, mémoire de fin d'études, IEP de Rennes.

GODARD Francis, SINGLY François (de), juin 2001, « Les Français et le temps dans la ville. Commentaire du sondage SOFRES », disponible en ligne : <http://www.ville.gouv.fr/pdf/dossiers/temps/sondage.pdf>

GWIAZDZINSKI L., 2002, *La nuit dimension oubliée de la ville : entre animation et insécurité. L'exemple de Strasbourg*, Thèse, Université Louis Pasteur de Strasbourg, 817p.

HERVE E., Rapport sur le « Temps des Villes », remis le 19 juin 2001, disponible en ligne : <http://www.ville.gouv.fr/pdf/dossiers.temps.rapport.pdf>

### **Sites Internet**

Site du groupe Chronos  
[www.groupechronos.org](http://www.groupechronos.org)

Site de la DATAR  
<http://www.datar.gouv.fr> :  
- « Synthèse et évaluation. Territoires 2020 »  
- « Vers Territoires 2030 », 30 janvier 2004

Site du PIC Equal en France  
[www.equal-france.com](http://www.equal-france.com).

Site de l'espace des temps de la Communauté Urbaine du Grand Lyon  
[www.espacedestemps.com](http://www.espacedestemps.com)

Site du réseau européen Eurexcter  
[www.eurexcter.com](http://www.eurexcter.com)

Site de la Maison du Temps et de la Mobilité de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle

[www.maisondutemps.asso.fr](http://www.maisondutemps.asso.fr)

Site du réseau Racine (réseau d'appui et de capitalisation des innovations européennes)

[www.racine.fr](http://www.racine.fr)

Site du Bureau des temps de Paris

[www.paris.fr/portail/accueil/Portal.lut?page\\_id=4986](http://www.paris.fr/portail/accueil/Portal.lut?page_id=4986)

Autres sites consultés :

[www.ville.gouv.fr](http://www.ville.gouv.fr)

[www.place-publique.fr](http://www.place-publique.fr)

[www.qualite-publique.org](http://www.qualite-publique.org)

## **Autres**

### **CD-ROM**

« Temps et territoires », 2004, Résultats du groupe de prospective « temps et territoires » de la DATAR.

### **Journal**

Le Monde Initiatives, septembre 2004, n°33, « Travail, famille, loisirs... Concordance des temps. »

### **Plan des temps de la Ville de Milan**

Comune di Milano, 1994, « Piano regolatore degli orari per la città du Milano », Centro Stempa della Civica Stamperia, Milan.

### **Notre de présentation de l'Ecole des temps**

AFET et DATAR, Note de présentation « Concevoir, construire et conduire des politiques publiques autrement. L'école des temps », 10p.



# ANNEXES

Annexe 1 : le questionnaire

Annexe 2 : liste des personnes ayant répondu au questionnaire

Annexe 3 : liste des entretiens

Annexe 4 : le canevas des entretiens

Annexe 5 : les réunions de Tempo Territorial

Annexe 6 : le GPRU de la Porte de Vincennes

Annexe 7 : la dimension temporelle dans le PDU de l'agglomération lyonnaise

## Annexe 1 : le questionnaire

### 1) Identification

Pour quelle collectivité travaillez-vous ?

.....  
.....

### 2) le contenu de la politique temporelle

*Veillez cocher les cases correspondant aux mesures engagées sur votre territoire dans le cadre de la politique temporelle.*

#### a. Horaires d'ouverture

Réaménagement des horaires d'ouverture :

- ☐ des services municipaux
- ☐ des services de garde d'enfants
- ☐ des services de loisirs (sport, culture...)
- ☐ des commerces
- ☐ d'autres activités. Si oui, lesquelles ?

.....  
.....  
.....

#### b. Création de services

☐ Création de nouveaux services :

- ☐ municipaux
- ☐ de garde d'enfants
- ☐ destinées aux personnes âgées
- ☐ de loisirs (sport, culture...)
- ☐ commerciaux
- ☐ autre :

.....  
.....  
.....

☐ création d' « agences tous services » (logique du guichet unique)

Ces créations entrent-elles dans une logique de déconcentration des services dans différents quartiers/parties du territoire ?

☐ oui      ☐ non      ☐ en partie

#### c. Mobilité, déplacements

☐ Etalement des horaires d'ouverture/de fermeture des principaux « producteurs de déplacements » (grandes entreprises, lycées, universités...)

↑ Réorganisation globale du système de transport en commun public :

↑ l'extension des horaires de fonctionnement des transports en commun  
(en soirée, la nuit, le week-end...)

↑ la création de nouvelles dessertes (stations ou lignes)

↑ autre :

.....  
.....  
.....

↑ Aide à la mobilité de groupes-cibles :

↑ pauvres

↑ non-motorisés

↑ personnes handicapées

↑ enfants

↑ autre :

.....  
.....  
.....

Quels modes de transports sont utilisés pour aider ces personnes ?

↑ les transports en commun

↑ les modes doux

↑ le covoiturage

↑ autre :

.....  
.....  
.....

#### d. Animations ponctuelles

La politique temporelle a-t-elle mis en œuvre des animations ponctuelles ?

↑ oui                      ↑ non

Si oui, lesquelles ?

.....  
.....  
.....

#### e. Création de « temps communs »

La politique de la ville a-t-elle créé des « temps communs » (de type les « mardis du temps » à Poitiers) ?

↑ oui                      ↑ non

Si oui, lesquels ?

.....  
.....  
.....

f. Actions concernant des espaces particuliers

La politique temporelle a-t-elle ciblé des actions sur certains espaces en particulier (place publique, centre-ville...)?

☐ oui ☐ non

Si oui, lesquels ?

.....  
.....  
.....

g. D'autres actions que celles citées précédemment ont-elles été mises en œuvre au sein de votre territoire ?

☐ oui ☐ non

Si oui, lesquelles ?

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

h. Veuillez classer par ordre d'importance les principaux axes qui constituent la politique des temps (rang n° 1 : le plus important)

<input type="checkbox"/> Réaménagement des horaires d'ouverture des services	Rang n° ____
<input type="checkbox"/> Création de services	Rang n° ____
<input type="checkbox"/> Modes de garde d'enfant	Rang n° ____
<input type="checkbox"/> Mobilité, déplacements	Rang n° ____
<input type="checkbox"/> Autres :	
.....	Rang n° ____
.....	Rang n° ____
.....	Rang n° ____

i. Les mesures mises en œuvre dans le cadre de la politique temporelle touchent :

☐ l'ensemble du territoire  
☐ certaines parties du territoire

3) Vos objectifs

*Veuillez cocher les cases correspondant aux objectifs poursuivis par la politique temporelle.*

☐ Une meilleure concordance des temps sociaux (travail, famille, loisirs...)  
☐ Lutte contre les multiples formes d'encombrement de l'espace (files d'attentes, congestion du trafic routier aux heures de pointes ...)

↑ Objectifs relatifs à des populations-cibles :

↑ Les femmes

↑ Les enfants

↑ Les personnes âgées

↑ Les personnes handicapées

↑ les non-motorisés

↑ Les populations les plus pauvres

↑ les salariés en horaires atypiques

↑ autre :

.....  
.....  
.....

↑ Mise en œuvre de la « démocratie locale »

↑ Autre :

.....  
.....  
.....

#### 4) L'organisation

a. La politique temporelle est mise en œuvre :

↑ au sein d'une « structure particulière » (type bureau, maison, agence des temps)

↑ dans le cadre d'une structure préexistante. Laquelle ?

.....  
.....

↑ dans le cadre d'un projet territorial/urbain/d'aménagement de quartier

↑ dans un autre cadre (CPER, Contrat d'agglomération...). Lequel ?

.....  
.....

b. Participez vous à des programmes européens ?

↑ oui                      ↑ non

Si oui, lesquels ?

.....  
.....

c. Faites vous partie de réseaux français ?

↑ oui                      ↑ non

Vous faites partie :

↑ de l'Association Française d'Excellence Territoriale (AFET)

↑ de l'association « Tempo »

↑ autre :

.....  
.....

## 5) Politique temporelle et urbanisme/aménagement du territoire

a. Travaillez vous avec des acteurs de l'urbanisme/de l'aménagement du territoire ?

☐ oui ☐ non

Si oui, vous travaillez avec :

☐ des services communaux/intercommunaux chargé de l'aménagement ou de l'urbanisme

☐ agences d'urbanisme/d'aménagement

☐ d'autres acteurs en charge de l'urbanisme/l'aménagement du territoire. Lesquels ?

.....  
.....

Considérez-vous que les relations avec les acteurs de l'urbanisme/aménagement de territoire soient suffisantes ?

☐ oui ☐ non

Considérez-vous ces relations comme difficile à établir ?

☐ oui ☐ non

Considérez vous qu'une meilleure collaboration avec ces acteurs soit nécessaire ?

☐ oui ☐ non

b. Selon vous, la politique temporelle participe t-elle de l'aménagement du territoire ?

☐ oui ☐ non

c. Considérez-vous la politique temporelle comme une démarche complémentaire de celle de l'aménagement du territoire ?

☐ oui ☐ non

c. La politique temporelle touche t-elle des domaines ne relevant pas de l'aménagement du territoire ?

☐ oui ☐ non

Si oui, lesquels ?

.....  
.....  
.....

## Annexe 2 : liste des personnes ayant complété le questionnaire

Christine DELPLANQUE,  
Ville de Grenoble  
Chef du Service projets transversaux

Julien GANNARD,  
Maison du Temps et de la Mobilité de l'aire urbaine de Belfort-Montbéliard-  
Héricourt-Delle  
Directeur du pôle projet

Véronique JEANNIN,  
Ville de Paris  
Responsable du bureau des temps

Mad JOUBERT,  
Communauté d'Agglomération de Poitiers  
Conseillère municipale, chargée de l'Agence des Temps

Anne-Marie MONOMAKHOFF,  
Conseil Général de Gironde  
Directrice d'étude et chargée de la politique temporelle

Joëlle NICOLAS,  
Communauté Urbaine du Grand Nancy  
Chargée de la mission temps

Danièle TOUCHARD,  
Ville de Rennes  
Chargée de missions au bureau des temps

Patrick VASSALLO,  
Ville Saint-Denis  
Elu en charge de la délégation aux temps de la ville

Lucie VERCHERE-TORTEL,  
Communauté Urbaine du Grand Lyon  
Chargée de missions à l'Espace des Temps

### Annexe 3 : liste des entretiens

**Joëlle NICOLAS,**

En charge de la politique temporelle à la Communauté Urbaine du Grand Nancy  
Le 27/10/2004, par téléphone : 30 minutes

**Géraldine DELMOTTE,**

Chargée de mission à l'Association Française d'Excellence Territoriale (AFET)  
Le 8/11/2004, par téléphone : 30 minutes

**Mad JOUBERT,**

Elue en charge de l'Agence des Temps de Poitiers  
Le 29/11/2004 à l'Agence des Temps : 2h

**Alain GUEZ,**

Architecte-urbaniste, animateur de l'atelier « Temps, territoires et Aménagement » de l'association Tempo Territorial  
Le 25/03/2005, par téléphone : 30 minutes

**Vanessa THOMAS\*,**

Chargée de missions à la Mairie du 12<sup>ème</sup> arrondissement de Paris : petite enfance, affaires scolaires, égalité homme/femme, bureau des temps  
Le 30/03/2005 à Paris : 2h30

**Anne-Marie MONOMAKHOFF\*,**

Présidente de l'association Tempo Territorial, Directrice d'étude et chargée de la politique temporelle au Conseil général de la Gironde  
Le 31/03/2005, à Paris: 2h

**Lucie VERCHERE-TORTEL\*,**

Chargée de mission à l'Espace des Temps du Grand Lyon  
Le 04/04/2005, à Paris : 2h

**Patrick VASSALLO\*,**

Elu à la Mairie de Saint-Denis : en charge de la délégation aux temps de la ville, des services publics, de l'insertion et de l'emploi  
Le 07/04/2005 à Saint-Denis : 2h30

**Luc GWIAZDZINSKI,**

Directeur de la Maison du Temps et de la Mobilité de l'Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle  
Le 11/04/2005, par téléphone : 30 minutes

**Evelyne REEVES-COUTAND<sup>1</sup>**

Chargée de mission au Bureau des temps de Rennes  
Le 12/04/2005, par téléphone : 1h

\*Entretiens menés avec Alain GUEZ.

---

<sup>1</sup> Cet entretien a été conduit par Alain GUEZ. Nous avons utilisé le compte-rendu.

## Annexe 4 : canevas des entretiens

Les entretiens passés auprès de Vanessa THOMAS, Anne-Marie MONOMAKHOFF, Lucie VERCHERE-TORTEL, Patrick VASSALO et Evelyne REEVES-COUTAND ont été menés selon la grille d'analyse suivante<sup>2</sup> :

- type(s) de projet conduit par le bureau des temps,
- type(s) de procédure (si c'est dans le cadre d'une procédure formelle),
- stade(s) de définition des projets territoriaux/urbains auquel intervient le bureau des temps,
- rôle(s) du bureau des temps,
- apports conceptuels, méthodologiques et techniques du bureau des temps.

Toutefois, s'agissant d'entretiens semi-directifs, la liberté du dialogue nous a permis de dépasser les seuls éléments de la grille d'analyse. Par rapport à notre objet d'étude, l'accent a notamment été mis sur les relations entre les bureaux des temps et les aménageurs : leurs modalités et les facteurs explicatifs. En outre, les informations complémentaires suivantes ont été relevées :

- l'organisation de la politique temporelle au sein de la collectivité et le rôle du politique,
- la formation initiale et le parcours professionnel des personnes en charge des bureaux des temps,
- les principales difficultés rencontrées par ces personnes et les pistes de progrès entrevues.

Enfin, pour l'ensemble des entretiens conduits dans le cadre de ce travail de recherche, le canevas a été adapté en fonction de chaque interlocuteur et de l'état d'avancement de la recherche.

---

<sup>2</sup> Grille initiale conçue par Alain GUEZ

## Annexe 5 : les réunions de l'association Tempo Territorial

Dans le cadre d'un stage mené au sein de l'association Tempo Territorial, plusieurs réunions ont enrichi la recherche et complété les résultats des questionnaires et des entretiens. La liste ci-dessous rappelle les principales d'entre-elles.

08 avril 2005, Maison de l'Aquitaine à Paris : 6h

Réunion plénière : résultats intermédiaires des trois ateliers thématiques de l'association portant respectivement sur l'aménagement/urbanisme, les services et les entreprises.

09 mai 2005, Hôtel de Ville de Paris : 2h

Réunion de coordination des trois ateliers thématiques.

23 mai 2005, Siège de l'association des Francas à Paris : 5h

Réunion de l'atelier « temps, territoires et services ».

24 mai 2005, à la Maison des associations du 12<sup>ème</sup> arrondissement de Paris : 3h

Réunion de l'atelier « temps, territoires et entreprises ».

24 mai 2005, à la Maison des associations du 12<sup>ème</sup> arrondissement de Paris : 3h

Réunion de l'atelier « temps, territoires et aménagement ».

2 juin 2005

Rendez-vous avec Joëlle NICOLAS à la Communauté Urbaine du Grand Nancy pour l'atelier « temps, territoires et services ».

9 juin 2005

Rendez-vous avec Lucie VERCHERE-TORTEL à la Communauté Urbaine du Grand Lyon pour l'atelier « temps, territoires et entreprises ».

16 et 17 juin 2005, à la Maison des associations du 12<sup>ème</sup> arrondissement de Paris

Journées d'études « Les Tempor'elles de Printemps » : résultats des trois ateliers thématiques de l'association.

### Autre

7 juin 2005

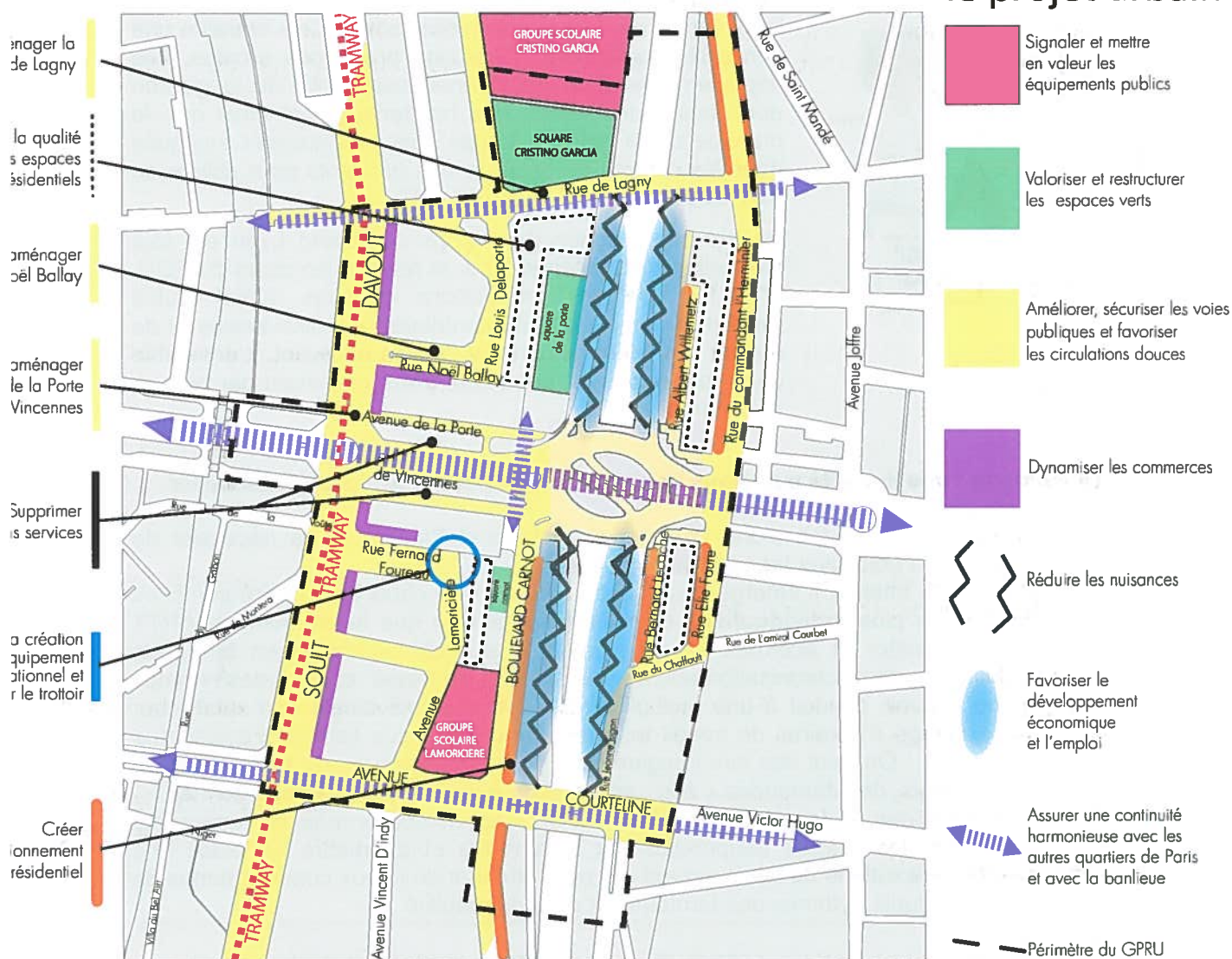
Journée de réflexion à Tours sur les temps de l'enfant, organisée par le département psychologie de l'Université François-Rabelais.

# CE QUI VA CHANGER DANS VOTRE QUARTIER

## Annexe 6 : le GPRU de la porte de Vincennes

améliorations  
à court terme

les objectifs d'amélioration  
à plus long terme :  
le projet urbain



## CONCERTATION : NOS PROCHAINS RENDEZ-VOUS

POSITION PUBLIQUE du mardi 15 mars au samedi 9 avril 2005 dans les mairies  
des 12ème et 20ème arrondissements  
REUNION PUBLIQUE le lundi 4 avril à 19 heures  
Salle de cinéma du lycée Maurice Ravel 89, cours de Vincennes -75020 PARIS

Cette concertation fait suite aux présentations publiques du 18 mai  
(premières orientations de projets urbains) et du 6 décembre 2004  
(propositions de réaménagement de la Porte de Vincennes)

# Grand Projet de Renouvellement Urbain

## La dimension temporelle dans le Plan de Déplacement Urbain de l'agglomération lyonnaise



Les politiques temporelles ont pour objectif d'améliorer le fonctionnement de la ville en observant la vie des habitants sous l'angle de l'organisation des temps. Cela entraîne une sensibilité particulière à certains problèmes urbains. Les déplacements sont une donnée essentielle de la gestion quotidienne des temps des habitants. C'est ainsi que le manque ou le gain de temps sont très souvent invoqués dans les critères de décision des habitants pour utiliser ou non les transports en commun (TC).

De ce fait, l'Espace des temps du Grand Lyon est tout particulièrement intéressé par la révision en cours du PDU. D'où les quelques propositions ci-jointes, ayant toutes rapport au temps, afin de contribuer aux discussions et de pointer des idées encore peu mises en avant. L'ensemble des propositions du document transitoire étant par ailleurs fort intéressant.

### Le contexte : une mobilité qui risque de s'accroître, des rythmes désorganisés plus difficiles à gérer collectivement...

Le constat a été fait d'une carence en indices chiffrés et de la nécessité de quantifier et objectiver les tendances actuelles.

Dans cette attente, il émerge assez nettement que les choix de mobilité semblent de plus en plus **individualisés** et **multi-factoriels** et que le phénomène ARTT semble faciliter et accroître éventuellement des choix nouveaux en terme de mobilité. La désynchronisation accrue des rythmes de travail, et donc des rythmes de non-travail, conduit à une multiplicité des rythmes individuels : un salarié sur deux change d'horaires de travail tous les jours, 25 % des salariés travaillent le dimanche... On peut dès lors imaginer que va se développer une **multi-mobilité** tous azimuts, des demandes « à la carte », liées à des temps plus désordonnés.

Il ne s'agit pas de faire systématiquement du « sur mesure » mais de repérer les évolutions, les réalités temporelles sur le territoire et de mettre en place une palette de solutions de déplacement qui permettraient de mieux concilier temps de vies individuels, rythmes des territoires et offre de mobilité.

### Un rappel des préconisations de JP Bailly au Conseil Economique et Social

Dans son rapport « Le temps des villes – pour une concordance dans la cité » présenté et adopté par le C.E.S. le 27 mars 2002, Jean Paul Bailly préconise entre autre

« d'introduire systématiquement les dimensions temporelles dans les dispositifs législatifs et réglementaires concernant l'aménagement du territoire, l'équipement, les transports [...] Dans le domaines des transports urbains, on a montré que bien que les dimensions temporelles soient encore peu présentes, les PDU permettent la mise en cohérence de diverses mesures au sein d'un projet global et partagé. Ils offrent ainsi aux pouvoirs publics un cadre favorable pour agir sur les rythmes urbains. (..) Un résultat important des PDU est de développer la concertation entre l'ensemble des acteurs... »

## Quelques pistes de réflexion...

### 1. Fournir des informations temporelles fiables :

- Trop souvent les enquêtes de déplacement considèrent une journée type et le seul déplacement domicile-travail. Or, on l'a vu, les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Il est donc nécessaire d'adapter les **outils** et les **méthodes** aux nouveaux usages.

Cela nécessite donc de préconiser des enquêtes qui prennent en compte les usages diversifiés du territoire, qu'ils soient journaliers, hebdomadaires ou mensuels, qui prennent en compte les déplacements domicile-travail mais aussi les déplacements hors-travail (achats, tourisme, loisirs,...) accrus et diversifiés depuis la mise en place de la RTT (par exemple, les déplacements domicile-travail ne représentent plus que 25 % des déplacements), les déplacements du week-end ou festifs.

- Il est important que la carte Técély serve effectivement au repérage des trajets des voyageurs, de façon qu'il y ait ensuite une adaptation plus fine de l'offre de TC aux besoins des usagers, en fréquence et en horaires.
- Les **chaînes de déplacements des femmes** sont à considérer particulièrement : les études montrent que les femmes doivent encore gérer leurs nombreuses « tranches de vies » : travail, famille, vie personnelle, sociale... et que pour cela, elles organisent, hiérarchisent et planifient leurs déplacements. Ces « stratégies de pérégrination » leur permettent de rationaliser leurs déplacements et de concilier au mieux ces « tranches de vies ». Mais cela favorise également une sur-utilisation de la voiture et une résistance à prendre les TC, ceux-ci étant considérés comme limitant leurs stratégies. On peut penser que des études précises sur ces pratiques permettront de mieux comprendre les logiques et ainsi d'agir en prenant en compte des critères subjectifs pour encourager les changements de pratiques. Tout en étant captives des TC, les femmes y sont aussi rétives.

### 2. Offrir des services adaptés sur les lieux de mobilité

Dans la suite logique du paragraphe ci-dessus, on peut penser qu'une offre de services sur **les lieux d'interconnexions**, ou sur certains parcs-relais, serait un plus pour encourager l'usage des TC et limiter la mobilité tous azimuts. En effet, si l'usager trouvait sur ces lieux, avant de rentrer chez soi ou le matin avant de commencer le temps de travail, « des bouquets de services » -à l'instar de ce que réalise la Ratp- mais aussi magasins de base et pourquoi pas un marché de fin d'après midi, il hésiterait moins à prendre un mode TC puisque ses stratégies de déplacements seraient localisées sur un même lieu intermodal.

L'Espace des Temps se propose d'approfondir le sujet sur un des pôles lyonnais.

### 3. Offrir des services novateurs de transports « à la demande » liés à des usages temporels

Il faut que les TC s'adaptent plus finement aux rythmes de chacun et à leur évolution. La composition de la société -par âge en particulier- change également. Les solutions collectives doivent donc être complétées par des solutions plus individualisées, avec toute une palette de solutions. Comme le précise Edith Heurgon<sup>1</sup>, les TC demandent aujourd'hui plus une intelligence organisationnelle qu'une seule puissance de transport.

<sup>1</sup> Directrice de la prospective à la RATP

Un des buts du PDU est de « maintenir l'accessibilité tous les secteurs de l'agglomération et l'équité dans les transports publics et pour tout type de public ».

- Ainsi pour les **femmes** qui ont des horaires de travail tardifs, une des solutions pratiques serait de leur proposer, après 21 heures, des arrêts de bus à la demande, entre 2 arrêts officiels, pour les rapprocher de chez elles, et limiter la perception insécuritaire des bus.
- De même pour les **personnes âgées**, de plus en plus nombreuses, ne pourrait-on pas arrêter les bus plus systématiquement près des commerces de proximité et des centres de soins médicaux ; plus globalement, il serait nécessaire d'expérimenter des systèmes de transports à la demande pour des personnes âgées éloignées d'un arrêt de TC ou peu solides physiquement, mais ne répondant pas aux critères d'invalidité d'Optibus : des accords entre les TCL et les taxis pourraient, par exemple, être étudiés.
- D'une façon générale, le grand reproche fait aux TC est le manque de service aux **heures creuses** (qui s'atténuent d'ailleurs avec la désynchronisation des temps), en soirée, le week-end, le dimanche. Il serait donc très important de rechercher des solutions alternatives comme les taxis collectifs ou les minibus qui se déplacent à la demande de la clientèle, ou comme les liaisons taxi/TC ainsi que dit plus haut...

Il faut souligner que ces diverses solutions se pratiquent déjà dans plusieurs collectivités territoriales françaises et que les réflexions et le travail des « bureaux des temps » ont été à l'origine de plusieurs expériences.

#### **4. Tenir compte de l'évolution des rythmes de travail**

Se pose le problème de la réduction des fréquences des TC pendant les vacances scolaires. Or beaucoup de salariés continuent de travailler pendant ces périodes, d'autant plus que l'ARTT a incité les salariés à prendre des congés plus décalés qu'autrefois par rapport au temps scolaire. Ils perdent donc plus de temps à se déplacer, et ce, à plusieurs périodes de l'année. Et considèrent les TC comme non fiables sur le cours de l'année, ce qui est une des causes de désaffection.

De même, il faudrait mieux prendre en compte les difficultés des usagers travaillant plus tôt, plus tard, la nuit, ou le dimanche.

#### **5. Innover**

Des outils permettent de cartographier le vécu d'un territoire et la mobilité, telle la réalisation de **cartes chronotopiques** sur certains quartiers. La carte est un outil informatique interactif qui permet de visualiser les rythmes de vie d'un quartier, heure par heure. Elle met en évidence les cohérences ou incohérences de l'organisation temporelle à partir de l'analyse et du diagnostic des rythmes des dessertes, des horaires d'ouvertures des commerces, services ou équipements, des entreprises...

Cet outil novateur favorise une approche globale du territoire et pourrait permettre, intégré dans l'élaboration de projets de quartiers, de mieux concilier les différentes dimensions de la ville : celle qui vit, qui travaille, qui dort et qui s'amuse, celle des habitants, des salariés et des résidents temporaires. Dans cet objectif, une carte chronotopique du quartier de Gerland est en cours de réalisation, pilotée par l'Espace des Temps du Grand Lyon.

## 6. Ouvrir la concertation

Cette concertation devrait s'ouvrir aux acteurs du territoire, et en particulier à l'Entreprise (via l'élaboration de PDE), mais aussi à l'ensemble des acteurs locaux d'un territoire, (commerçants, services publics ou privés), à l'instar des **pactes de la mobilité** italiens :

*« Un pacte de la mobilité consiste en un accord entre organismes, entreprises, associations installées dans une aire urbaine spécifique. Le pacte consiste à gérer localement les problèmes de la mobilité. Les acteurs sociaux qui signent le pacte sont des personnes qui vivent, même temporairement dans l'aire. »*

Autre exemple significatif, celui de la mobilité liée aux **équipements scolaires et universitaires**. En travaillant de concert avec les acteurs concernés (Education Nationale, élus, services, organismes de transports, Région, association de parents d'élèves) sur les horaires des cours, des solutions pourraient être élaborées permettant de réduire les engorgements temporels. Une première étude, pouvant être démultipliée, va être menée par l'Espace des Temps sur une commune où est prévu l'implantation d'un nouveau lycée.

## 7. Communiquer

Il faudrait que le nouveau PDU intègre une politique de communication importante par rapport à la question du temps qui est une obsession ou un prétexte pour beaucoup pour ne pas utiliser les TC.

Par exemple,

- démontrer qu'utiliser sa voiture pour 500 mètres prend plus de temps que le faire à pied !
- réfléchir au thème du culte de la vitesse qui pousse les gens à rouler vite, pour ne gagner que quelques secondes sur un court trajet ou quelques minutes sur un trajet long, au prix d'un risque vital...
- ou démontrer, comme il est dit dans l'avant-projet du PDU, que voiture puis parking-relais puis TCL permettent à 90% des habitants du Grand Lyon de rejoindre le centre-ville en moins de 30mn ; ou que la voiture fait du 17km/h en ville alors que le métro fait 25 à 29km/h et le tram réputé pour sa lenteur 18km/h...etc.

L'Espace des temps du Grand Lyon se propose d'organiser un de ses forums de réflexion sur la « société de la vitesse et de l'immédiateté » présentés comme un idéal par certains.

***Les changements de pratiques, on le sait, nécessitent du temps... pour convaincre et faire évoluer les représentations. La mobilité s'est complexifiée, et prendre en compte la dimension temporelle des territoires dans le Plan de Déplacement Urbain, en s'appuyant sur les usages et les pratiques, peut permettre à chacun de mieux se situer dans le débat pour faire évoluer les conduites.***

**Lucie TORTEL,**  
chargée de mission « Espace des Temps »  
Grand Lyon  
Direction de la Prospective  
20 rue du lac  
BP 3103  
69399 LYON cedex 03  
tel : 04.78.14.39.91  
mel : [ltortel@grandlyon.org](mailto:ltortel@grandlyon.org)

**Thérèse RABATEL,**  
élue du Grand Lyon, en charge des  
politiques temporelles  
Présidente de la Commission  
Proximité, Ressources Humaines,  
et Environnement du Grand Lyon

mel : [trabatel@grandlyon.org](mailto:trabatel@grandlyon.org)



# Tables

## Tables des tableaux

Tableau 1.1 : horaires de travail classiques, horaires décalés	19
Tableau 1.2 : répartition hebdomadaire des jours de travail	20
Tableau 1.3 : le travail le week-end	20
Tableau 1.4 : variabilité annuelle du temps de travail	20
Tableau 1.5 : les notions d'espace-temps en géographie	32
Tableau 1.6 : les politiques temporelles pérennisées	53
Tableau 2.1 : l'échantillon d'étude	62
Tableau 2.2 : les deux entrées de l'analyse du questionnaire	64
Tableau 2.3 : les axes des politiques temporelles par ordre de préférence	66
Tableau 2.4 : les personnes en charge des bureaux des temps	73
Tableau 2.5 : les catégories de population cibles des politiques temporelles	79
Tableau 2.6 : aide à la mobilité de groupes cibles	80
Tableau 2.7 : les aménageurs en collaboration avec les bureaux des temps	107

## Tables des figures

Figure A : la problématique de la recherche	8
Figure B : les hypothèses de la recherche	9
Figure C : Des concepts du temps et de l'espace à la définition de la démarche intégrée	10
Figure 1.1 : le passage d'une organisation territoriale centre-périphérie à une organisation multipolaire	28
Figure 1.2 : les évolutions à l'origine des transformations des temporalités et des territoires	30
Figure 1.3 : l'émergence des politiques temporelles françaises	47
Figure 1.4 : la diffusion des politiques temporelles françaises	55
Figure 1.5 : la diffusion des politiques temporelles au niveau local	58
Figure 2.1 : la démarche faiblement intégrée des bureaux des temps	86
Figure 2.2 : bureau des temps aménageurs au sein de la collectivité territoriale	89
Figure 2.3 : deux influences possibles pour le bureau des temps au sein de la collectivité	92
Figure 2.4 : l'organisation de la politique temporelle au CG Gironde	99
Figure 2.5 : l'accessibilité des parcelles en transports en commun	101
Figure 2.6 : l'offre commerciale globale d'un lundi à Belfort	102
Figure 2.7 : l'accessibilité à vélo et à pied depuis la gare de Belfort	103
Figure 2.8 : comparaison des temps de trajet en voiture et en autocar sur le Territoire de Belfort	103
Figure 2.9 : itinéraires de la traversée nocturne de Lyon	105
Figure 2.10 : le manque de collaboration entre bureau des temps et aménageurs	108
Figure 2.11 : un rôle de mise en relation	111
Figure 2.12 : la construction d'un dialogue social territorial	114
Figure 2.13 : le bureau des temps et le modèle associatif	119
Figure 2.14 : les pistes de progrès pour un aménagement plus intégré des territoires	120
Figure 2.15 : rappel des hypothèses de la recherche	121
Figure 2.16 : les freins à la contribution des bureaux des temps au développement d'un aménagement intégrant temps et espace (synthèse)	122

## Photos

- Congestion du trafic automobile, rue de Bretagne, Paris	27
- File d'attente pour monter dans un bus	27
- Animations « nuits blanches » à Paris	71
- Lyon la nuit	71
- La traversée nocturne de Lyon	105

## Autres illustrations

- Affiche de la campagne « Paris au féminin »	37
- Couverture du guide des loisirs et du temps libre (paris 18 <sup>ème</sup> arrondissement)	69

# Table des matières

Sommaire	3
Remerciements	5
Introduction	7

## Partie 1

Les politiques temporelles françaises : initiative nationale, mise en œuvre et diffusion locale	15
--	----

### Chapitre 1 :

L'émergence des politiques temporelles : une impulsion nationale pour une approche intégrant temps et espace	17
---	----

I. Les évolutions à l'origine des transformations des temporalités de la vie quotidienne	18
---	----

1.1 Des évolutions de long terme	18
----------------------------------	----

- 1.1.1 L'individualisation du mode de vie des personnes
- 1.1.2 La transformation du travail dans l'économie de service
- 1.1.3 Le temps libre, temps structurant ?

1.2 Des tendances plus récentes	23
---------------------------------	----

- 1.2.1 Le développement d'une « mobilité zigzagante »
- 1.2.2 L'entrée massive des femmes dans le salariat
- 1.2.3 L'évolution des structures familiales

1.3 Les Dynamiques territoriales, arrière-plan des politiques temporelles	25
---	----

- 1.3.1 L'héritage de l'organisation industrielle du temps
- 1.3.2 Logiques temporelles des dynamiques territoriales
- 1.3.3 Problèmes temporels, problèmes spatiaux

1.4 Le temps, facteur discriminant	29
------------------------------------	----

II. Le temps : une lacune des politiques territoriales/ urbaines françaises	31
--	----

2.1 Un oubli des politiques territoriales/urbaines	31
--	----

2.2 La faiblesse de la recherche et de ses liens avec l'action	31
--	----

- 2.2.1 La géographie
- 2.2.2 La sociologie

2.3 Les prémisses des politiques temporelles françaises	33
---	----

III. Une initiative nationale pour une approche intégrant temps et espace	35
--	----

3.1 Les raisons du « retard » français	35
--	----

- 3.1.1 Un faible intérêt pour l'analyse et la prise en compte de la vie quotidienne
- 3.1.2 L'amplitude des horaires d'ouverture des services
- 3.1.3 Une entrée précoce des femmes sur le marché du travail

3.2 La mise sur agenda politique	36
----------------------------------	----

3.3 Pour une démarche conjuguant dimension temporelle et dimension spatiale	38
--	----

IV. La diversité des « modèles » étrangers	41
--	----

4.1 L'approche intégrée des villes italiennes	41
---	----

- 4.1.1 Un cadrage législatif
- 4.1.2 Les expériences locales
- 4.1.3 Supports méthodologiques et techniques

4.2	L'approche peu intégrée des Pays-Bas	43
4.2.1	La commission « Dag Indeling » : l'impulsion et l'engagement de l'échelon national	
4.2.2	Les horaires des services	
4.2.3	Le temps de travail	
4.2.4	Les initiatives privées	
4.3	L'approche intégrée et le bureau des temps : des modèles pour la France	45
<b>Chapitre 2 :</b>		
<b>La diffusion des politiques temporelles au niveau local</b>		<b>49</b>
I.	Le déclin du niveau national	50
1.1	Le changement de gouvernement : la fin du soutien national ?	50
1.1.1	Les politiques publiques françaises ayant un impact sur les temporalités	
1.1.2	La relance de l'atelier « Temps et Territoires » de la DATAR ?	
1.2	Conséquences pour les politiques locales	51
1.2.1	Des politiques dépendantes des fonds européens	
1.2.2	Le rôle des acteurs locaux	
II.	Le dynamisme des politiques temporelles	53
2.1	Les politiques temporelles pérennisées	53
2.2	La diffusion de la démarche temporelle	54
2.2.1	Les nouveaux territoires	
2.2.2	Le rôle des réseaux dans la diffusion des politiques temporelles	

## **PARTIE 2**

### **Les bureaux des temps : faiblesse de l'intégration spatio-temporelle et des relations avec les aménageurs**

**59**

Le Choix de l'échantillon d'étude	61
Une méthodologie souple, adaptée au terrain	63

## **Chapitre 3 :**

### **Les politiques temporelles : une démarche peu intégrée**

**65**

I.	Domaines d'intervention variés et spécialisation des territoires	66
1.1	La variété des domaines d'intervention des bureaux des temps	66
1.2	Une spécialisation de chaque territoire	68
1.2.1	Cinq exemples de spécialisation	
1.2.2	L'ancrage local des politiques temporelles	
II.	Des politiques de ciblage	76
2.1	Un ciblage sur le secteur public	76
2.2	Un ciblage spatio-temporel	78
2.2.1	L'organisation d'événements autour de la question du temps	
2.2.2	Un ciblage spatial	
2.3	Des objectifs sociaux OU spatiaux	79
2.3.1	L'approche à dominante « sociale »	
2.3.2	Approche à dominante spatiale	

III.	Une démarche innovante faiblement territorialisée	82
3.1	Innovation et expérimentation	82
3.1.1	un nouveau regard porté sur la société	
3.1.2	Une logique d'expérimentation	
3.2	Des actions ponctuelles	84
3.2.1	Les difficultés rencontrées dans la généralisation des expérimentations	
3.2.2	Conséquence de la faiblesse des études locales	
3.2.3	Le rôle du bureau des temps en question	

#### Chapitre 4 :

#### Le manque de collaboration entre bureaux des temps et aménageurs. *Un frein au développement d'un aménagement intégré*

I.	Des démarches transversales au sein d'un jeu d'acteurs complexe	88
1.1	Le temps et l'espace : des approches transversales au sein des collectivités territoriales	89
1.1.1	L'aménagement : une dimension paradoxale au sein de la collectivité	
1.1.2	Le bureau des temps : un positionnement transversal	
1.2	Conséquence pour la démarche temporelle	90
II.	Deux influences possibles pour le bureau des temps au sein de la collectivité	92
2.1	diffuser la problématique dans chaque domaine	92
2.2	diffuser la problématique via les projets d'aménagement et les documents de planification	93
2.2.1	Une opportunité pour les bureaux des temps	
2.2.2	La contribution des bureaux des temps aux projets d'aménagement et aux documents de planification	
2.2.3	Les outils pour appréhender et représenter les espaces-temps	
III.	Limites de la contribution des bureaux des temps et déficit de relations avec les aménageurs	106
3.1	Les limites de la contribution des bureaux des temps	106
3.2	La difficulté des relations entre bureaux des temps et aménageurs	106

#### Chapitre 5 :

#### Les pistes de progrès pour une démarche plus intégrée

I.	L'appui sur des partenaires extérieurs à la collectivité	110
1.1	Le système associatif, relais entre le bureau des temps et le territoire	110
1.2	Agefos-Pme en Rhône-Alpes, relais entre collectivité territoriale, entreprises et salariés	111
1.3	Des liens avec les chercheurs et les étudiants	111
II.	L'intégration du temps et de l'espace par la construction d'un dialogue territorial	113
2.1	La construction d'un dialogue social territorial	113
2.2	L'organisation tripartite de nombreux projets	114

III.	Bureau des temps et structure associative	116
3.1	Contre-exemples	116
3.2	Les spécificités de la Maison du Temps et de la Mobilité (MTM) et leurs conséquences sur la démarche conduite	117
3.3	Vers un modèle intégré associatif ?	118
	Conclusion	121
	Bibliographie	125
	Annexes	131
	Tables	147